SCIENCES HUMAINES

N°384/DÉCEMBRE 2025 - JANVIER 2026

SCIENCES HUMAINES

Faisons connaissance

LE NIVEAU SCOLAIRE BAISSE

C'ÉTAIT MIEUX AVANT !

IL N'Y A PLUS DE RESPECT

Y'A PLUS DE SAISONS

LA LANGUE FRANÇAISE EST EN DANGER

LES GENS NE VEULENT PLUS TRAVAILLER

TOUS POURRIS



12 lieux communs décortiqués
par les sciences sociales

ALAIN EHRENBERG
« L'enfant à problèmes, miroir de nos exigences »

FERNAND BRAUDEL
L'histoire à grande échelle

L 18925 - 384 S - F: 6,90 € - RD

DOM/S: 7,90 € - BEL/LUX: 7,40€ - CH: 11,90 FS - CAN: 12,99 $CA - D: 8,30 € - ESP/ITA/GR/PORT CONT: 7,9 € - MAR: 78 MAD - TOM: 1050 XPF - TUN: 9,90 TND

SCIENCES HUMAINES
Faisons connaissance

Pensées, religions, philosophies millénaires... Que nous enseignent ces sagesses ?



HORS-SÉRIE LES ESSENTIELS N°19
OCTOBRE-NOVEMBRE 2025
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR NOTRE SITE
WWW.SCIENCESHUMAINES.COM
OU SUR COMMANDE EN SCANNANT CE QRcode


© Samuel Berthet

ÉDITO

Par **Héloïse Lhérété**
Directrice de la rédaction

Le pire des mondes ?

Chaque époque a ses lieux communs. Ces formules toutes faites ne disent pas grand-chose du réel, mais elles témoignent du climat moral d'une société. Au 18e siècle, porté par les Lumières progressistes, le moindre nigaud brillait par son optimisme. « *Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles* », assénait Pangloss, le précepteur de Candide, dont Voltaire faisait le chantre de la « métaphysico-théologo-cosmo-nigologie » – la croyance alors répandue que tout mal n'est qu'un bien déguisé. Un siècle plus tard, Gustave Flaubert recensait les clichés de son temps. Il suffit d'ouvrir au hasard son *Dictionnaire des idées reçues* pour prendre la mesure du chemin parcouru. À l'entrée « Fonctionnaire », on lit par exemple : « *Impose le respect quelle que soit la fonction qu'il remplit.* »

Aujourd'hui, les Pangloss et autres Homais ont perdu la foi et la joie. Les banalités prospèrent toujours, mais l'imbécile heureux se fait rare, chassé par l'oiseau de malheur. Parmi les paroles les plus entendues, beaucoup expriment la nostalgie et le sentiment de déclassement : « *C'était mieux avant…* » (75 % des Français le pensent, selon un sondage BVA/Ipsos), « *y a plus de respect* », « *le niveau scolaire s'effondre* », « *les gens ne se parlent plus* », etc. La formule de Pangloss semble ainsi s'être inversée : depuis les années 2020, l'impression domine que l'harmonie s'est déréglée. Que « *tout va pour le pire dans le pire des mondes possibles* ». Que tout se dégrade, de la paix au lien social.

Ces clichés ne sont pas forcément ineptes. Face à l'enchevêtrement de crises, il existe des raisons réelles de s'inquiéter, au plan national comme international. Mais les lieux communs échouent à capturer la vérité, car ils reposent sur un biais de généralisation : à partir de quelques expériences, ils sautent à la conclusion. Ils effacent la complexité du monde, ses variations et dynamiques souterraines. Ces raccourcis ont quelque chose de rassurant : ils dispensent d'efforts intellectuels tout en donnant une impression de hauteur. Face à un progressisme jugé naïf, le désenchantement s'apparente, dans l'imaginaire contemporain, à la lucidité et au sens critique. C'est une posture socialement gratifiante.

Voici donc le paradoxe actuel : même désespérés, les lieux communs réconfortent. Ils opèrent comme des briques de langage, par lesquelles nous pouvons construire un imaginaire partagé. Grâce à eux, nous engageons des conversations, semons des connivences, créons du lien. Le risque est de laisser la morosité devenir notre seul terrain d'entente. À la fin de *Candide*, Voltaire laisse son héros, las des poncifs de Pangloss, revenir à un geste modeste : « *Il faut cultiver notre jardin.* » L'atmosphère a changé, mais contre les paresses intellectuelles, le conseil vaut toujours. Ne pas décréter trop vite que tout ira bien ni affirmer symétriquement que tout finira mal, mais travailler ce qui peut l'être, patiemment, à hauteur d'humain. ●

ILS ET ELLES ONT CONTRIBUÉ À CE NUMÉRO


© Coll. personnelle

François Dosse

Compagnon de longue date de *Sciences Humaines*, l'historien François Dosse est un fin **connaisseur de l'histoire intellectuelle française.** Il est l'auteur de *La Saga des intellectuels français* (Gallimard, 2018).
Page 70


© Coll. personnelle

François Dubet

Sociologue, ancien directeur d'études à l'EHESS, ses analyses sur **l'éducation et la justice sociale** font référence. Il vient de publier *Le mépris. Émotion collective, passion politique* (Seuil, 2025).
Page 36


© Elodie Daguin

Assia Hamdi

Les questions concernant les femmes, le genre, les discriminations et **l'égalité dans le sport et dans la société** sont ses sujets favoris. Elle a été en 2024 lauréate du Prix Reporters d'Espoirs du meilleur reportage de l'année traitant d'innovation sociale.
Page 56


© Coll. personnelle

Philippe Huneman

Au sein de l'Institut d'histoire et de philosophie des sciences et des techniques, il conduit des recherches sur **la biologie et l'écologie**. Il est l'auteur de *Les sociétés du profilage. Optimiser, évaluer, prédire* (Payot, 2023).
Page 46


© Vincent Hoel

Fabien Locher

C'est en historien qu'il travaille sur **le climat et ses évolutions**. Il est notamment l'auteur, avec Jean-Baptiste Fressoz, de *Les révoltes du ciel. Une histoire du changement climatique (15e-20e siècle)* (Seuil, 2020).
Page 66


© Coll. personnelle

Dominique Marchetti

La **sociologie des productions culturelles** et de leurs circulations (journalismes et médias) est le domaine de prédilection de ce sociologue, directeur de recherche au CNRS.
Page 44


© Alexis Lecomte/SciencesPo

Bruno Palier

Directeur de recherche CNRS à Sciences Po, il travaille sur **les réformes des systèmes de protection sociale** en France et en Europe et a codirigé l'ouvrage collectif *Travailler mieux* (PUF, 2025).
Page 51


© Coll. personnelle

Nicolas Roussellier

Historien du politique, il a consacré ses recherches à **l'histoire des transformations constitutionnelles** de la démocratie au 20e siècle. Il est notamment l'auteur de *La force de gouverner* (Gallimard, 2015).
Page 39


@Valérie Evrard

Marion Rousset

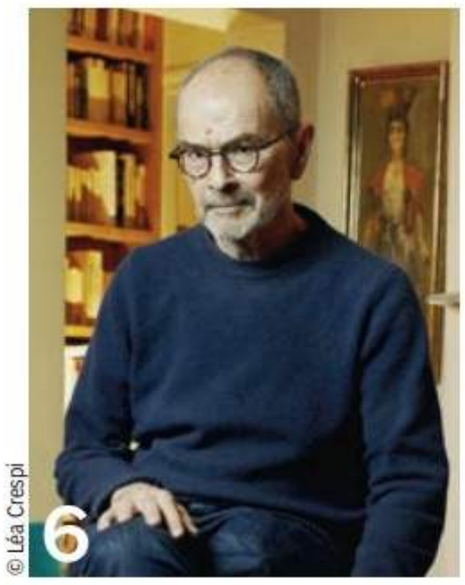
Journaliste indépendante, spécialisée dans les enquêtes intellectuelles et **les sujets relatifs à l'éducation**, elle collabore régulièrement à *Sciences Humaines*.
Page 58

SCIENCES HUMAINES

Sciences Humaines
38 rue Rantheaume 89000 Auxerre
Ventes et abonnement
03 86 72 07 00
serviceclients@scienceshumaines.fr
Sylvie Rilliot, Mélina Lanvin, Bénédicte Marrière
Directrice de la rédaction : Héloïse Lhérété
Rédactrice en chef adjointe : Cécile Peltier
Rédacteurs, chefs de rubriques : Nicolas Journet, Jean-Marie Pottier, Fabien Trécourt, Hugo Albandea, Samuel Lacroix
Premier secrétaire de rédaction : Frédéric Peylet
Secrétaire de rédaction : Renaud Beauval
Conseillères de la rédaction : Martine Fournier, Sophie Gherardi
Ont participé à ce numéro : Albane Akoun, Aurélia Blanc, Sybille Buloup, Adèle Cailleteau, Vincent Capdepuy, Ève Charrin, Hélène Frouard, Gérald Gaillard, Catherine Halpern, Thierry Jobard, Béatrice Kammerer, Pierre Lascoumes, Thibault Le Hégarat, Frédérique Letourneux, Frédéric Manzini, Maud M'Bondjo, Régis Meyran, Romain Pigeaud, Chloé Rébillard, Laurence Serfaty, Tigrane Yégavian.
Création graphique et direction artistique : Sophie Villette
Graphiste et direction artistique : Isabelle Mouton
Iconographie : Marie-Laure Fior
Chef de projet Web : Steve Chevillard
Assistant webmestre : Alexandre Lepême
Promotion publicité : Patricia Ballon
Comptabilité : Carole Charreau
Éditeur délégué : Lucas Laugel
Directeur de publication : Fabrice Gerschel
Imprimé en France,
Sciences Humaines est édité par Sciences Humaines Communication SAS a au capital de 214 790 €
RC Auxerre B379865975
Actionnaire majoritaire et présidente Philo Éditions SAS
Diffusion : MLP - Réassort joindre Opper : 01 40 94 22 23
Impression : BLG TOUL
2780 Route de Villey-Saint-Etienne
54200 TOUL
Intérieur : Origine du papier : Autriche
39 % de fibres recyclées
Impact sur l'eau : Ptot : 0,014 kg/t
Couverture :
Origine du papier : Ardennes Belgique
0 % de fibres recyclées
Impact sur l'eau : Ptot : 0,012 kg/t
Commission paritaire :
0527 D 81 596
ISSN : 0996-6994
Dépôt légal à parution
Couverture : © Jean-Michel Tixier
Conception : Isabelle Mouton

PEFC 10-32-2813
LE TRI + FACILE

Sommaire


© Léa Crespi
6


© Visual Generation/Getty Images
24


© Pierre Paul Pariseau
30


© Julien Pacaud
37


© Julien Pacaud
46


© Franki Domino, Colagene Paris
66


© Keystone-France/Gamma-Keystone via Getty Images
70


© Musée des Beaux-Arts de Dijon/François Jay
96

RENCONTRE : ALAIN EHRENBERG

P. 6 **« L'enfant à problèmes, miroir de nos exigences »**

Brèves de SAVOIR

L'actualité de la recherche en sciences humaines

P. 18 **MA THÈSE EN 3 POINTS**
Ségal Le Guern-Herry : Impôts : la pierre plus forte que le papier ?

P. 22 **L'OBJET DU MOIS :** Le parapluie

P. 26 **PORTRAIT DE CHERCHEUR**
JULIEN VITORES – Un sociologue, des enfants et des arbres

DOSSIER

C'était mieux avant !

P. 32 **« C'était mieux avant »**
P. 36 **« Il n'y a plus de respect »**
P. 39 **« Les Français ont besoin d'un roi »**
P. 42 **« Tous pourris »**
P. 44 **ENTRETIEN AVEC DOMINIQUE MARCHETTI**
Les journalistes, tous de gauche ?
P. 46 **« La race n'existe pas »**
P. 49 **« On n'est plus chez nous ! »**
P. 51 **ENTRETIEN AVEC BRUNO PALIER**
Tous feignants ?
P. 55 **« Les Français, nuls en économie »**
P. 56 **« Les sportifs, trop payés ! »**
P. 58 **« Le niveau scolaire baisse »**
P. 61 **« La langue française est en danger ! »**
P. 64 **« Les gens ne se parlent plus »**
P. 66 **« Y'a plus de saisons »**

RÉFÉRENCES

P. 70 **FERNAND BRAUDEL**
L'histoire à grande échelle

P. 78 L'illustre inconnu : **L'abbé Rousselot**

P. 80 Mythologie : **La licorne, symbole de prospérité**

Les livres et la culture

P. 82-97

P. 98 **La question qui fâche**
L'intelligence artificielle va-t-elle nous tuer ?



Alain Ehrenberg

Né en 1950, Alain Ehrenberg est sociologue, directeur de recherche émérite au CNRS. Auteur de *La Fatigue d'être soi* (1998) et de *La Société du malaise* (2010), son dernier essai, *L'Enfant qui inquiète*, vient de paraître aux éditions Odile Jacob.

L'enfant à problèmes, miroir de nos exigences

Sociologue de la souffrance psychique, Alain Ehrenberg explore depuis trente ans les liens entre autonomie, dépression et société. Dans *L'Enfant qui inquiète*, il analyse comment nos idéaux d'émancipation redessinent l'enfance, la parentalité et la santé mentale.

PROPOS RECUEILLIS PAR SAMUEL LACROIX, PHOTOS LÉA CRESPI.

« *Je suis quelqu'un d'assez inquiet dans la vie.* » Alain Ehrenberg lâche cette rare confidence dans le bel appartement dans lequel il nous reçoit. Celui dont les deux parents sont des rescapés de la déportation ne s'est jamais vraiment confié sur sa vie dans ses livres ou ses entretiens. L'aveu est émis presque en passant, comme une hypothétique explication de son intérêt pour les questions de souffrance psychique. Cela fait effectivement une trentaine d'années que le sociologue explore les questions d'addiction, de dépression, et autres troubles psychiques modernes. Paru en 1998, *La Fatigue d'être soi* fut le premier essai français d'envergure sur la dépression. Grand succès de librairie, il montrait que notre malheur intime était l'envers d'une société individualiste exhortant chacun, jusqu'à l'épuisement, à devenir soi-même. Ce livre reste une référence incontournable à l'heure où on martèle que la « santé mentale » est un problème majeur de santé publique. Dans *L'Enfant qui inquiète*, qui vient de paraître (chez Odile Jacob), Alain Ehrenberg s'intéresse cette fois-ci aux plus jeunes. Il propose une histoire de la conception moderne de l'enfant troublé, dont l'évolution témoigne des heurs et malheurs de l'ascension de la valeur d'autonomie.

Comment, en tant que sociologue, en êtes-vous venu à travailler sur la santé mentale ?

Ce sont le sport et les questions de compétition et de performance qui m'ont conduit à ces sujets. Lorsque je finissais d'écrire mon premier livre, *Le Culte de la performance* (1991), je suis tombé sur un rapport d'inspection du travail de la région parisienne qui pointait une nouvelle tendance : les gens prenaient moins de congés maladie et davantage de tranquillisants. C'était peu de temps avant l'invention du Prozac, cet antidépresseur sans effets secondaires gênants, qui allait bientôt pouvoir être prescrit par les généralistes. J'ai intitulé la dernière partie de mon livre « De l'aventure entrepreneuriale à la dépression nerveuse », sans savoir que j'allais bientôt travailler plus avant sur la dépression. Peu de temps après, j'ai eu l'occasion de monter, dans une association liée au ministère de la Recherche, un programme de recherche en sciences sociales sur les drogues et les médicaments psychotropes. Mon livre suivant, *L'Individu incertain* (1995), est consacré aux transformations du rapport de la société à ces substances. J'y revenais sur le Prozac, ce qui m'a conduit à m'intéresser à la catégorie de dépression, sur laquelle il existait quelques travaux aux États-Unis, mais assez peu en





France. J'ai eu envie de m'y consacrer pleinement, et cela a donné *La Fatigue d'être soi* (1998). Cet essai a rencontré un certain succès, assez inattendu pour moi qui pensais écrire un livre relativement ennuyeux à destination des psychiatres, psychologues et psychanalystes. C'est donc un intérêt d'abord intellectuel et professionnel qui m'a amené à ces questions.

Votre nouveau livre s'intitule *L'Enfant qui inquiète*. Vous vous y demandez notamment « *ce qui inquiète dans l'enfant qui inquiète* »...

J'ai souhaité, avec ce livre, inscrire l'enfant « à problèmes » dans une histoire de la société individualiste et de l'aspiration à l'autonomie, qui est la toile de fond de mes précédents livres. Cette histoire passe par deux grands moments : le premier, qui suit la Seconde Guerre mondiale, est celui durant lequel l'autonomie devient une aspiration collective. On commence alors à s'occuper de l'enfant d'une façon qui n'est plus disciplinaire. Il est vu comme quelqu'un, avec sa propre personnalité, qui peut être troublée. Ce changement de regard se cristallise notamment dans la psychanalyse, qui se développe à partir des années 1960, et devient alors très populaire en France. Françoise Dolto en sera la star.

Le deuxième moment, à partir des années 1980, est celui de l'autonomie comme condition normative, durant lequel on attend de chacun qu'il témoigne d'une capacité à l'autonomie. Cela correspond aux temps où, dans le monde du travail, le management commence à s'appuyer sur la flexibilité, la coopération, l'engagement subjectif, avec des répercussions progressives sur le modèle de l'école. L'enfant se voit doté de nouveaux droits, notamment grâce à la Convention internationale des droits de l'enfant de 1989, qui ne sont plus seulement des droits-protection mais aussi des droits-libertés (d'association, de conscience...). Ce qui inquiète, chez lui comme chez l'adulte, c'est en définitive de savoir de quelle autonomie et de quelle socialisation il a besoin, et comment il doit être éduqué ou soigné pour les atteindre.

Vous évoquez trois figures successives de l'enfant : le déficient, l'expressif et l'acteur. Comment sommes-nous passés d'une conception à l'autre ?

L'histoire de l'enfant qui va mal nécessitait de remonter un peu plus loin, jusqu'au 19e siècle. C'est à partir de la Révolution française qu'on commence à considérer que l'enfant n'appartient à personne, qu'il est un individu devant bénéficier de droits protections. Des institutions spécifiquement liées aux enfants, comme des tribunaux ou des services de psychiatrie infantile, apparaissent et se développent, à partir de la IIIe République, à mesure que la société se démocratise. L'enfant qui inquiète, alors, est l'enfant déficient ou indiscipliné. Il s'agit, par la psychologie naissante et l'éducation, de suppléer aux manques inhérents à sa condition et d'orienter sa volonté.

Ensuite, à l'après-guerre, on passe de ce modèle de l'enfant-individu déficient au modèle de l'enfant-individu expressif : les professionnels (notamment du ministère de la Justice) doivent s'intéresser à sa personnalité en développement et à sa souffrance psychique. Des pratiques d'écoute se développent à son endroit. On considère que l'enfant est davantage vulnérable qu'anormal. Cela correspond à l'étape historique de l'aspiration à l'autonomie, qui court jusqu'aux années 1980. Vient enfin, avec l'autonomie-condition, l'âge de l'enfant acteur, qui est vu non seulement comme un sujet agissant, qui s'exprime et qu'il faut écouter, mais qui peut aussi avoir des projets, prendre et négocier des décisions, etc.

C'est aussi dans cette dernière conjoncture que s'observe l'inflation actuelle de diagnostics autour des dyslexiques, de l'hyperactivité ou de l'autisme. Comment l'expliquer ?

Ce qui est nouveau, c'est la diversification des conceptions de l'autonomie. Cela se cristallise avec le paradigme de « l'intelligence différente », que l'on retrouve dans des catégories comme le haut potentiel intellectuel (HPI) ou l'autisme de haut niveau. Il est fascinant de constater qu'on puisse aujourd'hui voir dans l'autisme d'abord un potentiel, plutôt qu'un handicap : sa représentation a basculé de l'arriération mentale à une sorte de superindividualité. Ce paradigme correspond à ce que j'ai appelé « l'idéal du potentiel caché ». Cela coïncide également assez bien avec le mécanisme de « retournement du stigmate » qu'évoque le sociologue américain Erving Goffman dans *Stigmate. Les usages sociaux du handicap* (1963) : on peut essayer de s'intégrer malgré, voire grâce à, sa différence.

Concernant cette « inflation » que vous évoquez, elle résulte aussi du développement de l'accès au soin. En mars 1990, deux circulaires de santé mentale, une pour l'adulte et une pour l'enfant,

enjoignaient de s'occuper des problèmes psychopathologiques au-delà des psychoses, et de généraliser l'offre de soin en ambulatoire, hors des murs de l'hôpital psychiatrique. Se sont alors développés des centres médicopsychologiques, des hôpitaux de jour… L'augmentation de l'offre a aussi entraîné une augmentation de la demande et, mécaniquement, une hausse des diagnostics.

Quel rôle ont pu jouer le covid ainsi que le numérique et les nouvelles technologies dans la hausse de ces troubles ?
Le covid a entraîné une augmentation sensible de l'anxiété et des dépressions, essentiellement du fait de l'isolement. On a aussi observé une hausse de l'usage des écrans, au sujet desquels un récent rapport parlementaire s'est alarmé. À ma connaissance, il n'y a pas de consensus scientifique concernant l'existence d'une addiction comportementale, mais on peut s'interroger sur l'effet des écrans sur l'attention et la capacité de concentration, en particulier des plus jeunes. Plus largement, il y a une ambivalence du numérique, d'Internet et des écrans : ce sont à la fois des outils de développement, d'épanouissement, de mises en relation et de discussions, et en même temps de passions tristes, de violence, haine, racisme, etc.

De quelle manière les redéfinitions de l'enfant ont-elles changé les parents ?
Les deux changent ensemble. Ce sont moins les enfants qui changent les parents que l'ensemble du système familial, de concert avec les évolutions de la société individualiste. Aujourd'hui, les parents inquiets ne sont pas abandonnés à eux-mêmes, mais accompagnés. Ils consultent de plus en plus et, depuis les années 1980, bénéficient d'un certain nombre de politiques de soutien à la parentalité. Ce qui a aussi changé pour eux, ce sont de nouveaux doutes sur les manières de faire, relatifs aux débats sur l'éducation positive : m'est-il possible de simplement dire non à mon enfant, même sans l'expliquer, pour lui donner l'encadrement *a priori* nécessaire à toute éducation, à toute socialisation ? Pour caricaturaux qu'ils soient souvent, ces débats sont un bon indicateur du moment historique où nous nous trouvons.

Ce moment est aussi celui, plus largement, de la « *fatigue d'être soi* », de cette pathologie typiquement contemporaine qu'est la dépression.
La dépression se diffuse à partir des années 1960, quand nos sociétés commencent à sortir du modèle disciplinaire décrit par Michel Foucault dans *Surveiller et punir* (1975). C'est précisément le moment où nous commençons à entrer dans la société de l'autonomie, d'abord comme aspiration, au cours de cette décennie, puis comme condition, à partir des années 1980-1990. On quitte alors une société du surmoi, interdicteur et protecteur, où la question centrale est de savoir ce qu'il est permis de faire, et où la névrose est la pathologie dominante. La dépression émerge alors ; la question n'est plus « que m'est-il permis de faire ? », mais « que suis-je capable de faire ? » C'est l'indice d'un nouveau conflit non plus entre le moi et le surmoi, mais entre le moi et l'idéal du moi. Plus que d'une culpabilité, la dépression témoigne d'un sentiment d'insuffisance du sujet.

Vous avez une drôle de définition de la santé mentale : « *l'attitude individualiste à l'égard de la contingence de la socialisation des individus* ». N'est-ce pas restrictif ? La santé mentale, n'est-ce pas d'abord le fait de ne pas souffrir psychiquement ?
L'Organisation mondiale de la santé (OMS) définit la santé mentale comme « *un état de bien-être qui permet à chacun de réaliser son potentiel, de faire face aux difficultés normales de la vie, de travailler avec succès et de manière productive et d'être en mesure d'apporter une contribution à la communauté* ». Cette définition m'a aidé à la comprendre comme un langage permettant d'exprimer les tensions morales de la société individualiste. La souffrance de l'individu et la question de la socialisation sont irrémédiablement nouées. Une dépression implique de l'inhibition, l'absence d'action, et donc une certaine désocialisation. Les troubles des conduites font aussi exploser les relations sociales. Les problèmes concernant la violence de l'individu vis-à-vis de lui-même, notamment le suicide ou les scarifications, aussi nouvelles puissent-être leurs modalités, surtout chez les jeunes, s'inscrivent davantage dans la tradition psychiatrique et pédopsychiatrique. Car la santé mentale n'est pas la psychiatrie. La psychiatrie est d'abord une médecine, qui soigne des pathologies mentales. La santé mentale est précisément une extension des questions de la psychiatrie au corps social et aux troubles de la socialité ; elle charrie avec elle des questions de « potentiel », des compétences de savoir-être, etc.

Dans *La Société du malaise*, en 2010, vous pointiez un pessimisme typiquement français : nous nous plaignons plus qu'ailleurs de la dissolution des liens sociaux. Pourtant, les premières alertes sur la reconfiguration malheureuse de la psyché à l'ère de l'autonomie sont le fait de Christopher Lasch et Richard Sennett, deux Américains !
En réalité, il y a une version française et une version américaine du « c'était mieux avant » l'autonomie. L'idée française, c'est que l'individu serait abandonné à lui-même ou aux forces du marché par la dissolution des appartenances collectives. Aux États-Unis, on considère, à rebours, que nous sommes dans une crise de la *self reliance*, de la capacité à compter sur soi, du fait d'une plus grande intervention de l'État fédéral et donc de la fin d'un cycle libéral. *La Culture du narcissisme* de Christopher Lasch (1979) est

« L'autisme a basculé de l'arriération mentale à une sorte de superindividualité. »

empreint d'une nostalgie pour l'ancien individualisme américain, «*rugueux*», moins dépendant des autres, qui s'est perdu avec la dynamique des années 1970. Des deux côtés, il y a un malaise, mais les deux sociétés ne se racontent pas les mêmes histoires. Le pessimisme, ou ce que j'ai appelé la «déclinologie» française, vient de l'idée que la montée de l'autonomie se traduit par un déclin de la société.

Vous jugez que cette «déclinologie» repose souvent sur une confusion entre l'individu et l'individualisme. Pourquoi donc?
Ce genre d'analyses touchent à des inquiétudes qui sont fondées, mais il me semble qu'elles confondent effectivement individualisme et individu. L'individu, c'est la particularité; la société, c'est le tout. Il n'y a pas de société sans individus et, réciproquement, il ne peut y avoir d'individus hors de la société. Toutes les sociétés s'intéressent à la particularité, mais seul l'individualisme fait des individus la valeur suprême. Cette société est fondée sur leur liberté et leur égalité, et a pour ressort la sympathie pour les semblables. Il s'agit donc de tout autre chose qu'une sorte d'anarchie née du triomphe des égoïsmes! C'est ce qu'explique Émile Durkheim dans son article de 1898, «L'individualisme et les intellectuels», dans lequel il réagit à l'affaire Dreyfus, moment emblématique durant lequel les intellectuels sont accusés par la droite d'être des individualistes détruisant la société. Il n'y a pas de sens à opposer ainsi individu et société, explique en substance Durkheim, puisque ce sont deux faces de la même pièce! Devant la Société de philosophie, en 1906 (on voit que ces questions ne sont pas neuves!), le père de la sociologie enfonce le clou en pointant également une confusion entre transformation et affaiblissement ou destruction: si on peut avoir l'impression que le lien social s'effrite, c'est parce qu'on ne comprend pas qu'il se contente de se reconfigurer, de changer.

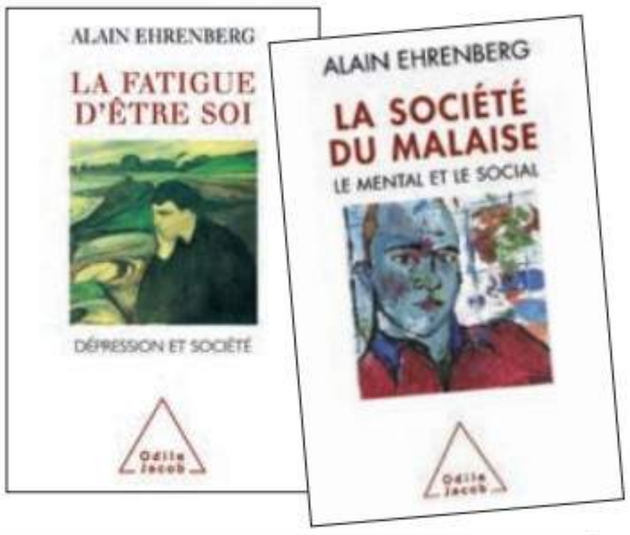
Mais n'y a-t-il pas des changements destructeurs? Vous qui êtes aussi un lecteur de Norbert Elias, que pensez-vous des diagnostics de «décivilisation» qui ont été récemment faits, notamment par le président de la République?
Mais de quelle destruction parle-t-on? Toute société se caractérise par des tensions sociales et morales inévitables. Il n'existera jamais de société idéale, sans conflits. C'est de cet imaginaire qu'il faut faire le deuil, qu'on l'exprime dans la forme d'un retour en arrière ou d'un futur utopique. Les tensions morales et les conflits sont le nœud des sociétés. Il n'est ni anormal ni catastrophique qu'ils s'expriment, car c'est par eux qu'une société apprend à se comprendre elle-même. Par ailleurs, il faut bien voir ce qu'Elias dit de la décivilisation: c'est une tendance qui va de pair avec des tendances contraires. Les moments de décivilisation n'invalident pas le processus plus global de civilisation des mœurs, par exemple, le nazisme chez cet auteur – nous en sommes loin, même si le rejet de la démocratie d'une partie grandissante de la population doit nous préoccuper. L'autonomie normative s'appuie sur un type de régulation que le sociologue néerlandais Cas Wouters appelle «*la contrainte de la non-contrainte*». L'autonomie implique des exigences d'autocontrôle émotionnel et pulsionnel bien supérieures à ce qu'on attendait des individus auparavant. C'est dans ce contexte que la santé mentale se développe, dans la mesure où elle permet d'exprimer les tensions morales de cette société et d'agir sur elles par des pratiques multiples.

Vous qui avez beaucoup travaillé sur les drogues, que pensez-vous de la question de la dépénalisation ou de la légalisation du cannabis?
Je suis favorable à ce qu'il y ait un débat politique sur la légalisation du cannabis dans notre pays, où la consommation est importante et les trafics florissants. Légaliser, cela ne veut pas dire à tout le monde: «*Allez-y, vous pouvez vous défoncer!*» Il s'agit plutôt de promouvoir un autre principe de régulation du comportement que l'interdiction et la répression pures et simples. On pourrait envisager un monopole public sur la production, la vente et l'usage, qu'on accompagnerait à la fois d'une interdiction de l'accès aux moins de 18 ans et d'une politique de prévention et d'éducation aux toxiques, à laquelle il faudrait d'ailleurs intégrer l'alcool. Ce serait une politique de réduction des risques. Il faudrait tirer des leçons des pays qui l'ont légalisé et où il existe des évaluations. J'y vois un levier à la fois de protection des mineurs et d'assèchement du trafic. Malheureusement, ce débat n'a pas lieu.

À la fin de *La Fatigue d'être soi*, vous écriviez: «*Une société d'individus n'est pas destinée seulement à fabriquer des monades* [...] *Elle voit en même temps ses repères politiques se modifier, ses formes d'engagement public prendre d'autres tournures et ses mo-*

Notre choix de lectures

Avant ***L'Enfant qui inquiète***, Alain Ehrenberg est surtout l'auteur d'un best-seller: ***La Fatigue d'être soi. Dépression et société*** (Odile Jacob, 1998), qui vient d'être traduit en chinois. Dans cet essai, il montrait de quelle manière la dépression était l'indice du passage progressif de sociétés d'individus coupables à celles d'individus capables. Cette thèse avait été amorcée, quelques années plus tôt, dans ***Le Culte de la performance*** (Calmann-Lévy, 1991), dans lequel il interrogeait le triomphe de la tendance à l'optimisation, et ses conséquences, psychiques et sociales, sur les individus. Avec ***La Société du malaise*** (Odile Jacob, 2010), il effectuait un comparatif de l'appréciation de l'autonomie par les sociétés française et américaine, afin de remettre la «déclinologie» française en perspective.



des d'action se reformuler. » **Près de trente ans après, comment estimez-vous que les choses se sont reformulées ?**
Je crois que les formes d'engagement n'ont pas baissé, comme on l'entend parfois, mais qu'elles se sont simplement affranchies des partis politiques et des syndicats. Aujourd'hui, on a affaire à un vrai développement de l'engagement associatif, dans l'humanitaire, les organisations non gouvernementales (ONG), le bénévolat… On peut aussi songer à ce phénomène des étudiants sortis de grandes écoles, notamment d'ingénieurs, qui « bifurquent », ou à tous ces jeunes salariés qui insistent sur l'importance, pour eux, d'avoir un travail qui a du sens. ●

4 choses à savoir sur Alain Ehrenberg

1. Son rituel d'écriture
Alain Ehrenberg n'a pas particulièrement de rituel d'écriture ni de lieu de prédilection. Avant d'être émérite, il écrivait essentiellement au bureau, au CNRS. Depuis, il alterne entre le café et son domicile parisien.

2. Son livre de chevet
S'il devait choisir celui auquel il revient le plus et qui a sans doute joué le plus grand rôle dans sa vie, ce serait *Les Institutions du sens* (1996) du philosophe Vincent Descombes, dont il a suivi le séminaire à l'École des hautes études en sciences sociales. Cet essai lui a notamment fait comprendre l'intérêt d'associer la philosophie du langage de Wittgenstein à la sociologie de Durkheim et de Mauss.

3. La personnalité qui l'a influencé ?
Il pense à l'anthropologue et sociologue Louis Dumont, auteur notamment d'*Essais sur l'individualisme* (1983), qui lui a fait voir de quelle manière l'interdépendance perdure dans les sociétés individualistes. L'essayiste Pierre Pachet a aussi beaucoup compté, en particulier ses écrits sur Baudelaire, qui lui ont fait comprendre que « *l'attrait pour la drogue vient d'un désir d'être mieux que soi* ».

4. S'il n'avait pas été sociologue, il aurait été…
Il sait d'autant moins le dire qu'il n'était pas destiné à la sociologie. Alain Ehrenberg a d'abord étudié la gestion et le marketing à l'université Paris-Dauphine. Il doit sa découverte de la sociologie à l'époque, post-Mai 68, des savoirs alternatifs et des associations informelles. Lors d'un stage aux Aéroports de Paris, il s'est avéré que le chef du contrôle de gestion était aussi enseignant vacataire de sociologie. Peut-être aurait-il pu ressembler à ce profil s'il avait continué les études de gestion ?

L'IMAGE DU MOIS

RÉFUGIÉS CLIMATIQUES

On sent dans cette étreinte chargée de tendresse la confiance tranquille de ceux qui cheminent côte à côte depuis une éternité. Comme une arche de douceur face aux caprices du temps. Ce portrait, signé Sandra Mehl, est le dernier de Denecia et Wenceslaus Billiot. Il s'est éteint un an après la photo, et elle, l'année suivante, avant que l'ouragan Ida emporte en 2021 une partie de leur maison.

Située à l'extrême sud-est de la Louisiane, l'Isle à Jean Charles, où le couple a vécu toute sa vie, se trouve en première ligne face au dérèglement climatique. Balayée par les vents, soumise aux inondations, l'île a perdu ces dernières années l'essentiel de sa population, passée « *d'un peu moins d'une centaine d'habitants en 2016 à 3 ou 4 familles en 2023* », relate Sandra Mehl. Fascinée par ces paysages de bayou mélancoliques dardés de soleil, la photographe et journaliste a consacré sept ans de sa vie à cette île et à ses habitants, avec qui elle a tissé des liens étroits.

À travers son enquête, c'est la disparition de tout un mode de vie qu'elle documente. « *C'est ce qui m'a le plus touchée. On ne développe pas un projet si long, si loin de chez soi si on n'est pas viscéralement tenus.* » Elle a passé de longues heures dans la petite maison sur pilotis, à discuter avec Denecia et Wenceslaus Billiot. Descendants de Cajuns arrivés sur l'île au 18e siècle, l'ancien charpentier de marine et sa femme connaissaient le français. Si leurs enfants en comprennent quelques mots, leurs nombreux petits-enfants ne parlent qu'anglais.

La pêche s'avérant de moins en moins prodigue, beaucoup de jeunes ont quitté Jean Charles ces dernières années pour travailler à la ville. En tant que conducteurs de barges, ils acheminent désormais le pétrole sur le continent *via* les canaux du Mississippi.

Les derniers habitants de Jean Charles s'accrochent à leur île qui, selon les scientifiques, devrait être submergée autour de 2050. La photo de Denecia et Wenceslaus, elle, trône en bonne place sur le buffet de leurs enfants. ● CÉCILE PELTIER

À VOIR Exposition « Migrations et climat. Comment habiter notre monde ? », jusqu'au 5 avril 2026 au Palais de la Porte Dorée, Paris 12e.



© Sandra Mehl


PREMIUM

Brèves de SAVOIR

L'ACTUALITÉ DE LA RECHERCHE EN SCIENCES HUMAINES



ÉTHOLOGIE

DES ARAIGNÉES PIÉGEUSES DE LUCIOLES

Dans les forêts taïwanaises, une araignée colorée, *Psechrus clavis*, transforme ses victimes en appâts vivants. Des biologistes de l'université Tunghai (Taïwan) ont découvert que ces tisseuses nocturnes laissent briller les lucioles mâles capturées dans leur toile, appâtant ainsi d'autres insectes vers leur piège. Pour tester cette idée, les chercheurs ont remplacé les lucioles par de petites LED imitant leur bioluminescence. Résultat : les toiles lumineuses capturaient significativement plus de proies, en particulier d'autres lucioles mâles, que les toiles obscures. En exploitant la lumière de leurs victimes, ces araignées économisent l'énergie qu'exigerait une coloration plus voyante et attirante de leur abdomen. **SYBILLE BULOUP**

SOURCE Ho Yin Yip *et al.*, « Prey bioluminescence-mediated visual luring in a sit-and-wait predator », *Journal of Animal Ecology*, vol. 94, 2025/10.

© Elizaveta Efimova/Getty Images

NEUROPSYCHOLOGIE

UNE LANGUE S'APPREND AUSSI PAR LE GESTE



En matière de langues étrangères, les Français ne sont pas des champions. Est-ce parce que nous sommes trop cérébraux ? Au laboratoire dynamique du langage de Lyon, une équipe de neuroscientifiques pilotée par Véronique Boulenger explore l'idée que les gestes pourraient nous aider à mieux mémoriser les mots. Le point de départ de leurs travaux : la cognition incarnée (ou *embodiment*), un courant de recherche qui montre le lien entre nos fonctions cognitives et nos expériences sensorimotrices.

Dans une de leurs expériences, des adultes francophones apprennent des verbes d'action en grec. Certains mots sont accompagnés d'un geste « iconique » – égoutter en secouant une passoire invisible, applaudir en tapant dans les mains, balayer en mimant l'action. D'autres sont associés à un geste abstrait, sans lien avec le sens. Et pour d'autres encore, aucun geste n'est proposé. Résultat : les mots accompagnés d'un geste iconique sont mieux mémorisés. À l'inverse, un geste non pertinent brouille l'apprentissage.

Les recherches, encadrées par un protocole rigoureux, portent aussi sur la perception et la production des sons étrangers : peuvent-elles être améliorées grâce aux mains ? Produire un son */q/* arabe, par exemple, articulé au fond de la gorge, comme dans le mot « *qamar* » (lune), est difficile pour un francophone puisqu'il n'appartient pas à son répertoire phonologique. Sa prononciation implique de reculer la langue vers la luette. En accompagnant le son d'un geste du doigt qui mime le trajet de la langue, les chercheurs pensent faciliter à la fois sa reconnaissance et sa prononciation. Des électroencéphalogrammes permettront de vérifier si le cerveau distingue mieux les sons après cet entraînement. « *Mettre le corps en action, c'est ancrer plus profondément les représentations linguistiques* », souligne Véronique Boulenger. Ces travaux ouvrent des perspectives concrètes, notamment concevoir des méthodes et des supports pédagogiques qui sollicitent davantage le corps et permettre ainsi un apprentissage des langues plus performant, mais aussi créer des outils pour les personnes ayant des troubles du langage. **LAURENCE SERFATY**

SOURCE Tzuyi Tseng *et al.*, « Embodied speech : sensorimotor contributions to native and non-native phoneme processing and learning », *Neurobiology of Language*, en ligne, octobre 2025.

© Yaryna Bondarchuk/Getty Images

PSYCHOLOGIE

TRANSMETTRE SES RACINES, **UN BESOIN VITAL**



© Thomas Barwick/Getty Images

Qu'il s'agisse de la recette de lasagnes de la *nonna*, transmise de bouche à oreille, ou de rituels répétés de génération en génération, chacun cherche à sauvegarder pratiques, coutumes et traditions familiales. Loin d'être une simple habitude, il s'agirait d'un besoin psychologique universel, que des chercheurs états-uniens désignent sous le nom d'« hypothèse de continuité culturelle ». Leur théorie affirme que les êtres humains sont motivés à préserver les aspects saillants de leur culture d'origine, par l'entretien de pratiques, la transmission de valeurs ou de normes. Cette motivation s'enracine dans le besoin de continuité du soi, se percevoir comme un même individu au fil du temps. En assurant cette stabilité, la continuité culturelle aide chacun à construire une identité cohérente malgré les changements et les épreuves de la vie.

Cependant, la culture n'est pas figée : toutes les traditions ne se transmettent pas avec la même force. Les chercheurs parlent de « biais de transmission ». Nous ne sommes pas de simples héritiers ; nous sélectionnons, adaptons et recréons. Ainsi, dans les familles immigrées, si la langue maternelle ou certaines coutumes peuvent être préservées, elles sont parfois abandonnées lorsqu'elles semblent moins utiles ou perçues comme de potentielles sources de stigmatisation. La transmission culturelle est donc toujours sélective et contextuelle. Mais, quel que soit le cadre, préserver ses racines reste une manière de maintenir un sentiment d'appartenance et de continuité. Ce n'est pas figer le passé, mais l'intégrer pour mieux avancer. La culture agit alors comme un fil rouge, elle nous relie à nos origines tout en laissant place à l'ouverture et au changement. **S.B.**

SOURCE Cory L. Cobb, Seth J. Schwartz et Charles R. Martinez, « A theory of cultural continuity. Heritage culture retention as an important psychological motivation », *Psychological Review*, prépublication en ligne, 2025.

SANTÉ

Quand le soda déprime



© Melissa Lomax Speelman/Getty Images

Boire un soda, un geste anodin ? Pas si sûr. Une vaste étude révèle qu'une consommation régulière de boissons sucrées pourrait être liée à un risque accru de dépression. Des chercheurs de l'université de Francfort, dirigés par Sharmili Edwin Thanarajah, ont étudié 932 adultes, dont la moitié souffraient d'un trouble dépressif majeur.

En analysant leur consommation de sodas et la composition de leur microbiote intestinal, ils ont constaté qu'une forte consommation de boissons sucrées s'accompagnait d'une moindre diversité bactérienne et d'une augmentation de certaines espèces, notamment *Eggerthella*, dont la prolifération pourrait être liée à des états dépressifs. Cette altération du microbiote semble donc corrélée à la sévérité des symptômes dépressifs. L'effet apparaissait particulièrement marqué chez les femmes, chez qui les hormones sexuelles pourraient influencer la composition et la sensibilité du microbiote intestinal.

Cette relation est très complexe : chez les personnes dépressives, on peut observer des comportements de grignotage compulsif de produits parfois sucrés, ce qui modifie le microbiote et entretient l'inflammation. Un véritable cercle vicieux, où les produits sucrés pourraient à la fois être cause et conséquence du mal-être. Ces résultats renforcent l'idée d'un dialogue étroit entre intestin et cerveau. Réduire les sodas pourrait donc aider à briser ce cycle délétère, pour la santé mentale autant que physique. **S.B.**

SOURCE Sharmili Edwin Thanarajah *et al.*, « Soft drink consumption and depression mediated by gut microbiome alterations », *JAMA Psychiatry* (en ligne), 2025.

ÉDUCATION

LES BONNES NOTES FONT-ELLES LE BONHEUR ?



© Skynesher/Getty Images

Quoi de plus valorisant que d'obtenir un 20/20 ? Mais les bonnes notes suffisent-elles à rendre les élèves heureux ? Une importante étude du ministère de l'Éducation nationale s'est penchée sur la question et a évalué en 6e et 4e le bien-être et les compétences psychosociales d'une cohorte de 15 200 élèves suivis depuis leur entrée en CP. Si leurs résultats confirment le bénéfice socioémotionnel de la réussite académique, notamment corrélé à une meilleure estime de soi et à un plus grand sentiment d'efficacité personnelle, ils en montrent aussi les limites : le niveau de bien-être et de motivation des bons élèves apparaissant à peine plus élevé que ceux des élèves les plus en difficulté. Pour les chercheurs, ce paradoxe s'explique par l'influence d'autres facteurs, comme l'origine socioéconomique.

Ainsi, pour les élèves de milieu favorisé, obtenir de bonnes notes représente un avantage substantiel, corrélé à de hauts niveaux de compétences socioémotionnelles et de bien-être.

Ce bénéfice est bien moindre pour les bons élèves issus de milieu modeste, qui conservent des niveaux un peu supérieurs d'estime de soi et de motivation, mais dont le bien-être ne diffère pas de la moyenne. Leur réussite scolaire les place néanmoins dans une situation psychosociale bien meilleure que les élèves favorisés en échec scolaire, qui souffrent des plus faibles niveaux de motivation ; mais aussi bien plus confortable que les élèves cumulant fragilités socioéconomiques et scolaires, chez qui l'estime de soi et le sentiment d'efficacité personnelle sont particulièrement dégradés. Si ces conclusions confirment selon les chercheurs le fort lien entre réussite scolaire et compétences psychosociales, le sens de la causalité reste incertain : les bonnes notes permettent-elles vraiment de se sentir mieux ? Ou aller bien n'est-il qu'un préalable à la réussite ? **BÉATRICE KAMMERER**

SOURCE Gaël Raffy et Margot Rémeau, « Compétences psychosociales et bien-être au collège : l'estime de soi plus sensible aux écarts de performances que la motivation », Note d'information, n° 25-51, DEPP, 2025.

PÉDAGOGIE

ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT : LA FRANCE À LA TRAÎNE



Tom Werner/Getty Images

Les élèves français sont-ils assez armés face à la crise climatique ? Non, si on en croit les conclusions de l'enquête internationale TIMSS, dédiée au suivi des compétences des élèves en mathématiques et sciences, qui a intégré dans sa dernière édition de 2023 un volet portant sur compétences environnementales. Les résultats, évalués en classe de CM1 et de 4e, placent la France dans le peloton de queue, avec des scores inférieurs à la moyenne européenne ainsi qu'à celle des pays de l'OCDE.

Si cette contre-performance s'explique assez largement par les difficultés déjà bien connues des élèves français en sciences – compétences environnementales et scientifiques étant fortement liées –, elle se double d'autres caractéristiques préoccupantes, à commencer par une avance conséquente des garçons sur les filles, encore plus marquée que celle constatée en sciences, et parmi les plus importantes des pays participants.

Plus rassurant est le niveau d'engagement des élèves français en faveur de la protection de l'environnement, comparable à la moyenne des autres pays pour de nombreux gestes écologiques quotidiens, comme l'économie d'eau ou d'électricité, ou la réutilisation d'objets. Les petits Français sont en outre 48 % en CM1 et 40 % en 4e à discuter régulièrement de ces enjeux, contre respectivement 44 % et 27 % en moyenne dans les pays de l'UE. Si au total, une majorité des élèves de CM1 déclare accorder une très forte importance aux questions écologiques, cette tendance reste hélas marquée de larges disparités socioéconomiques, la proportion d'élèves fortement concernés s'élevant à 62 % dans les milieux favorisés contre 43 % parmi les plus défavorisés, confirmant la réputation peu flatteuse du système éducatif français champion des inégalités. **B.K.**

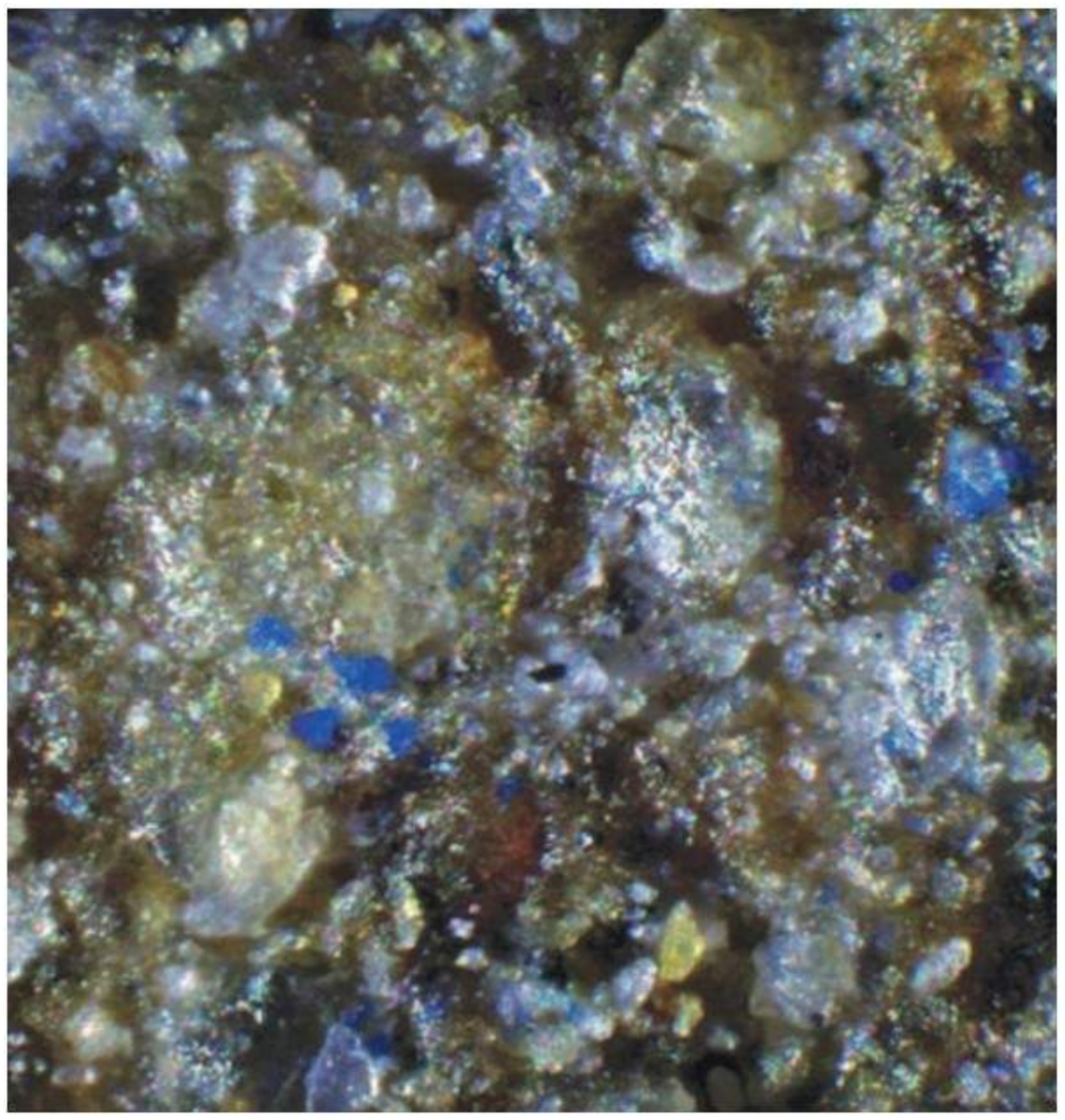
SOURCE Isabelle Ciold *et al.*, « TIMSS 2023 : en connaissances environnementales, les résultats des élèves de France sous la moyenne européenne », Note d'information, n° 25-41, DEPP, 2025.

ARCHÉOLOGIE

Bleu paléolithique

En archéologie préhistorique, une pierre creuse peut être une lampe ou une « palette » pour mélanger des pigments. Mais attention aux évidences. C'est ce qui est arrivé avec la pierre découverte sur le campement paléolithique de Mühlheim-Dietesheim en Allemagne. Celle-ci a d'abord été considérée comme une lampe, mais une nouvelle analyse a révélé la présence de particules d'azurite, un minéral composé de carbonate de cuivre hydraté, qui autrefois recouvrait toute sa surface. Les préhistoriques ont donc préparé de la couleur bleue. Mais pour quel usage ? Nous ne connaissons en effet aucune peinture incluant cette teinte dans l'art paléolithique. D'où deux hypothèses : elle servait pour les peintures corporelles ou fut appliquée sur des supports périssables.

Le Paléolithique fut, en effet, la « civilisation du bois », les traces relevées sur les outils indiquent que cette matière fut abondamment travaillée. Cette découverte entre en résonance avec celle effectuée dans la grotte de Dzudzuana à Imereti, dans l'ouest de la Géorgie (34 000 ans), où des traces d'*Isatis tinctoria* ont été retrouvées sur des outils en pierre. Cette plante produit de l'indigotine, qui prend à l'air une belle couleur bleue. Même interrogation : à quoi cela pouvait-il servir ? Le « pastel des teinturiers » est réputé de longue date pour ses vertus antiseptiques, antibactériennes et anti-inflammatoires. Il pourrait donc simplement s'agir d'une pratique médicamenteuse. Et pour l'azurite ? Après tout, les médecins en prescrivent aujourd'hui pour traiter les affections buccales et rhumatismales. Et si c'était le cas également au Paléolithique ? **ROMAIN PIGEAUD**



© Izzy Wisher/2025. Published by Cambridge University Press on behalf of Antiquity Publications Ltd

SOURCES Laura Longo *et al.*, « Direct evidence for processing Isatis tinctoria L., a non-nutritional plant, 32-34,000 years ago », *PLoS One* (en ligne), 2025 ; Izzy Wisher *et al.*, « The earliest evidence of blue pigment use in Europe », *Antiquity* (en ligne), 2025.

HISTOIRE

Tu t'appelleras Arthur, mon fils !



© The Met New-York

Le mythe arthurien a été construit du 9e au 12e siècle à partir de contes et légendes bretonnes, puis enrichi par l'apport d'auteurs chrétiens. S'il était une figure culturelle majeure des Bretons et des Gallois, le roi Arthur était également très populaire en France et en Italie. Pour autant, ce prénom a-t-il été beaucoup donné aux petits garçons du Moyen Âge ? C'est ce qu'a cherché à déterminer l'historien Pierre-Yves Quémener. Au terme d'une enquête fouillée, il conclut à une popularité paradoxale de ce prénom.

Selon lui, dans les sociétés où le mythe arthurien est puissant, le prénom est jugé trop sacré pour être donné à sa descendance. Quelques nobles ont toutefois transgressé la règle pour capter le prestige du défenseur de la Bretagne – par exemple un des petits-fils d'Henri II Plantagenêt. La géographie du prénom montre aussi que, plus on s'éloigne de l'aire bretonne et galloise, moins fort est le tabou, et plus il est répandu. Autre frein à sa diffusion, les intellectuels chrétiens des 11e et 13e siècles ont mené une campagne de discrédit envers le personnage d'Arthur. Jugé trop violent et débauché à l'aune des valeurs promues par la « réforme grégorienne », il fait figure de contre-modèle chrétien.

Dans un tel contexte, le prénom ne peut être valorisé qu'auprès des populations bretonnes et galloises qui y sont attachées de longue date. Et en effet, il se diffuse en France et en Italie avant tout du fait de l'émigration bretonne. Passé le 13e siècle, le mythe arthurien s'étiole pour devenir une légende fanée, contribuant à lever le tabou sur le prénom et à le rendre enfin acceptable comme nom de baptême. **THIBAULT LE HÉGARAT**

SOURCE Pierre-Yves Quémener, « Sur les traces d'Arthur. Représentations et usages anthroponymiques à l'époque médiévale », *Cahiers de civilisation médiévale*, n° 270, 2025/2.

MA THÈSE EN 3 POINTS



SÉGAL LE GUERN-HERRY

Impôts : la pierre plus forte que le papier ?

Comment les contribuables ont-ils réagi à la réforme de l'ISF au début de la présidence Macron ? Professeur assistant à l'École d'économie d'Aix-Marseille, Ségal Le Guern-Herry y répond dans sa thèse.

1. L'ORIGINE

En 2018, le gouvernement a décidé de remplacer l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) par un impôt sur la fortune immobilière (IFI) afin d'inciter les contribuables à investir dans les actifs financiers (actions, obligations…), jugés plus productifs. Lors des débats sur le bien-fondé de cette réforme, j'ai été frappé par le manque de données chiffrées : à l'époque, les seules informations disponibles pour les chercheurs étaient des tableaux résumant le nombre de contribuables pour chaque tranche, leur patrimoine moyen et leur taux marginal d'imposition. Après m'être intéressé à cet impôt dans le cadre de mon mémoire de master, j'ai décidé d'étudier la façon dont les contribuables avaient répondu à cette réforme en arbitrant entre leur patrimoine immobilier et financier. Le débat autour de la taxation des contribuables fortunés et de la réaction de ces derniers (départ de France, évasion fiscale…) est omniprésent et je trouvais intéressant d'analyser cette question en recourant à des méthodes de microéconomie appliquée, c'est-à-dire en partant des données individuelles des contribuables.

2. MA MÉTHODE

L'administration est aujourd'hui beaucoup plus ouverte qu'il y a dix ou quinze ans à des collaborations avec des chercheurs autour des données fiscales. La première étape a consisté à demander l'accès aux données des personnes assujetties à l'ISF et à l'IFI, par l'intermédiaire du Centre d'accès sécurisé aux données (CASD). On nous donne un petit boîtier dans lequel on doit rentrer une carte et nos empreintes digitales pour accéder aux données sur un serveur à distance. J'ai alors reçu un énorme tableau où chaque ligne représentait un individu sous pseudonyme et les colonnes toutes les informations de sa déclaration d'impôts. La difficulté, ensuite, était de mesurer l'effet de la réforme. Il me fallait un scénario contrefactuel permettant de mesurer ce qui se serait passé si elle n'avait pas été mise en place : j'ai décidé d'utiliser comme « groupe témoin » les contribuables étrangers, dont les actifs financiers étaient déjà exonérés de l'ISF avant même cette réforme.

3. MES RÉSULTATS

J'ai mesuré ce qu'on appelle l'« élasticité croisée » entre la richesse immobilière et financière, c'est-à-dire la part du capital immobilier qui va être réallouée vers du capital financier quand la différence d'imposition entre actifs immobiliers et financiers s'accroît. Cette réallocation est au final plutôt modeste : j'estime que 5 % environ de ces actifs immobiliers sont réalloués quand cette différence augmente de 1 point de pourcentage. J'estime que 20 % seulement des contribuables réagissent à la réforme : ce sont des propriétaires d'immobilier locatif qui ont redirigé leur patrimoine vers des actifs financiers, tout en conservant leurs résidences secondaires. Si l'objectif de la réforme de 2018 était d'impulser une réallocation massive de l'épargne des Français vers les actifs financiers, cela n'a pas marché. Cette faible réponse comportementale peut s'expliquer par le fait qu'au-delà d'un certain montant de richesse, les gens veulent diversifier leur patrimoine pour lisser les risques, ou encore par l'amour des Français pour la pierre. Mesurer ainsi l'intensité des réponses comportementales à l'impôt est une question clé pour tenter de construire des systèmes fiscaux justes et efficaces. **PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-MARIE POTTIER**

THÈSE « Essays on behavioral responses to taxation », sous la direction de Jean-Marc Robin et Gabriel Zucman, Institut d'études politiques de Paris, juin 2024. Cette thèse a été distinguée par une mention spéciale du prix 2025 de l'Association française de science économique.

© Coll. personnelle



© Gamma-Keystone via Getty Images

GÉOGRAPHIE

LA DÉMOGRAPHIE PARISIENNE À 100 ANS D'ÉCART

Quel était le visage de la population parisienne il y a cent ans ? Par bien des côtés, il était déjà très proche de celui d'aujourd'hui : jeune, célibataire et mélangé. Dans l'entre-deux-guerres, la capitale est plus peuplée que jamais. Elle atteint son record historique en 1921 avec 2,9 millions d'habitants. Une baisse survient dans les années 1950 et le chiffre s'est aujourd'hui stabilisé à 2,1 millions. Une densité qui n'était pas due aux naissances mais aux migrations. Paris était, en effet, déjà très attractive à l'époque, surtout pour des jeunes adultes en recherche de travail. Ainsi, il y a cent ans, deux tiers des Parisiennes et Parisiens n'étaient pas nés dans la capitale mais dans un autre département ou à l'étranger. De nos jours, la proportion des natifs est encore plus réduite. Les vingtenaires et les trentenaires étaient très nombreux dans les années 1920-1930. À l'inverse, les vieux étaient moins présents qu'aujourd'hui, notamment parce que la mortalité y était plus élevée que dans le reste de la France – en cause, l'insalubrité générale de la capitale. De plus, il était fréquent, passé un certain âge, de retourner dans sa région d'origine.

Il y a un siècle, Paris comptait déjà beaucoup de célibataires. Ceux-ci sont encore plus nombreux en 2025. Le Paris d'il y a cent ans ne grouillait pas d'enfants en raison d'une mortalité infantile élevée et du déficit de naissances causé par les guerres de 1870 et de 1914-1918. De nos jours, si la mortalité infantile a énormément reculé, le nombre d'enfants à Paris reste faible pour une si grande ville. D'autres études de l'Insee montrent en effet que beaucoup quittent Paris au moment d'avoir un enfant. Enfin, les classes sociales se répartissent de la même manière dans Paris, que ce soit au 20e ou au 21e siècle : les plus aisées occupent les arrondissements de l'ouest tandis que les plus pauvres résident dans ceux de l'est. **T.L.H.**

SOURCE Sandra Brée *et al.*, « Paris, il y a 100 ans : une population plus nombreuse qu'aujourd'hui et déjà originaire d'ailleurs », *Population & Sociétés*, n° 636, 2025/9.

© Roberto Moiola/Sysaworld/Getty Images

ÉCOLOGIE

Les nuages aussi sont pollués

On savait déjà que les régions d'agriculture intensive étaient polluées, que les pesticides pouvaient voyager dans l'atmosphère sous forme de gaz ou de particules, et être lessivés par la pluie ou le brouillard. On en retrouve dans l'eau des rivières, des lacs, dans les nappes phréatiques, dans la pluie… Mais on connaissait beaucoup moins bien la nature de leur présence dans l'eau des nuages. Une équipe de chercheurs de l'Observatoire de physique du globe et du Laboratoire de météorologie physique de l'université de Clermont-Ferrand a tenté d'y remédier. Une étude récente montre que les nuages ne sont pas de simples réservoirs passifs, mais jouent un rôle actif dans le cycle atmosphérique des pesticides. Les nuages agissent comme des « réacteurs chimiques » : les pesticides qui y sont dissous peuvent subir des transformations sous l'action des rayons du soleil, donnant lieu à des produits de dégradation potentiellement toxiques. Ce sont eux qui sont parfois trouvés dans les nuages, et non les pesticides d'origine.

En extrapolant les mesures réalisées au puy de Dôme, les chercheurs estiment qu'entre 6 et 139 tonnes de pesticides (herbicides, fongicides, insecticides, biocides) pourraient flotter en permanence dans les nuages au-dessus de la France. Parmi les molécules détectées : des pesticides encore en usage, mais aussi plusieurs substances interdites en Europe depuis longtemps.

Ce constat suggère que les dépôts atmosphériques peuvent affecter des régions éloignées des zones d'utilisation agricole, avec des retombées possibles sur les écosystèmes sensibles. Les chercheurs insistent sur la nécessité d'élargir les campagnes de mesure à d'autres sites et d'intégrer ces données dans les modèles climatiques et environnementaux. **VINCENT CAPDEPUY**

SOURCES Angelica Bianco *et al.*, « Are clouds a neglected reservoir of pesticides ? », *Environmental Science & Technology*, vol. 59, n° 40, 2025.



© Roberto Moiola/Sysaworld/Getty Images

LA GRANDE DÉMISSION DES MAIRES

Texte : JEAN-MARIE POTTIER - Illustration : JÉRÉMIE LUCIANI.

Depuis 2020, 6 % des maires ont quitté leur fonction, soit plus d'une démission par jour en moyenne.



2009-2014
129

2014-2020
209

2020-2025
417 démissions par an en moyenne

Près de 2 200 maires ont démissionné entre juillet 2020 et mars 2025, un rythme deux à trois fois supérieur à celui des précédentes mandatures.

Tous les départements et types de communes sont touchés. Ces départs ont légèrement féminisé et rajeuni les maires français : les nouveaux édiles sont pour un tiers des femmes, et en moyenne 7 ans plus jeunes que les partants.



Un tiers des démissions sont attribuées à des tensions au sein de la majorité municipale. Un phénomène marqué dans des communes moyennes de quelques milliers d'habitants, où les élections consistaient souvent en un choc frontal entre seulement deux listes.



13 % des démissionnaires sont partis pour raisons de santé, et 5 % avancent une fatigue morale. Si les maires se disent engagés et souvent satisfaits d'agir pour leur commune, ils sont de plus en plus nombreux à évoquer leur usure et le risque de *burn out*.

2023 a marqué un record de démissions : plus de 600 en un an. Un chiffre qui reflète une troisième grande cause de démission d'un maire : la volonté, parfois manifestée dès l'élection, de passer la main en cours de mandat.



SOURCES : Martial Foucault, « Les démissions de maires : enquête sur un phénomène sans précédent », Observatoire de la démocratie de proximité AMF-Cevipof/Sciences Po, juin 2025 ; Didier Demazière et Jérôme Pelisse (dir.), « Être maire aujourd'hui. Engagés, débordés, malmenés : quels effets sur la santé ? », Centre de sociologie des organisations/AMF, novembre 2024 ; Olivier Torres et Mathieu Le Moal, « Du risque de burnout au bien-être des maires français : sortir de l'ignorance », Observatoire Amarok/LABEX Entreprendre/AMRF, septembre 2024.

SOCIOLOGIE

À LA RECHERCHE DES NOUVEAUX PÈRES

La révolution de la paternité a-t-elle vraiment eu lieu ? Depuis les années 1980, les médias s'emparent régulièrement du phénomène des « nouveaux pères » : plus tendres, plus impliqués que leurs aînés et aussi compétents que les mères. Une figure apparue dès la Renaissance, qui constitue aujourd'hui un idéal largement partagé par les pères. Pourtant – et c'est tout le paradoxe –, elle demeure introuvable dans les statistiques. C'est ce décalage qu'explorent Myriam Chatot et Marine Quennehen, sociologues spécialistes de la famille, dans le récent *Être un père féministe, mission impossible ?*

Synthétisant plus de quarante ans de travaux académiques sur la parentalité hétérosexuelle, les chercheuses s'appuient également sur six enquêtes qu'elles ont menées auprès de pères cette dernière décennie. Comme la vaste étude par questionnaire sur les pratiques et représentations de la paternité, réalisée en 2015 par l'Union nationale des familles (Unaf) auprès de 11 000 pères, à laquelle a participé Myriam Chatot. Ou la thèse de Marine Quennehen sur la paternité en prison, pour laquelle elle a notamment conduit des entretiens répétés avec 70 hommes incarcérés.

Si l'investissement paternel demeure moindre et davantage « à la carte » que celui des mères, observent-elles, ce n'est pas seulement le fait de résistances individuelles. Cela tient en partie au fonctionnement des institutions, qui continuent d'appréhender les pères comme des parents secondaires. Les rares dispositifs institutionnels qui leur sont dédiés, centrés sur l'accompagnement des plus précaires d'entre eux, contribuent d'ailleurs à maintenir l'idée que les hommes manquent de compétences parentales. Ainsi, le « nouveau père » se révèle être une figure en trompe-l'œil : sous couvert de révolution, les changements qui s'opèrent dans le champ de la paternité s'avèrent encore modestes et circonscrits à la petite enfance. **AURÉLIA BLANC**

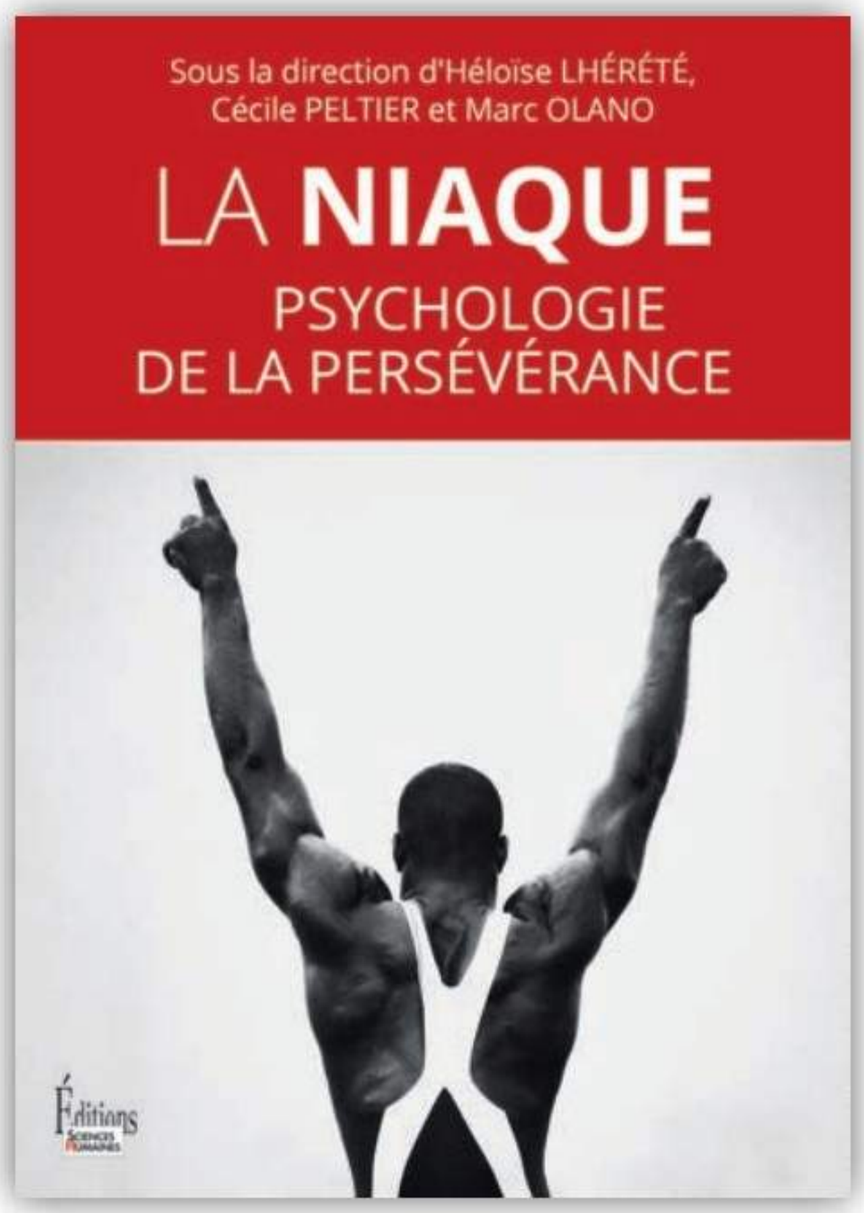
SOURCE Myriam Chatot et Marine Quennehen, *Être un père féministe, mission impossible ?*, Textuel, 2025.



© Tara Moore/Getty Images

SCIENCES HUMAINES
Faisons connaissance

Pourquoi certains s'imposent-ils autant d'efforts quand d'autres abandonnent à la première difficulté ?



COLLECTION BARBARA
ISBN : 978-2-36106-952-0
240 PAGES - 20 €
EN LIBRAIRIE
OU EN SCANNANT CE QRCODE

TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR NOTRE SITE
SCIENCESHUMAINES.COM/EDITIONS

L'OBJET DU MOIS

Un objet en dit parfois plus qu'un long discours sur les métamorphoses de la société.

Le parapluie



Accessoire indispensable d'un automne pluvieux, le parapluie ne sert plus seulement à se protéger des intempéries : il est aussi devenu un enjeu esthétique, un instrument de contestation politique… et un symbole de surconsommation. FRÉDÉRIC MANZINI

Il est probable qu'en ce moment même vous en ayez un à portée de main. Le parapluie est un de ces objets qui nous accompagnent au quotidien, et pour cause : on n'a rien inventé de mieux pour se protéger des caprices du temps depuis sa conception à l'époque de Louis XIV.

Le parapluie est une invention française, du moins dans sa version moderne – on trouve des mentions d'ombrelles et de parasols dès l'Antiquité, notamment en Mésopotamie et en Chine. En 1705, l'ingénieux Jean Marius conçoit le premier parapluie « brisé », c'est-à-dire pliant, doté de branches métalliques capables de se rétracter grâce à une charnière reliée au mât central. D'aspect très similaire à celui que nous utilisons aujourd'hui, le parapluie s'est progressivement imposé en France, puis en Europe, d'abord auprès des dames, puis des messieurs.

Arme pour espion, partenaire de danse, bouclier contre les gaz lacrymo…, le parapluie est un couteau suisse !

Non sans difficulté, d'ailleurs, car d'aucuns lui ont reproché de porter atteinte à une certaine image de la virilité : on raconte que lors du siège de Bayonne en 1814, le duc de Wellington en aurait défendu l'utilisation à ses soldats. Les Marines américains « hommes », quant à eux, ont eu interdiction formelle d'en porter quand ils étaient en uniforme, jusqu'en 2019 !

C'est que visiblement l'utilisation du parapluie n'est pas si anodine. En plus d'offrir une proximité physique aux amoureux – on pense à Georges Brassens ravi d'échanger « *un petit coin de parapluie contre un coin de paradis* » –, il se prête, en effet, à de multiples usages : il servit d'arme dans l'affaire dite du « parapluie bulgare » en 1978 pour tuer le dissident hongrois Guéorgui Markov, mais aussi de parachute à Mary Poppins ou de partenaire de danse, de Gene Kelly (*Chantons sous la pluie*) à Rihanna (*Umbrella*) en passant par *Les Parapluies de Cherbourg*. Des centaines de parapluies dépliés forment également de spectaculaires installations colorées dans les rues de nos villes (*Umbrella Sky Project* de l'artiste Patricia Cunha), tandis que le marketing y a vu l'occasion d'imprimer des messages publicitaires sur ses panneaux déployés…

4,8 %

Taux de croissance prévu du marché du parapluie entre 2025 et 2033 sous l'influence combinée de la mode, de l'urbanisation et du changement climatique.

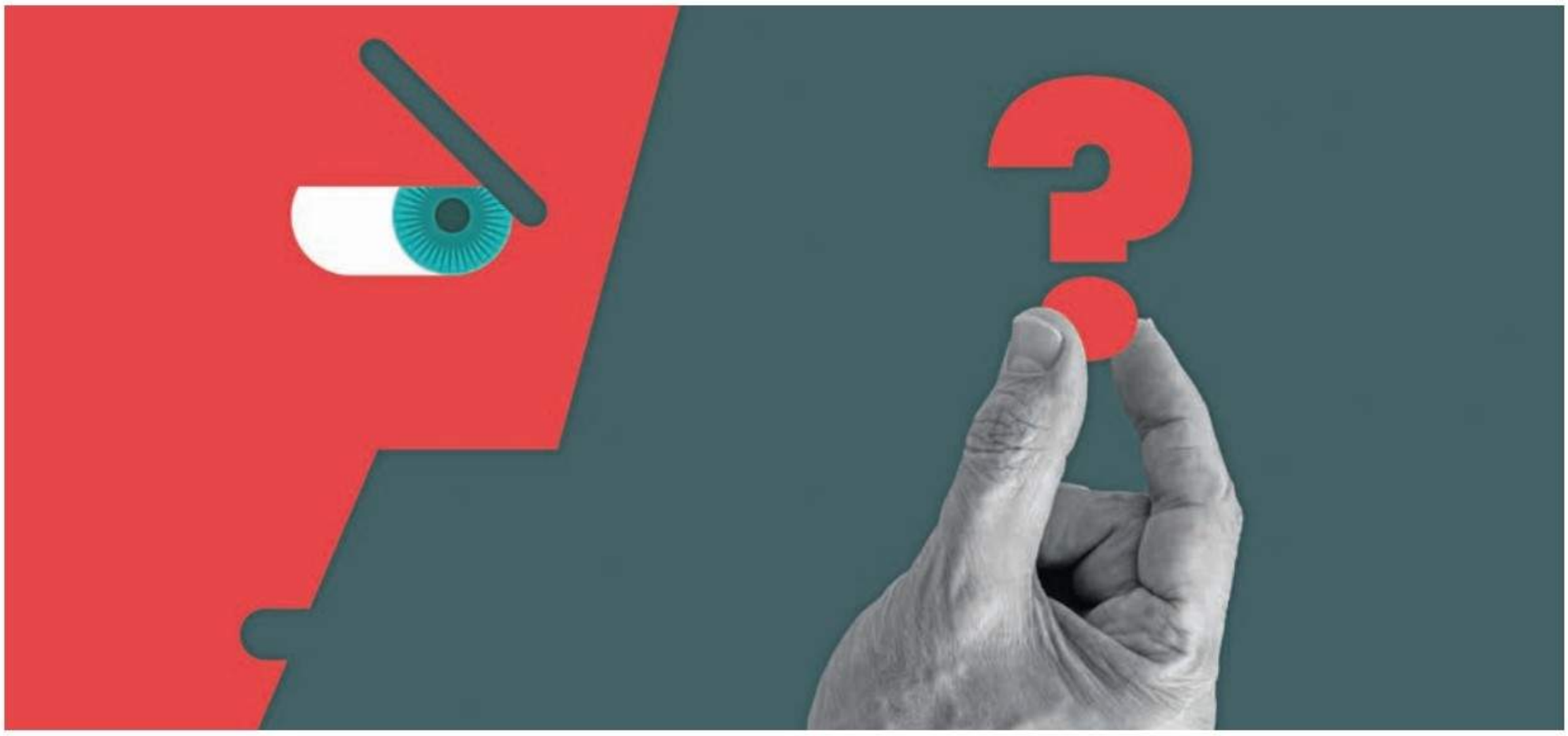
Source : Reports Insights Consulting

Tantôt plié, tantôt déplié, le parapluie montre et dissimule. Depuis son adoption par les démocrates à Hong Kong en 2014 lors de l'épisode de la « révolution des parapluies », il est désormais l'accessoire favori des manifestants. Pas seulement pour le symbole de rébellion qu'il véhicule mais aussi parce qu'il s'avère un bouclier redoutablement efficace contre les gaz lacrymogène… et les caméras de vidéosurveillance. Le succès de cet accessoire, dont les ventes ne cessent de progresser, a un impact écologique : son faible coût de fabrication en fait un objet fragile, facilement remplaçable, difficilement réparable, et donc souvent jeté… On estime ainsi à environ 10 millions le nombre de parapluies qui finissent chaque année dans les poubelles françaises ! À moins que ce soit parmi ces déchets qu'on trouve, comme l'espérait Lautréamont dans *Les Chants de Maldoror* (1869), le « *beau comme une rencontre fortuite sur une table de dissection d'une machine à coudre et d'un parapluie* ».

À LIRE

- Robert Louis Stevenson, « La philosophie des parapluies », dans *L'Esprit d'aventure*, Phébus, 1994.
- Joan DeJean, *Du style. Comment les Français ont inventé la haute couture, la grande cuisine, les cafés chic, le raffinement et l'élégance*, Grasset, 2006.
- Mickaël Launay, *Le Théorème du parapluie*, Flammarion, 2019.

© D Dukang/Getty Images



PHILOSOPHIE

LA PHILOSOPHIE REND-ELLE PLUS INTELLIGENT ?

À la question récurrente « *à quoi sert la philosophie ?* », on est intuitivement tenté de répondre qu'elle permet de s'exercer à bien penser, ou à penser mieux, ou moins mal. C'est ce qu'on voit dans les dialogues de Platon notamment : à défaut d'apporter à ses interlocuteurs les réponses qu'ils attendent, Socrate leur permet de mieux prendre la mesure de la complexité des questions qu'ils se posent et d'examiner de manière critique leurs propres interrogations quand elles sont mal fondées. Au-delà du seul cas de de Socrate, c'est l'ensemble de la philosophie qui s'enorgueillit de rendre plus intelligents ceux qui la pratiquent, même si les différents philosophes ne l'affirment pas de cette manière. Pour Descartes par exemple, même si « *le bon sens est la chose du monde la mieux partagée* », la réflexion philosophique comme exercice de la raison développe les capacités de raisonnement rigoureux, d'analyse et de synthèse, et permet par conséquent de mieux juger.

Mais la philosophie est-elle vraiment en cela plus ou moins efficace que d'autres disciplines, et notamment les disciplines scientifiques proprement dites ? Deux jeunes chercheurs américains, Michael Prinzing (Wake Forest University) et Michael Vazquez (University of North Carolina) ont voulu en avoir le cœur net. Ils se sont lancés dans une étude de grande ampleur et ont interrogé 649 511 étudiants fréquentant 804 collèges et universités à travers les États-Unis, parmi lesquels figuraient 4 843 étudiants en philosophie. Pour cela, ils sont partis du constat (déjà étayé) selon lequel les étudiants en philosophie obtenaient généralement d'excellents résultats aux tests transversaux auxquels ont recours les universités, notamment afin de mesurer le raisonnement logique et l'ouverture d'esprit. À titre d'exemple, l'une des questions posées était : « *Si 5 machines fabriquent 5 produits en 5 minutes, combien de temps faudra-t-il à 100 machines pour en fabriquer 100 ?* » (la bonne réponse est « 5 minutes », même si spontanément on a envie de répondre « 100 minutes »…).

Mais l'interprétation de ces résultats restait encore incertaine. S'expliquaient-ils par le fait que ceux qui réfléchissent mieux sont davantage attirés par la philosophie – ce qui revient à considérer qu'il existe en amont des compétences initiales à l'entrée de la filière – ou fallait-il y voir la marque d'un apport spécifique à l'enseignement qu'ils ont suivi, c'est-à-dire une plus-value propre à l'étude de la philosophie elle-même ? Les deux explications sont valables, ont conclu Prinzing et Vazquez : en comparant les résultats des étudiants en philosophie à ceux de leurs camarades de 90 autres filières universitaires, ils ont montré que ce sont eux qui obtiennent les meilleurs résultats. Et en rapprochant les données de ces étudiants au début et à la fin de leurs études supérieures, ils ont établi qu'ils étaient ceux qui avaient le plus progressé. La philosophie attire ceux qui pensent bien, mais elle les aide aussi à penser mieux.

Bien sûr, un tel *satisfecit*, publié dans une revue de philosophie, réalisé par des philosophes et portant sur le bénéfice qu'on tire de l'étude de la philosophie a de quoi laisser dubitatif. Quelques questions suffisent-elles vraiment à quantifier, comme les auteurs de l'étude l'estiment, les « capacités de raisonnement verbal », la « curiosité », la « rigueur intellectuelle » et « l'ouverture d'esprit » ? Obtiendrait-on les mêmes résultats dans les universités européennes ? À ces interrogations s'ajoute une dernière : les philosophes ne risquent-ils pas de prendre encore un peu plus la grosse tête, si bien faite soit-elle ? **F.M.**

SOURCE Michael Prinzing et Michael Vazquez, « Studying Philosophy Does Make People Better Thinkers », *Journal of the American Philosophical Association* (en ligne), 2025.

© Boris Zhitkov/Getty Images



NOS LIEUX COMMUNS

CHRONIQUE

Jean-Laurent Cassely



Le marketing de l'expérience

Spectacle, *escape game*, réalité virtuelle : de nombreux sites historiques ou de musée promettent désormais aux visiteurs de vivre une « expérience » immersive. Et si c'était la seule manière de tirer les Français hors de chez eux ?

Ici, c'est un dîner-spectacle « immersif » dans lequel les acteurs s'invitent à la table des spectateurs. Là, en centre-ville, un *escape game*, qui vous promet de vous glisser pendant deux heures dans la peau d'un espion. Ou encore, un son et lumière immersif aux Invalides à Paris. Dans le même esprit, chaque week-end dans la capitale, à Bordeaux ou encore à Dijon, les visiteurs peuvent découvrir « Napoléon, l'épopée immersive ». Une fois votre casque de réalité virtuelle ajusté, vous voilà plongé dans un film d'une trentaine de minutes qui retrace les grandes étapes de la vie de l'empereur le plus célèbre de France. Animations spectaculaires et effet de réel garanti, surtout lorsque la cavalerie charge l'ennemi sur le champ de bataille. Prenez garde à ne pas entrer en collision avec une famille de Hollandais lorsque vous essaierez d'éviter le boulet de canon à Waterloo.

L'EXPÉRIENCE COMME NOUVEAU LEVIER D'ATTRACTIVITÉ

Avec la crise du covid, l'idée même de se déplacer d'un lieu à un autre a perdu de son évidence. Les Français avaient, tout à coup lors des confinements, appris à tout faire et à tout obtenir (ou presque) de chez eux : pourquoi dès lors remettre le nez dehors ? Le bureau, le commerce de proximité et les loisirs ont souffert de ces changements de perspective. Si certains lieux physiques comme les parcs d'attractions se portent plutôt bien, les lieux sans qualités (boutiques de marques de vêtement des années 1980, galeries marchandes ringardes, bureaux en *open space* dans des quartiers sans âme), ces « non-lieux », comme les qualifiait l'ethnologue Marc Augé, ont subi une décote symbolique.

Ces confinements ont à l'inverse ouvert la voie à une nouvelle génération d'espaces qui sursignifient leur identité et proposent une expérience tangible, intense et – c'est une des clés de leur succès – collective. Le lieu immersif est devenu la destination de sortie idéale en famille, entre amis ou entre collègues dans le cadre des *team building* dont raffolent les entreprises.

Le concept d'immersivité ne se limite pas à l'adoption de la réalité virtuelle, longtemps annoncée comme une technologie de rupture, mais finalement peu répandue dans les foyers. C'est avant tout la promesse de vivre quelque chose d'intense qui fait la différence. L'expérience peut passer par le média humain : les *escape games* recourent ainsi à des acteurs professionnels. Et leur succès doit autant à la culture du jeu vidéo qu'à celle du jeu de société bien tangible avec plateau, dés, pions et cartes à jouer, dont toute une génération de jeunes parents reste nostalgique.

NOSTALGIE HIGH TECH

Il y a quelques années déjà, le philosophe Yves Michaud avait anticipé ce goût de l'époque pour l'ambiance et l'atmosphère – autres manières de désigner la soif d'immersion –, notamment dans l'art contemporain. Dans ce tournant immersif des lieux physiques, les technologies de l'imaginaire ont cependant pris un chemin surprenant. Loin de nous faire découvrir des mondes nouveaux et futuristes, elles donnent surtout à voir ce qui a disparu et sont devenues le meilleur allié de la valorisation de la mémoire et du patrimoine. Il est ainsi possible de découvrir les pyramides d'Égypte ou Notre-Dame de Paris à travers une expérience de réalité virtuelle.

Ainsi, le moindre château ou monument classé propose de nos jours sa visite ou son exposition ludique, interactive et « gamifiée ». Mariage surprenant de Stéphane Bern et des nouvelles technologies. Non sans controverses à la clé, dans les cas où le détour par le ludique sert une vision politique parfois ultra-conservatrice de l'histoire de France. Ou quand la notion d'expérience a été réduite à son caractère marketing, et donc superficiel…

Ce n'est pas le cas de « Napoléon, l'épopée immersive » dont le visiteur ressortira avec un rappel historique d'autant plus efficace qu'il aura « vécu » le coup d'État du 18 Brumaire ou l'exil à Sainte-Hélène avec l'Empereur. Et vu le boulet de canon le frôler le temps de son immersion dans le passé… ●

© Cédric Pilard - © Visual Generation/Getty Images

QUI A INVENTÉ… ?

LA RADIO



L'histoire a retenu un père de la radio : Guglielmo Marconi. En 1909, l'ingénieur italien reçoit le prix Nobel de physique pour « *ses contributions au développement de la télégraphie sans fil* ». Un travail de longue haleine, entamé quinze ans plus tôt. À la toute fin du 19e siècle, le jeune Italien d'à peine 21 ans expérimente les premières liaisons hertziennes dans les Alpes suisses, pour transmettre des messages par ondes électromagnétiques en morse. Et ainsi, révolutionner les télécommunications. D'où venait l'inspiration de Marconi ? « [Mon père] *disait que c'était simplement en étudiant la nature, par exemple les rayons du soleil, comment ils venaient sur notre terre, sans avoir besoin de fils* », raconte sa fille Degna. Une intuition poétique qui va se traduire très concrètement : Guglielmo Marconi est le premier à réussir une communication transmanche et, surtout, à réaliser l'impensable : faire entrer en communication directe les Cornouailles anglaises et Terre-Neuve au Canada. En 1901, il établit la première transmission radio au-dessus de l'Atlantique, sur une distance de 3 400 kilomètres. Mais la radio ne lui doit pas tout. Marconi s'est appuyé sur des travaux préexistants, notamment ceux des physiciens James Clerk Maxwell et Heinrich Hertz qui théorisent et prouvent l'existence des ondes électromagnétiques. Et surtout, avec Marconi, la communication ne se faisait qu'en morse. La transmission de signaux plus complexes comme la voix humaine est le fruit d'une autre invention : la lampe triode, par l'États-Unien Lee De Forest, qui permet d'amplifier un signal électrique. **ADÈLE CAILLETEAU**

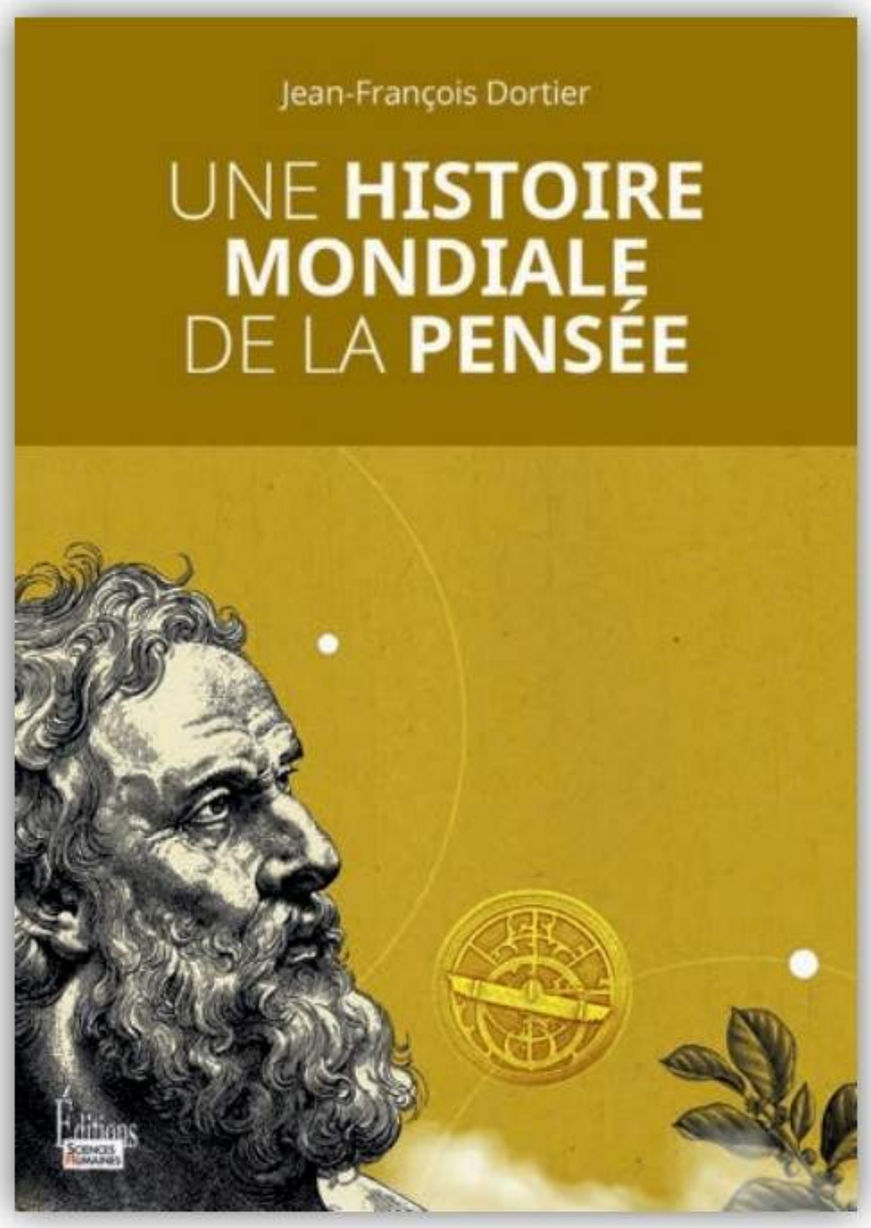
SOURCE

« Guglielmo Marconi, l'invention de la Télégraphie Sans Fil », un podcast France Culture, 1980.

© Hulton-Deutsch Collection/CORBIS/Corbis via Getty Image

SCIENCES HUMAINES
Faisons connaissance

Si les civilisations meurent, certaines de leurs idées leur survivent, ce qui fait de nous les héritiers d'une histoire millénaire.



COLLECTION BARBARA
978-2-36106-948-3
324 PAGES - 23 €
EN LIBRAIRIE
OU EN SCANNANT
CE QRCODE

TOUTES NOS PUBLICATIONS SUR NOTRE SITE
SCIENCESHUMAINES.COM/EDITIONS



PORTRAIT DE CHERCHEUR

JULIEN VITORES

Un sociologue, des enfants et des arbres

Les petits, des naturalistes en herbe ? Rien n'est moins sûr, selon Julien Vitores. Dans une vaste enquête auprès d'élèves de maternelle, le jeune sociologue révèle combien le rapport à la nature dépend d'abord de sa classe sociale. ÈVE CHARRIN

Sociologue, 34 ans.
Étudiant en sociologie, il a participé au séminaire de Wilfried Lignier et de Julie Pagis à l'EHESS sur l'enfance. Il a consacré son master 2 aux visites au zoo et montré que, non, les enfants n'aiment pas « naturellement » les animaux. Pour sa thèse, sous la direction de Wilfried Lignier (CNRS-EHESS) et de Christine Mennesson (Sciences Po Toulouse), il a orienté ses travaux sur « *la socialisation par la nature* », et plus précisément sur « *l'usage des biens naturels et reproduction des rapports sociaux dans l'enfance* ».
Il enseigne la sociologie à Paris 13 (université Sorbonne Paris Nord).

À 34 ans, Julien Vitores n'est pas (encore) père, mais les enfants l'intéressent beaucoup. Ils sont au cœur de son premier livre, issu de sa thèse, et paru cette rentrée. Dans le cadre de son doctorat, le jeune sociologue est littéralement retourné sur les bancs de l'école. Entre janvier 2019 et juin 2020, l'adulte barbu s'est retrouvé en classe de grande section dans trois écoles maternelles, incluant celle qu'il a fréquentée trois décennies auparavant dans son village natal dans le sud de la France. Il y a été accueilli à bras ouverts. Carnet de notes en main, il s'est plié en deux sur de petites chaises au milieu des gamins intrigués. L'objectif ? Étudier les « *socialisations écologiques* », c'est-à-dire la formation précoce d'un certain rapport à ce que, pour le dire vite, il appellera « la nature ». Sans chercher à définir précisément ce concept aux significations mouvantes, Vitores a voulu dépasser l'idée reçue selon laquelle les bambins, « *petits naturalistes en herbe* », manifesteraient un goût « *spontané* » pour les cailloux, plantes et animaux. Symétriquement, il remet en cause la croyance selon laquelle « *la nature* », quoi qu'on entende par là, exercerait sur eux ses bienfaits de façon directe et immédiate. Comme en témoigne la création au sein de la communauté éducative d'un « Réseau de pédagogie par la nature », celle-ci est créditée de vertus innombrables : elle stimulerait les sens, l'imagination et la curiosité des plus jeunes. Évident ? Rencontré dans les bureaux de son éditeur, à Paris, Vitores nous explique avoir voulu « *creuser* ».

© Tiavina Kleber/Éditions la Découverte

Inspiré par les travaux de Muriel Darmon et Christine Mennesson sur la socialisation enfantine, marqué par ceux de Wilfried Lignier et Julie Pagis, auteurs de *L'Enfance de l'ordre* (Seuil, 2017) sur la façon dont «*les enfants perçoivent le monde social*», le sociologue a patiemment mis en évidence les médiations qui orientent et façonnent l'attitude des petits envers les éléments naturels. De fait, observe Vitores, le même bâton ramassé par terre peut servir à construire une cabane, à creuser un trou, à donner des coups, ou encore à mimer une épée, ou un ustensile de cuisine. En forêt, tous les enfants ne réagissent pas de la même façon: enthousiasme, curiosité, indifférence, peur… Ces divergences se trouvent en réalité étroitement corrélées à leurs origines sociales.

«ÉCRIS ÇA DANS TON CAHIER!»

Et si Julien Vitores a choisi d'enquêter auprès d'enfants de 5 ans, c'est justement pour «*saisir les dispositions sociales au moment où elles se forment*». Wilfried Lignier, son codirecteur de thèse, a même enquêté en crèche, ce qui suppose une position d'observation; or, Vitores tenait à mener des entretiens. Et ce, pas seulement auprès des parents et des enseignants, mais aussi et surtout auprès des principaux intéressés, pour «*comprendre comment ils donnent sens à ce qu'ils vivent*». Le docteur en sociologie a su «*trouver* (s)*a juste place*», «*à hauteur d'enfants*», et ça lui a plu. «*Assez bavards*», les petits lui ont «*raconté leurs expériences*» avec entrain, de façon parfois directive: «*Ils me disaient "tiens, écris ça dans ton cahier!"*» Parfois, le chercheur a organisé des séances de jeux et de dessin sur la nature.

Résultat? En grande section, il repère la marque décisive de la socialisation primaire (par la famille, les proches) et, déjà à l'œuvre, celle de la socialisation secondaire (par les pairs et l'institution scolaire). «*On voit l'effet des trajectoires, aussi courtes soient-elles.*» Témoins, Astrée, Louis et leurs camarades, enfants de cadres supérieurs et d'entrepreneurs scolarisés dans un établissement privé catholique de l'Ouest parisien. Ils partent régulièrement à la mer, à la montagne et à la campagne dans les résidences secondaires familiales, et développent ainsi avec ces milieux naturels une familiarité que ne partagent pas Abdoulaye ou Naïma, issus de familles immigrées en situation précaire. Parmi ces enfants scolarisés en zone REP+ dans une école publique du nord de Paris, «*quand je parle d'un "champignon", certains pensent à un champion, et de là, à un match de foot de Champion's League, univers mieux connu d'eux*», constate l'enquêteur, intéressé par ces associations inattendues. Les petits citadins élevés dans des HLM peuvent ainsi éviter d'être pris en défaut, comme cette fillette qui, en classe verte, prend un poney pour une vache, et subit en retour le rire involontairement humiliant d'un animateur.

«*Socialement différenciés, les rapports à la nature sont inégalement valorisés par l'institution scolaire*», pointe Julien Vitores, qui couvre un large spectre social. Voyons, par exemple, Malo, fils d'architecte, ou Pierre, fils de comédienne. Scolarisés dans la même école REP+ au public socialement très mixte, ils ne bénéficient pas d'une maison de famille où se mettre au vert, mais leurs parents les encouragent à collecter au square des feuilles, marrons et autres «*petits trésors de nature*» (selon le mot d'une mère) qui, grâce aux ressources culturelles de ces familles, seront conservés avec soin et précisément nommés. En zone rurale, il en va encore autrement. Le petit Jordan va pêcher avec son père, agriculteur à Braillac (nom fictif utilisé dans le livre), commune d'origine de l'auteur. Peu enclin à orienter l'attention enfantine vers une brindille ou une écorce, l'homme se moque volontiers des «*écolos rigolos*». Bref, rien de moins naturel que le rapport à la nature!

Quoiqu'aguerri sur le plan théorique, notre sociologue avoue avoir été «*impressionné*» par les gamins de l'Ouest parisien, capables de nommer un grand nombre de lieux «*naturels*» (Morbihan, Pyrénées, Cap Ferret…) et d'animaux. Il s'est fait reprendre par un garçon de maternelle: «*Tu dessines des insectes? — Non, les araignées, c'est pas des insectes!*» Lui-même a grandi à la campagne entre un père acheteur dans le secteur des fibres de verre et une mère assistante commerciale, «*pas particulièrement écolos, du moins pas au sens de l'écologie politique*». Il allait pédaler en forêt et, «*en bon élève*», manifestait «*un intérêt pour les livres sur les animaux*», par «*goût de la connaissance*». À présent, l'écologie lui apparaît bien sûr comme enjeu politique essentiel, mais il a montré qu'elle joue aussi un rôle clé de distinction scolaire et sociale. Enseignant à plein temps l'université Paris-13 à Villetaneuse (Seine–Saint-Denis), le jeune sociologue aimerait consacrer plus de temps à ses recherches futures… qui porteront, au choix, «*sur l'enfance, en dehors du rapport à la nature, ou bien sur le rapport à la nature, à tout âge*». À trancher. ●

Carnet de notes en main, il s'est plié en deux sur de petites chaises au milieu des gamins intrigués.



***La Nature à hauteur d'enfants. Socialisations écologiques et genèses des inégalités*,**
La Découverte,
256 p., 22 €.
À partir d'une enquête au long cours auprès d'enfants âgés de 4 à 5 ans, de leurs parents et de leurs enseignants, l'auteur montre comment les petits se familiarisent à des usages de la nature très différenciés selon leur origine sociale et leur genre. Plus curieux, les enfants dont les parents disposent de ressources économiques et/ou culturelles importantes voient leur aisance avec les éléments naturels valorisée par l'école.
Le chercheur met aussi l'accent sur des différences de genre. Ainsi, les préférences des filles vont aux animaux perçus comme «*beaux*» ou «*gentils*», tandis que les garçons apprécient les plus «*forts*» et les plus «*intelligents*».

LE DICTON À L'ÉPREUVE

Chaque mois, *Sciences Humaines* passe nos vieux dictons au tamis de la réflexion critique.



« Ce que femme veut, Dieu le veut »

Longtemps, les femmes ne se risquaient pas à contredire le chef de famille. Elles acceptaient sa parole sans broncher. Quitte à revenir à la charge doucement, insidieusement, aussi longtemps qu'il le fallait pour infléchir la décision dans le sens qui leur convenait à elles. Il existait des versions plus querelleuses : des femmes houspillant leur mari jusqu'à obtenir gain de cause par K.O., ou boudant pendant des jours jusqu'à ce qu'il finisse par céder. À ces modèles de femmes présents chez Shakespeare comme chez Molière, l'imaginaire en ajoutait un autre, celui de la dominatrice, celle qui détient de toute façon le pouvoir soit par sa beauté, soit par son rang, et qui impose sa volonté capricieuse. Dans tous les cas, la femme l'emporte, c'est ce qui est sous-entendu dans « Ce que femme veut, Dieu le veut ». Et Dieu, en l'occurrence, ne sert qu'à souligner le propos. Même la volonté divine ne peut que s'aligner sur la volonté féminine.

Non, mais sérieusement ? À l'époque du patriarcat incontesté, on pouvait encore convaincre un auditoire avec des stéréotypes aussi usés : la femme soumise, la mégère ou la sirène. Aujourd'hui, hommes et femmes sont – ou devraient être – sur un pied d'égalité. Le droit reflète cette évolution. En 1970 a été abolie la notion de « chef de famille », rôle dévolu au mari par le Code Napoléon de 1804. Elle a été remplacée par l'autorité parentale conjointe. En 1938 avait disparu la mention du devoir d'obéissance de l'épouse, en 1965, les femmes avaient obtenu le droit de gérer leurs biens propres et d'exercer une profession sans le consentement de leur époux.

Est-on si sûr, cependant, que dans les couples les stratégies de pouvoir, « *la tendre guerre* » disait Jacques Brel, aient tout à fait disparu au profit de la délibération entre égaux ? Il faudrait pour cela admettre qu'existe une égalité parfaite – financière, sociale, affective, sexuelle… On pourrait le concevoir sur un temps court, plus difficilement sur des années. Et il faut bien reconnaître que souvent ce ne sont pas les femmes qui sont en position de force. Justement, le dicton « Ce que femme veut, Dieu le veut » suggère les stratagèmes des faibles : la ruse, la manipulation, l'entêtement. Inimaginable, vraiment ?

Mais une nouvelle interprétation se fait jour. Un film récent d'Hubert Charuel et Claude Le Pape, *Météors* (2025), met en scène trois amis dans une province sinistrée. L'un a réussi à monter une entreprise de BTP, les deux autres glandent, fument et picolent jusqu'à faire de grosses bêtises : ivres et défoncés, ils volent un chat de concours. Ils se font prendre et vont chercher en tâtonnant à sortir de leur galère, avec l'aide réticente du plus solide des trois. Dans l'histoire, il n'y a ni amour ni sexe, pas de parents, aucun adulte crédible. En revanche, tous les personnages représentant l'autorité sont des femmes (gendarme, procureure, assistante sociale, juge). Ce sont elles qui disent la loi, qui donnent une chance à ces jeunes chancelants. Et ce faisant, leur insufflent de la volonté. Ce que femme veut, ici, exprime la force véritable. ● SOPHIE GHERARDI

© Imogi/Getty Images

SCIENCES HUMAINES

Faisons connaissance

Notre Grande Bibliothèque

Avec nos formats spéciaux, interrogez le monde de demain !



Grands Dossiers N°76 : Parution septembre 2024



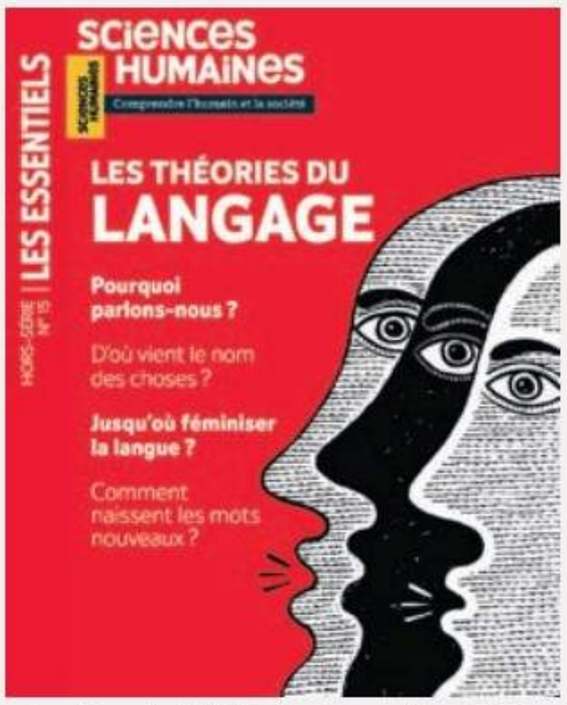
Grands Dossiers N°74 : Parution mars 2024



Grands Dossiers N°73 : Parution décembre 2023



Grands Dossiers N°71 : Parution juin 2023



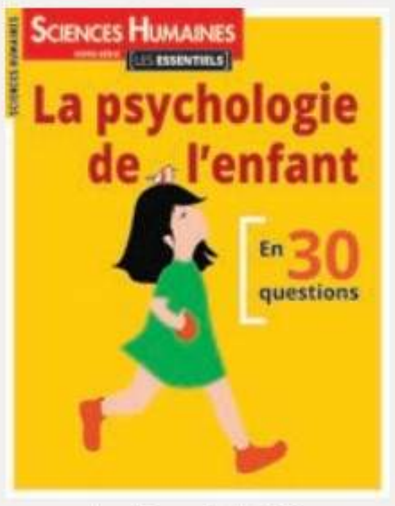
Les Essentiels N°15 : Parution octobre 2023



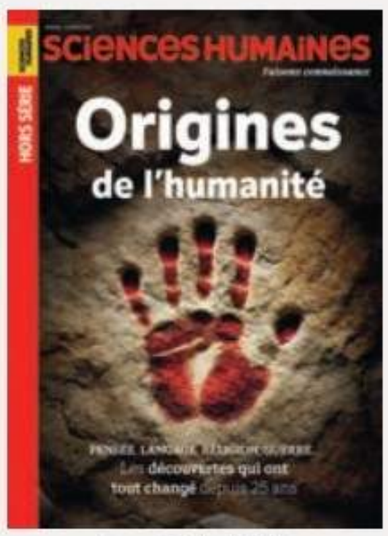
Les Essentiels N°11 : Parution février 2022



Les Essentiels N°9 : Parution juin 2021



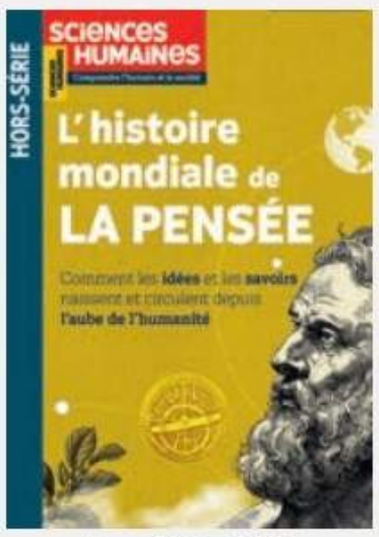
Les Essentiels N°8 : Parution février 2021



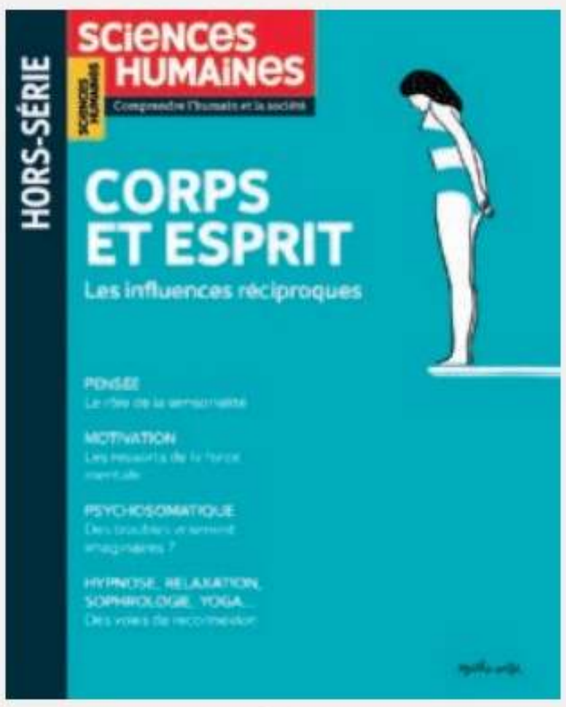
Hors-Série N°31 : Parution janvier 2025



Hors-Série N°30 : Parution juillet 2024



Hors-Série N°29 : Parution janvier 2024



Hors-Série N°28 : Parution août 2023



RETROUVEZ L'ENSEMBLE DE NOS PUBLICATIONS SUR :

WWW.SCIENCESHUMAINES.COM

C'ETAIT MIEUX AVANT !



© Jean-Michel Tixier

DOSSIER

C'était mieux avant !

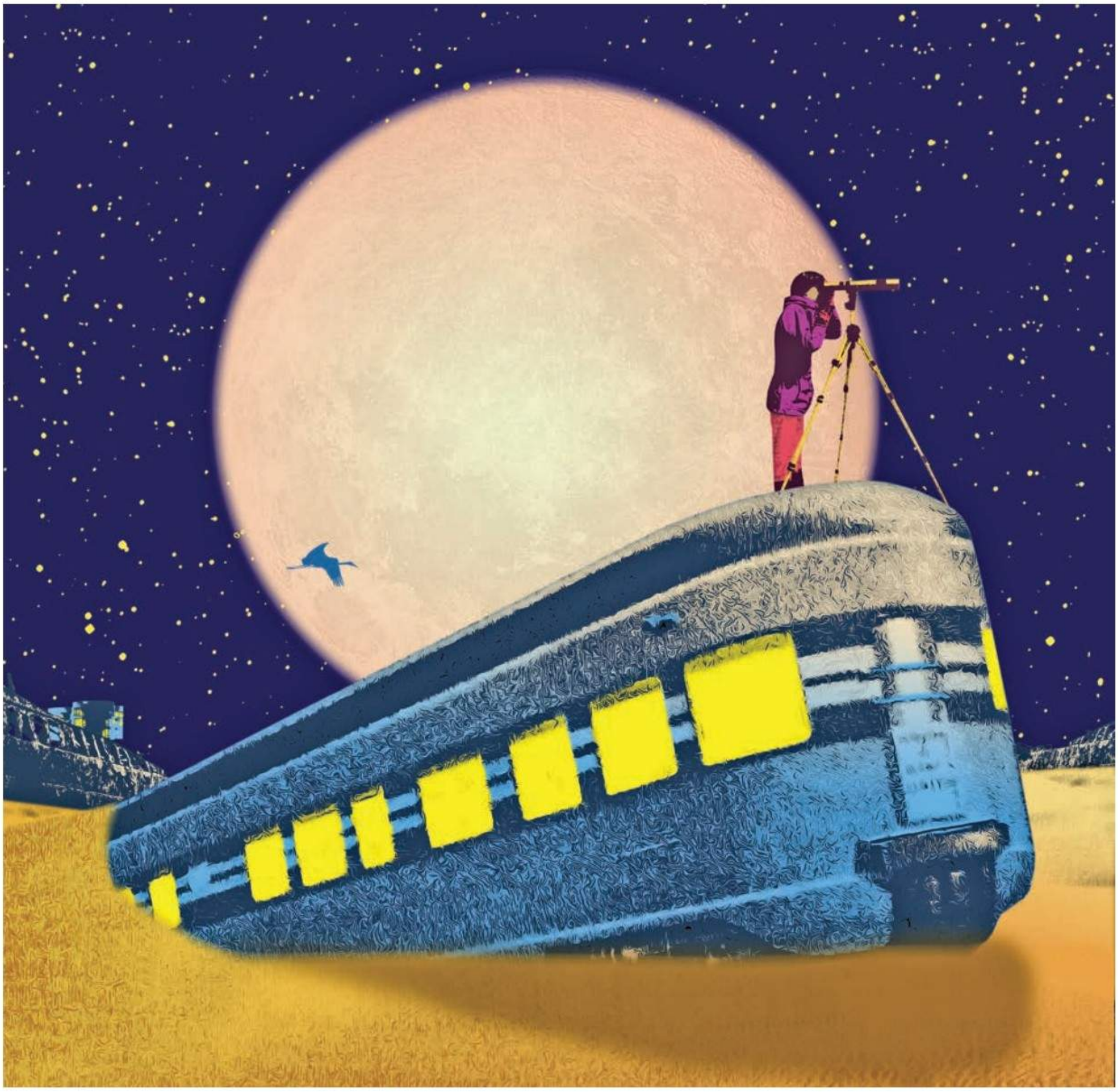
DOSSIER

C'était mieux avant !

P. 32 « C'était mieux avant »
P. 36 « Il n'y a plus de respect »
P. 39 « Les Français ont besoin d'un roi »
P. 42 « Tous pourris »
P. 44 ENTRETIEN AVEC DOMINIQUE MARCHETTI
Les journalistes, tous de gauche ?
P. 46 « La race n'existe pas »
P. 49 « On n'est plus chez nous ! »
P. 51 ENTRETIEN AVEC BRUNO PALIER
Tous feignants ?
P. 55 « Les Français, nuls en économie »
P. 56 « Les sportifs, trop payés ! »
P. 58 « Le niveau scolaire baisse »
P. 61 « La langue française est en danger ! »
P. 64 « Les gens ne se parlent plus »
P. 66 « Y'a plus de saisons »

« *Le niveau baisse* », « *Tous pourris !* »,
« *Les gens ne se parlent plus* »,
« *Il n'y a plus de respect* »... Ces phrases, nous les entendons, voire les employons, plus ou moins régulièrement au travail, en famille, entre amis ou au café (qu'il soit ou non du Commerce). Quelle est leur histoire ? Quel est leur degré de vérité ou d'inexactitude ? Quelles représentations, biais cognitifs, visions partielles ou partiales du monde reflètent-elles ? Les sciences humaines ont beaucoup à nous dire sur ces formules toutes faites, et souvent mal faites, qui rythment notre quotidien. •

DOSSIER COORDONNÉ PAR JEAN-MARIE POTTIER



« C'était mieux avant »

Une France branchée sur nostalgie

Regarder avec mélancolie dans le rétroviseur est devenu un filon politique rentable. Mais la recherche montre que le passé est moins rose qu'il en a l'air. JEAN-MARIE POTTIER

© Pierre Paul Pariseau

En cette fin d'année 2025, les élites issues de la génération du baby-boom ont égrené leur calendrier de l'avant. C'est, début septembre, l'ancien député centriste Jean-Louis Bourlanges qui, à l'occasion d'une remise de Légion d'honneur, dresse le portrait sévère d'une génération, la sienne, qui a «*laissé se creuser toutes les fractures : territoriales, communautaires, générationnelles, écologiques et de genre*». L'économiste Jean Pisani-Ferry qui, recevant lui aussi cette distinction la veille, dresse un constat amer : «*Sur chacun des chantiers qui ont occupé ma vie, nous régressons* (1).» Ou encore le journaliste Franz-Olivier Giesbert, ancien directeur des rédactions du *Nouvel Observateur*, du *Figaro* et du *Point*, qui publie *Voyage dans la France d'avant* (Gallimard), épilogue d'une série à succès d'ouvrages sur la France de la Ve République où il dresse le portrait mélancolique d'un pays «*en proie au rétrécissement, à la fragmentation*», qui «*a commencé à subir, en entrant dans le troisième millénaire, un grand affaissement culturel*».

Avec des nuances et des variations, voici trois discours qui dessinent le portrait d'un monde, et en tout cas d'une France, où quelque chose s'est perdu. Et un constat qu'on pourrait résumer, de manière lapidaire, et peut-être légèrement injuste, par cette phrase devenue un lieu commun : «*C'était mieux avant.*» Un lieu commun au sens, aussi, de «largement partagé» : selon la dernière livraison de l'enquête «Fractures françaises» réalisée par l'institut Ipsos, ils sont 75 % des sondés, chiffre record depuis dix ans, à répondre «*oui*» quand on leur soumet la proposition : «*En France, c'était mieux avant.*» Il n'y a que chez les sympathisants écologistes que ce constat échoue à franchir la barre de la majorité absolue. Plus frappant encore, il est largement majoritaire dans toutes les catégories d'âge, avec des différences relativement faibles entre les moins de 35 ans (68 %), les 35-59 ans (78 %) et les plus de 60 ans (75 %). Il faut dire qu'il est devenu un cri de ralliement politique. En témoigne, ces vingt dernières années, l'influence de l'essayiste maurrassien Patrick Buisson, longtemps stratège de Nicolas Sarkozy : dans son essai *La Cause du peuple* (Perrin, 2016), ce dernier voyait dans «*la déploration du "bon vieux temps"*» le «*cri de ralliement des civilisations qui ne veulent pas mourir*». Ou encore la surface médiatique et politique occupée par un Éric Zemmour qui, dans son best-seller *Destin français* (Albin Michel, 2018), clame : «*Même sous la torture, je continuerai d'affirmer que oui, décidément, c'était mieux avant.*»

UN MYTHE STRUCTURANT DE NOTRE IMAGINAIRE POLITIQUE

À l'heure de l'effritement mondial de la démocratie, de la montée des périls climatiques et des interrogations sur la civilisation du tout à l'écran, ce constat est donc largement partagé. Et l'idée du déclin de se trouver elle-même déclinée, au gré des sujets d'intérêt de chacun : l'humour, «*c'était mieux avant*», les voyages, «*c'était mieux avant*», le cinéma, «*c'était mieux avant*»… Il faut dire que l'invocation d'un passé idéalisé constitue un récit récurrent. Dans son classique *Mythes et mythologies politiques* (1986), l'historien Raoul Girardet (1917-2013) faisait ainsi de l'Âge d'or, avec la Conspiration, le Sauveur et l'Unité, un des quatre mythes structurants de notre imaginaire politique. Qu'il ait été effectivement vécu par celui qui en parle, ou seulement rêvé au travers de récits historiques plus ou moins précis : «*Opposé à l'image d'un présent senti et décrit comme un moment de tristesse et de déchéance, se dresse l'absolu d'un passé de plénitude et de lumière.*»

On ne compte plus à l'inverse, ces dernières années, les prises de position de grands penseurs, au soir de leur vie, contre la tendance nostalgique au «*c'était mieux avant*». En 2007, le philosophe Lucien Jerphagnon (1921-2011), s'amusait dans son *C'était mieux avant…* au souvenir de son arrière-grand-père, «*celui qui avait vu Napoléon III à Saint-Cloud lors de son service militaire*», en train de lui «*assurer que depuis ce temps-là, rien n'allait plus*». En 2016, l'historien Paul Veyne (1930-2022) s'insurgeait dans un entretien au *Monde* contre l'invocation doublement millénaire de la décadence : «*Pour ce qui nous concerne, je ne crois pas du tout à la décadence, au contraire. Il ne se passe pas une journée sans qu'on apprenne une bonne nouvelle. Ces cinquante dernières années, les progrès – en matière sociale ou de mœurs, notamment – ont été immenses.*» L'année suivante, le philosophe Michel Serres (1930-2019) publiait *C'était mieux avant !*, un court traité où il imaginait sa «Petite Poucette» aux prises avec des «Grands-Papas Ronchons» lui assénant ce constat désabusé. Auquel lui apportait la réponse suivante : «*Cela tombe bien, avant, justement, j'y étais. Je peux dresser un bilan d'expert. Que voici.*» Suivaient un cortège d'arguments : raréfaction des guerres, affaiblissement des idéologies totalitaires, augmentation de l'espérance de vie, progrès de l'égalité femme-homme…

« Le bon vieux temps, c'est maintenant. »

Johan Norberg

Il s'est ainsi développé, ces dix dernières années, une petite industrie de l'essai rassurant, journalistique ou philosophique, vis-à-vis de ce présent pas si indigne qu'on peut le croire. Le renvoi «*au bon vieux temps*», expliquent les journalistes Marion Cocquet et Pierre-Antoine Delhommais dans un essai éponyme (Éditions de l'Observatoire, 2018), néglige que ce temps-là était aussi celui «*de l'homicide ordinaire*», «*des hivers meurtriers*», «*des glorieux corrompus*», «*de la vraie malbouffe*», «*des hôpitaux de misère*», «*de la mort en couche*» ou «*des morts de faim*». Dans *Non ce n'était pas mieux avant* (Plon, 2017), dont l'introduction est titrée de manière provocative «Le bon vieux temps, c'est maintenant», l'essayiste suédois Johan Norberg se souvient avoir été frappé, au cours de ses études, par sa plongée dans l'histoire d'un pays qui, «*par rapport à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne, […] était plus pauvre, avait une espérance de vie moindre et une mortalité infantile supérieure. Ce pays, c'était la Suède de mes ancêtres, il y a cent cinquante ans. La vérité, si nous voulons remonter dans le passé, c'est que le bon vieux temps était épouvantable.*» La plupart de ces ouvrages, à l'image de *Le monde va beaucoup mieux que vous ne le croyez !* (Les Arènes, 2017), du psychologue Jacques Lecomte, un des tenants de la psychologie positive, s'appuient sur une batterie d'indicateurs sur la pauvreté, l'illettrisme,

Le paradoxe de Tocqueville

De nombreux analystes du « c'était mieux avant » mettent en relief, pour expliquer cette plainte, un phénomène connu sous le nom de « paradoxe de Tocqueville ». Dans *De la démocratie en Amérique* (1835), l'aristocrate normand Alexis de Tocqueville fait le constat que « *quand l'inégalité est la loi commune d'une société, les plus fortes inégalités ne frappent point l'œil, mais quand tout est à peu près de niveau, les moindres le blessent. C'est pour cela que le désir de l'égalité devient toujours plus insatiable à mesure que l'égalité est plus grande.* » Un constat qu'on peut appliquer à d'autres phénomènes : moins une société devient violente, par exemple, plus les violences qui subsistent risquent de lui paraître insupportable.

les maladies… pour dresser un constat positif de l'évolution du monde. Ou quand les statistiques redonnent leurs vraies couleurs à nos clichés sépia : on peut être nostalgique des déambulations automobiles enfumées des quinquas de Claude Sautet (référence souvent citée par les tenants du « *c'était mieux avant* ») sans oublier qu'elles appartenaient à une France où l'espérance de vie était inférieure de dix ans et où la route tuait quinze mille personnes par an.

LE PROGRÈS EN QUESTION

Dans son best-seller *Factfulness* (Flammarion, 2019), le Suédois Hans Rosling affirme que, si on liste une série de questions sur les indicateurs de développement, on aura de meilleurs résultats si on interroge des chimpanzés qui « répondront » au hasard que si on donne la parole à des individus, même éduqués, cultivés, voire nobélisés : guidés par une vision du monde « *catastrophiquement* » et « *systématiquement* » fausse, ces derniers « *estiment que le monde est plus effroyable, plus violent et plus désespérant – en un mot, plus dramatique – qu'il l'est en réalité* ». La faute, en vrac, au biais de négativité de nos cerveaux, à notre accès en continu à des médias et des réseaux sociaux prompts à nous abreuver en mauvaises nouvelles ou encore au « paradoxe de Tocqueville » qui veut qu'un haut niveau de développement rende encore plus insupportable tout recul (*lire p. 35*) **(2)**. Une des vedettes de ce courant « rassuriste », l'essayiste canadien Steven Pinker, pointe ainsi dans *Le Triomphe des Lumières* (Les Arènes, 2018), que « *tant que les mauvaises choses n'auront pas disparu de la surface de la Terre, il y aura toujours assez d'incidents pour remplir les journaux, surtout à une époque où des milliards de smartphones transforment une bonne partie de la population mondiale en journalistes d'investigation ou en correspondants de guerre* ».

Cette critique du « c'était mieux avant » est elle-même critiquée. Elle constituerait le symptôme d'une élite prompte à marcher main dans la main avec le monde tel qu'il (ne) va (pas). S'il est une seule « *mauvaise pensée* » que l'homme de gauche doit « *s'interdire inconditionnellement de former* », c'est, cingle l'essayiste Jean-Claude Michéa dans son ouvrage *Le Complexe d'Orphée. La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès* (Climats, 2011), celle « *qui voudrait que sur tel ou tel aspect de l'existence collective (qu'il s'agisse, par exemple, de la sécurité d'un quartier ou du niveau des élèves, de la qualité de l'alimentation ou des conditions de travail, de l'évolution du divertissement télévisé ou du respect des règles de civilité) les choses aient pu aller mieux avant* ».

Une critique qui renvoie à un débat plus large : la querelle du « c'était mieux avant » ne peut pas se réduire à des questions de statistiques, elle relève d'une interrogation autour de la question du progrès. Comme l'écrit le philosophe Pierre-André Taguieff dans son ouvrage *Le Retour de la décadence. Penser l'époque post-progressiste* (PUF, 2022), ce mot, « décadence », peut s'interpréter dans trois sens : comme un slogan idéologique et politique, comme un diagnostic factuel, et enfin – et c'est sans doute le plus intéressant – « *comme une catégorie de l'interprétation historique, dont l'application, voire l'applicabilité, fait légitimement l'objet de discussions interminables entre philosophes et historiens* ». Dans cette optique, l'omniprésence de l'argument « *c'était mieux avant* » reflète, davantage qu'un diagnostic étayé sur l'état du monde, la fin des illusions de la modernité et des grands récits mobilisateurs. « *Ce qui fonctionnait mieux "avant", c'était l'espérance* », écrit l'historien Pascal Ory dans *Peuple souverain. De la révolution populaire à la radicalité populiste* (Gallimard, 2017). « *L'époque contemporaine peut se définir comme le temps d'une grande crise d'espérance, fondée sur la superposition à une défaite absolue – celle de la gauche radicale – d'une défaite relative – celle de la droite libérale.* » En somme, ce n'est pas tant que c'était mieux avant, c'est qu'on est de moins en moins sûr que ça doit, ou au moins peut, être mieux plus tard. ●

(1) Sylvie Kauffmann et Pascal Riché, « Le bilan amer de deux baby-boomeurs, Jean Pisani-Ferry et Jean-Louis Bourlanges », *Le Monde*, 20 septembre 2025.

(2) Une note publiée en février 2024 par le politologue Eddy Fougier pour la fondation Jean-Jaurès, intitulée « Pourquoi voit-on le monde plus sombre qu'il n'est en réalité ? », synthétise toutes ces explications.

« Ce qui fonctionnait mieux "avant", c'était l'espérance. »

Pascal Ory



La « déclinologie », un sport national

Dans un essai paru en 2015, *Ce pays qui aime les idées. Histoire d'une passion française* (Flammarion), l'essayiste britannico-mauricien Sudhir Hazareesingh faisait du « *pessimisme* » et d'un « *déclinisme* [...] *devenu l'idée fixe des politiques* » des caractéristiques fortes de l'identité française actuelle.
Les Français sont-ils vraiment plus enclins à ce pessimisme nostalgique que les habitants d'autres pays ?
Ces dernières années, plusieurs études tendent à l'indiquer.
En 2017, le Pew Research Center a interrogé 43 000 personnes originaires de 38 pays sur l'énoncé suivant : « *Dans notre pays, la vie aujourd'hui est meilleure/pire qu'il y a cinquante ans pour les gens comme moi.* » Seuls 33 % des Français interrogés choisissaient la première option, 46 % la seconde. Des chiffres qui plaçaient la France au fond du peloton des optimistes, devant les Italiens mais loin derrière les Espagnols et les Allemands (qui, certes, vivaient respectivement il y a cinquante ans sous la coupe d'un régime autoritaire et dans un pays coupé en deux par le rideau de fer) mais aussi les Américains, les Britanniques, les Australiens ou les Canadiens.
Une autre enquête réalisée par l'institut Ipsos, « What worries the World » (« Ce qui inquiète le monde »), interroge régulièrement les citoyens de 29 pays sur la direction, bonne ou mauvaise, que prend leur pays. Non seulement la proportion des Français optimistes se situe toujours sous la moyenne mondiale, mais l'écart tend à se creuser : en octobre 2025, après quinze mois d'une instabilité gouvernementale jamais vue sous la V^e^ République, ce pourcentage a même touché le fond, à 8 % seulement. ●

© Julien Pacaud

«Il n'y a plus de respect»

L'âge du mépris mutuel ?

Dans nos sociétés égalitaires, le respect et l'autorité ne sont plus donnés. Ils se conquièrent et se méritent. Paradoxalement, cette évolution pourrait faire le jeu des tyrans. FRANÇOIS DUBET

Depuis que le monde change, c'était mieux avant. C'était d'autant mieux avant que nous ne croyons plus guère dans des lendemains qui chantent. Avant, les paysans étaient proches de la nature. Avant, les familles étaient solides. Avant, les ouvriers étaient fiers de leur travail et solidaires. Avant, l'école de la République était un ascenseur social… C'était d'autant mieux avant qu'on n'a pas connu le monde d'avant et que les mouvements populistes ne cessent de mobiliser la nostalgie de la vieille communauté nationale, laborieuse et vertueuse, qui serait aujourd'hui détruite par les forces obscures qui l'entourent.

Or, il n'est pas certain que c'était mieux avant. On oublie la misère des paysans, l'exploitation brutale des ouvriers, la paix des familles au prix de la domination des femmes et des enfants, la promotion scolaire de quelques-uns aux dépens de l'écrasante majorité des enfants du peuple. En réalité, bien peu d'entre nous accepteraient de vivre dans les conditions sociales et culturelles du monde d'avant, quand le racisme et le sexisme semblaient aller de soi, quand les destins sociaux écrasaient les parcours individuels, quand les inégalités n'avaient rien à envier à celles d'aujourd'hui. En matière de nostalgie, les statistiques et l'histoire ne comptent guère. Le « c'était mieux avant » décrit moins le passé qu'il révèle les angoisses et les peurs du présent.

TRIOMPHE DE LA DÉMOCRATIE

Parmi les « c'était mieux avant », il irait de soi que le respect fout le camp. D'ailleurs, il foutait déjà le camp lorsque, dans les années 1960, il était mis en cause par une jeunesse accusée de rejeter l'autorité des anciens, des pères de famille, des patrons, des religions… Les générations qui condamnent aujourd'hui la fin du respect étaient alors accusées de détruire les fondements de la société. La dénonciation continue et sans cesse répétée de la fin du respect a partie liée avec la modernité et le triomphe de la démocratie.

Revenons au sociologue allemand Max Weber (1864-1920), selon qui le respect de l'autorité a longtemps reposé sur deux piliers. Le premier est celui de la tradition. On respecte les anciens, les pères, les chefs, parce que c'est ainsi et que ça a toujours été ainsi. Il va de soi que cette figure de l'autorité domine dans les sociétés traditionnelles, justement, et que cette autorité décline nécessairement dans les sociétés modernes postulant l'égale liberté des individus et où, pour se maintenir, cette autorité-là a été légitimée par le droit. Ainsi dans le Code civil napoléonien, les pères ont autorité sur leur épouse et leurs enfants et peuvent en appeler au droit pour la faire respecter. Mais le triomphe progressif de l'égalité menace cette autorité. Les femmes s'émancipent, travaillent, votent ; les enfants majeurs ont le droit de rejeter l'autorité paternelle et de choisir autant qu'ils le peuvent leur conjoint, leurs études, leur emploi, leur religion… Bien sûr, l'autorité traditionnelle subsiste dans les mœurs, mais il est bien évident qu'elle s'affaiblit, comme le montrent les mutations des styles éducatifs qui accordent de plus en plus d'autonomie aux enfants qui discutent, donnent leur avis et n'en feraient qu'à leur tête, disent celles et ceux qui pensent que l'autorité fout le camp.

La seconde figure de l'autorité est l'autorité charismatique. La notion n'est pas simple, car elle désigne une autorité reposant sur le charme et la séduction qui entraînent une obéissance spontanée, celle du leader et du chef « naturel ». Mais elle désigne aussi l'autorité de celle ou de celui qui incarne des principes

François Dubet est sociologue. Il a été directeur d'études à l'EHESS et professeur à l'université de Bordeaux, et vient de publier *Le Mépris. Émotion collective, passion politique* (Seuil, 2025).

© Julien Pacaud



supérieurs et sacrés. Dans ce cas, j'obéis à ce que représente et incarne le tenant de l'autorité. En obéissant au souverain de droit divin, j'obéis à Dieu, comme j'obéis à Dieu quand j'obéis au prêtre. De la même manière, j'obéis à la nation et à la raison que le maître d'école incarne et représente, comme j'obéis au peuple et à la démocratie quand j'accepte l'autorité du président légitimement élu et pour lequel je n'ai pas forcément voté. Dans tous les cas, avec l'autorité charismatique, je me soumets à l'autorité des principes, des valeurs et des croyances que le roi, le prêtre, l'instituteur et le président représentent.

Bien que l'autorité charismatique ait été révolutionnaire et qu'elle ait combattu l'autorité traditionnelle avant de se routiniser, il semble évident que les fondements perçus comme sacrés de cette autorité déclinent. L'autorité du prêtre se heurte à la liberté de croire et, plus largement, l'autorité des institutions s'affaiblit progressivement. Il n'est plus sûr que, aujourd'hui, l'enseignant tire son autorité de sa capacité d'incarner la nation, l'émancipation et la grande culture. Et d'ailleurs, les enseignants s'en plaignent souvent quand ils se sentent réduits à leur fonction et à leur compétence. Leur autorité ne va plus de soi et les critiques se multiplient. L'évolution est de même nature dans le monde de la santé où les personnels se sentent soumis à une

Quand l'autorité me semble légitime, j'obéis librement.

critique continue d'un monde professionnel qui n'incarnerait plus *a priori* l'alliance de la science et de charité. De la même manière que la modernité démocratique affaiblit l'autorité traditionnelle, elle menace l'autorité des institutions et de ceux qui les incarnent. Là encore, pour beaucoup, tout fout le camp et il faudrait rétablir l'autorité sacrée de ces institutions.

Quand ni la tradition ni le charisme ne suffisent à fonder l'autorité, il reste ce que Max Weber qualifiait d'autorité rationnelle légale. Là encore, la définition n'est pas simple, mais elle suggère que l'autorité et le respect sont fondés sur la légitimité du droit : je respecte les règles parce que j'accepte les procédures de production de ces règles. Les sociétés modernes reposeraient donc sur le civisme. Il en est de même pour l'autorité de la science, qui s'impose dans la mesure où la science démontre qu'elle dit le vrai. De manière générale, l'autorité des sociétés modernes « désenchantées » mobilise un principe d'efficacité et de rationalité : je dois être respecté parce que je suis légalement légitime et que je suis compétent.

Il va de soi que nous vivons, ou que nous devrions vivre, dans ce monde-là où l'autorité doit être sans cesse justifiée. Deux remarques s'imposent cependant. La première concerne les épreuves de l'autorité pour ceux qui l'exercent. Il faut que les gouvernants procèdent des choix démocratiques et démontrent l'efficacité de leur politique, ce que ni la tradition ni le charisme n'exigeaient ; il faut que la science démontre qu'elle dit le vrai et qu'elle est efficace. Aussi les dépositaires de l'autorité se retrouvent dans une position relativement instable et l'exercice de l'autorité s'avère moins un statut qu'un travail, qu'une exigence continue. Non seulement les dirigeants sont soumis à une critique permanente, mais les enseignants et les soignants doivent construire leur autorité en démontrant leur efficacité. En raison de sa nature même, cette autorité est sans cesse mise en cause par la multiplication des critiques et des protestations. La crise politique que nous traversons suffit à le démontrer puisque chaque citoyen est en mesure de demander des comptes.

LA FIN DU MONOPOLE DE LA VÉRITÉ

La crise de l'autorité et du respect procède de la modernité démocratique pendant que l'exercice de l'autorité s'avère une épreuve continue. Désormais, l'autorité et le respect se conquièrent et se méritent et nous avons le sentiment de vivre une crise continue de l'autorité et du respect. Bien sûr, face à cette épreuve, il n'est pas rare que la confiance se perde devant l'élargissement de la critique. Ainsi, on peut s'inquiéter du rôle de la Toile et des réseaux permettant à chacun de donner son avis et de critiquer les autorités, la science établie, les médias *mainstream*... Chacun peut adhérer à des vérités alternatives, voir des complots partout, avoir ses propres conceptions de la vérité. Par exemple, alors que les savants, les experts ou les enseignants pouvaient s'appuyer sur un monopole de la vérité, chacun peut les contester grâce à ses écrans et ils doivent sans cesse se justifier.

On pourrait se réjouir de ce qui n'est, après tout, qu'un élargissement de la parole et de la citoyenneté. Tout le problème vient de ce que ces critiques de l'autorité conduisent le plus souvent vers des appels à des pouvoirs forts, mobilisant des principes autoritaires et des vérités alternatives, engendrant des leaders charismatiques hostiles à la démocratie alors qu'ils parlent au nom du peuple, de la liberté et du bon sens.

L'autorité et le respect reposent sur le consentement de celles et de ceux qui obéissent pour des raisons valables à leurs yeux. Quand l'autorité me semble légitime, j'obéis librement. Le respect de l'autorité rassure et, dans une certaine mesure, il émancipe puisque j'adhère à des principes et à des valeurs dont je pense qu'ils me protègent et me libèrent. À l'opposé, sans autorité légitime, il ne reste que la menace, la violence et la manipulation. Chacun sait que, en dépit de toutes les critiques possibles, mieux vaut avoir affaire aux gendarmes et aux juges, dont l'autorité est à la fois reconnue et limitée, qu'à des milices et à des vengeances qui sont simplement mieux armées. Chacun sait qu'il vaut mieux apprendre les sciences dans les contraintes scolaires que de s'abandonner aux seules fluctuations et aux émotions d'Internet. Chacun sait aussi que le respect de l'autorité permet à chacun de contrôler plus ou moins ses désirs et ses pulsions, ce qui n'est pas forcément mauvais pour la santé mentale et la vie quotidienne.

Nous sommes donc confrontés au paradoxe suivant. L'égalité et l'autonomie des individus affaiblissent nécessairement le respect de l'autorité, et il n'y a pas à condamner ce processus au nom d'un improbable « c'était mieux avant ». Mais, en même temps, le respect de l'autorité est essentiel pour limiter la violence et la guerre de tous contre tous. De ce point de vue, la vieille question de Thomas Hobbes n'a pas disparu au moment où, dans bien des pays, la crise de l'autorité légale et rationnelle fait le jeu des tyrans. ●

« Les Français ont besoin d'un roi »

Pour l'adorer ou le guillotiner ?

S'il n'est pas infondé, l'argument selon lequel les Français aspirent à une figure de monarque néglige la complexité de notre histoire politique depuis la Révolution. NICOLAS ROUSSELLIER

La vie d'un cliché se mesure moins par l'unité de sens qu'il prétend avoir que par la puissance de son ambiguïté. C'est particulièrement vrai avec l'idée selon laquelle les Français ont toujours eu « besoin d'un roi », hier comme aujourd'hui. De nombreux signes semblent pouvoir en attester la pertinence, depuis l'affluence au château de Versailles ou au Puy du Fou jusqu'aux succès des biographies consacrées aux rois ou la réédition d'historiens nationalistes comme Jacques Bainville ou Pierre Gaxotte. Le Panthéon, monument emblématique de la tradition républicaine, se situe loin derrière tandis que la fête du 14 juillet a beaucoup perdu de son lustre. Sur le terrain de la mémoire, le roi tient donc sa revanche sur la république. Le tourisme, aussi bien étranger que français, semble donner raison au vaincu de l'histoire…

Pourtant, l'idée de moquerie ou de rejet ne se tient jamais très loin de l'image de la monarchie. La cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques 2024 a mis en scène l'emprisonnement de Marie-Antoinette à la Conciergerie et son exécution sous une forme parodique et décalée. En juillet 2015, Emmanuel Macron, dans un entretien au *1 Hebdo*, déplorait le « *vide émotionnel* » que la mort de Louis XVI aurait laissé au cœur de l'imaginaire politique français. Mais trois ans plus tard, le mouvement des Gilets jaunes lui renvoyait l'image du roi comme un boomerang : « Macron, comme Louis XVI ! », proclamaient des pancartes ironiques alors que sur certains ronds-points une effigie du Président était placée sur une guillotine factice. Malgré la très riche histoire des mouvements sociaux français, entre les barricades de 1830 et 1848, la Commune de Paris, les grèves du Front populaire, la Libération, le communisme, Mai 68 ou le mouvement de 1995, les Gilets jaunes ont préféré retenir l'image, ou plutôt la contre-image, du roi. Tout ça pour en revenir à la scène de l'exécution du 21 janvier 1793…

Cette idée du « besoin d'un roi » appartiendrait-elle à un simple folklore politique, ni vraiment sérieux ni vraiment drôle d'ailleurs, mélange de nostalgie pour le roi et de nostalgie pour un peuple qui se donnait la force de le renverser ? Ou bien à un phénomène plus profond qui toucherait la nature de nos institutions, l'obligation de concilier la part du peuple et la part de l'autorité dans tout régime politique, y compris la république ?

UNE SUCCESSION DE DÉFAITES

La permanence du cliché est d'autant plus surprenante que tout au long du 19e puis du 20e siècle, l'histoire de la monarchie est ponctuée de défaites qui semblent à la fois spectaculaires et définitives. Certes, la monarchie se retrouve restaurée en tant que régime à partir de 1814-1815 mais au prix d'un abaissement de l'image du roi. Sous les règnes de Louis XVIII et de Charles X, la figure royale se glisse dans le cadre du régime parlementaire et inaugure en quelque sorte la vie politique moderne telle que nous la connaissons encore. Elle subit tous les aléas liés aux divisions politiques et les affres de la difficile construction d'une majorité… Charles X a rétabli en 1825 le sacre royal, mais Louis-Philippe, en 1830, préfère inaugurer son règne par une cérémonie politique et laïque organisée devant les parlementaires.

Nicolas Roussellier est professeur des universités et enseigne à Polytechnique et à Sciences Po. Il est notamment l'auteur de *La Force de gouverner. Le pouvoir exécutif en France, 19e-21e siècles* (Gallimard, 2015).

Prêtant serment de fidélité à la Charte, il éloigne encore un peu plus la figure royale de son ancienne image de force et de verticalité. Organisateur du retour des cendres de Napoléon en 1840, il semble mettre en scène son propre effacement par rapport à un personnage plus grand que lui. Sa politique étrangère faite de prudence et de maintien de la paix (sauf en Algérie) se place en porte à faux vis-à-vis de ce que Joël Cornette a appelé, dans son livre du même titre paru en 1993, l'imaginaire du «*Roi de guerre*», venu de l'Ancien Régime. Comme si la condition de survie de la monarchie était l'effacement progressif de la substance qui avait fait la dignité de la figure royale.

La suite de l'histoire politique française a confirmé de manière encore plus évidente la défaite du monarchisme. Ce courant remporte un certain nombre de victoires lors d'élections législatives, comme en 1848, 1849 et 1871, mais elles reposent beaucoup plus sur le poids des notables que sur la popularité du royalisme. À partir de 1876, toutes les élections sont gagnées par les républicains – la gauche de l'époque –, au point même que les monarchistes en tant que parti disparaissent lentement mais sûrement. Les bustes de Marianne se multiplient dans les mairies et le 14 Juillet s'installe comme «*fête républicaine*», selon le titre de l'ouvrage publié par Olivier Ihl en 1996, à la fois officielle et populaire : la République semble être en mesure de substituer son propre imaginaire, y compris le patriotisme militaire, à l'ancien folklore de la monarchie.

L'OMBRE DU ROI

Si la défaite du royalisme est totale sur le terrain politique et électoral, l'ombre du roi continue cependant de hanter les esprits au début du 20e siècle avec le succès, chez les intellectuels et dans la rue, du mouvement antisémite et néoroyaliste de l'Action française. Plus largement, la figure du roi continue d'alimenter une tradition contre-révolutionnaire face à l'orthodoxie républicaine. Mais paradoxalement, c'est surtout la république qui crée les conditions favorables au retour de la figure du roi. Dès les années 1880, la IIIe République présente le spectacle récurrent des crises ministérielles et des espoirs avortés de «grande» politique. Son œuvre législative est à beaucoup d'égards remarquable, depuis les lois scolaires jusqu'au début des lois sociales, mais elle est jugée insuffisante en matière sociale par les socialistes, faible et dangereuse en matière de politique extérieure par les nationalistes. La faible durée de vie des gouvernements

Si la défaite du royalisme est totale, l'ombre du roi continue de hanter les esprits.



(encore accentuée sous la IVe République) ne permet d'accrocher ni le regard ni l'attachement des Français. La gauche, par méfiance atavique, rejette toute personnalité, même issue de ses rangs, qui risquerait de devenir trop populaire. Le « grand ministère » de Léon Gambetta ne dure que deux mois en 1881-1882. Georges Clemenceau, le « Père la Victoire », est rejeté par le vote des parlementaires lors de la présidentielle de janvier 1920.
Ainsi, face à la répétition des crises, la figure de « l'homme providentiel » sort du musée des anciennes gloires nationales. Cet « homme providentiel », cependant, est-ce bien un « roi » ? Le général Boulanger, qui semble menacer le régime républicain pendant un peu plus d'un an, entre 1888 et 1889, a trouvé des soutiens chez les monarchistes et les bonapartistes mais sa préférence va à une République présidentielle d'inspiration américaine. Pour la plupart des ligues d'extrême droite, l'homme fort n'est pas le roi mais le dirigeant du mouvement, du colonel de La Rocque jusqu'à l'ancien communiste Jacques Doriot. Le régime de Vichy abat les institutions républicaines et installe une dictature, mais place à sa tête le maréchal Pétain, un leader vite discrédité par le choix de la collaboration et incapable de conjurer l'instabilité ministérielle qui continue de plus belle. Tous ces épisodes ont plus que jamais nourri le rejet du « pouvoir personnel », point central de l'idée républicaine depuis le 19e siècle. Le rejet du « roi » semble toujours aussi fort.

LA « MONARCHIE RÉPUBLICAINE », UNE SURPRISE

Des années 1920 aux années 1950, la majorité des courants politiques qui pensent la réforme de la République dans le sens d'une plus grande stabilité et efficacité placent leurs espoirs dans la figure du Premier ministre, beaucoup plus rarement dans celle du président de la République. À gauche notamment, de Léon Blum à Pierre Mendès France, le renforcement moderne de l'exécutif est associé à l'idée d'un chef de gouvernement qui s'appuierait sur une majorité parlementaire unie et disciplinée, un « contrat de législature » et l'expansion des services experts de Matignon. Aussi, à beaucoup d'égards, le choix d'une « monarchie républicaine » promue par le général de Gaulle intervient comme une surprise et non comme un scénario écrit à l'avance.
Le fait personnel joue beaucoup ici. De Gaulle est l'homme du 18 Juin, le chef de la Résistance, l'homme qui sauve l'honneur du pays et rétablit la république. Mais il est aussi d'éducation familiale monarchiste. Sa philosophie du « chef » associé au besoin d'une autorité personnelle et centrale est d'inspiration « royale ». Elle vaut aussi bien pour le commandement d'une armée moderne que pour une république forte et puissante. La reconnaissance qu'il accorde à la pluralité des familles politiques françaises est réelle mais il rêve de placer le Président « *au-dessus des partis* ». Le gaullisme, qui vise au « rassemblement » des Français, vient en droite ligne de l'utopie du royalisme.
Les circonstances, en partie tragiques, ont joué un rôle incontestable dans ce retour du roi sous la figure du « monarque républicain ». À Londres, de Gaulle construit, pièce par pièce, un édifice institutionnel qui lui permet de cumuler le rôle de chef de gouvernement et de chef militaire. À la Libération, il n'est pas appelé « premier ministre » mais « président » du Gouvernement provisoire. En 1958, en pleine crise algérienne, il devient le dernier « président du Conseil » de la IVe République, mais obtient une loi d'habilitation pour rédiger un projet de Constitution : six mois plus tard, il est élu président de la République par un collège de 80 000 grands électeurs. En 1965, lors de sa réélection (devant le peuple tout entier, cette fois), il ne daigne pas faire campagne pour le premier tour parce qu'il compte sur un peuple spontanément rassemblé derrière lui.
Si la Constitution voulue par de Gaulle installe bien un « monarque », au sens d'un pouvoir fort et concentré confié à une seule personne, elle ne réalise cependant pas son rêve « royal ». Il est mis en ballottage par François Mitterrand en 1965 et l'échec de son référendum de 1969 le pousse à la démission. Les présidents élus depuis sont les représentants d'un parti et aucun ne réussit à incarner la figure rêvée de la concorde.
Pendant soixante ans, la stabilité de la Ve République a pu laisser penser à une revanche du « besoin d'un roi » sur l'ancienne tradition républicaine. La situation actuelle apporte un certain démenti : sans le « fait majoritaire » (une majorité claire et nette à l'Assemblée qui soutient le gouvernement), la dimension « monarchique » du Président semble artificielle. Comme le montre le rejet de la « monarchie républicaine » et l'aspiration chez certains à une VIe République, l'idée que les « Français ont besoin d'un roi » ressemble à un mantra qui tourne à vide. La gauche lui opposerait volontiers le slogan du pouvoir au peuple et l'idée que les Français ont besoin de s'exprimer et de participer au pouvoir. Le succès, même relatif, des Conventions citoyennes, indique une évolution en ce sens ; le retour à une pratique parlementaire du régime aussi. Les Gilets jaunes ont certes utilisé l'image du roi au lieu de puiser dans le répertoire du mouvement ouvrier, mais ils l'ont fait pour mieux la retourner contre le président Macron, nouveau Louis XVI. Comme s'ils avaient plus besoin de se représenter leur capacité en tant que « peuple » à guillotiner le roi, que d'avoir un roi à leur tête.
L'ambiguïté demeure, cependant. Placer l'effigie d'un président rejeté sur une guillotine de pacotille peut aussi trahir l'aspiration à un « roi » à la hauteur des aspirations populaires, un « bon » roi. L'espoir d'un nouveau président qui pourrait être efficace et populaire demeure. La participation électorale élevée lors de la présidentielle va dans ce sens. Chaque candidat joue sur l'image d'un leader supposé « charismatique » qui présente aux électeurs une ambitieuse série de promesses. En ce sens, et sans exception depuis 1965, l'élection présidentielle rejoue toujours la pièce des « Français ont besoin d'un roi ». Mais ce cliché correspond de moins en moins aux réelles possibilités du Président, y compris pour les prochains élus. On risque de ne pas retrouver de sitôt le « fait majoritaire » qui sort comme un lapin du chapeau des élections. Un futur président sera de manière certaine confronté aux limites d'un État qui partage sa souveraineté avec les autres membres de l'Union européenne. Il aura plus encore à tenir compte des contraintes qui pèsent sur ses marges de manœuvre diplomatiques ou budgétaires.
L'expression « les Français ont besoin d'un roi » semble tenter de conjurer la séparation qui s'est opérée entre la souveraineté générale de la France (comme puissance, comme économie et même comme culture) et la souveraineté politique de celui ou de celle que le peuple français placera à la tête de l'État. Incontestablement, le cliché du roi existe encore dans la culture politique des Français mais il a cependant de moins en moins de rapport avec le réel. Il ne correspond pas à l'évolution des pouvoirs, plus déconcentrés, plus partagés et mieux encadrés par le droit. Il est la forme imaginaire du gouvernement français : telle est sa victoire symbolique. ●

© Julien Pacaud

« *Tous pourris* »

Des politiques aux mains sales ?

Au-delà des condamnations spectaculaires, la proportion d'élus auteurs d'actes illégaux reste plutôt faible. PIERRE LASCOUMES



© Julien Pacaud

La récente condamnation en première instance d'un ancien président de la République, Nicolas Sarkozy, sera sans doute l'occasion de renforcer dans l'opinion l'antienne éculée du « Tous pourris ». Cette formule racoleuse masque plusieurs ambiguïtés qui caractérisent le rapport que nous entretenons avec l'activité politique. Elle constitue davantage une expression émotionnelle qu'un jugement raisonné. L'avalanche des critiques actuelles de la justice ne changera rien à ces jugements attestés depuis des décennies.

La dénonciation du « Tous pourris » est caractéristique du populisme. Comme le déclarait, fin septembre, le politiste Pascal Perrineau à *La Tribune dimanche* à propos de la condamnation de Nicolas Sarkozy, « *et maintenant, on a un président de la République discrédité dans l'opinion et atteint dans sa substance. On ne peut plus faire confiance à personne. Cela va provoquer au mieux un retrait du jeu démocratique des citoyens et, au pire, des réflexes populistes, le "Tous pourris". Qui peut tirer les marrons du feu ? Les populistes.* » L'expression, en effet, a été utilisée de façon récurrente par l'extrême droite depuis le 19e siècle et le scandale de Panama. Il s'agissait alors de dénoncer les parlementaires corrompus, « les chéquards », ayant été payés pour soutenir ce projet mégalomaniaque dévoreur de fonds publics. Ce slogan accusateur était aussi présent lors de la grande manifestation de l'extrême droite du 6 février 1934 devant l'Assemblée nationale à la suite de l'affaire Stavisky (1). Dans la période récente, et surtout depuis l'affaire Cahuzac en 2012, l'extrême gauche et son leader Jean-Luc Mélenchon ont aussi adopté ce thème au nom de la revendication du « dégagisme » des élites politiques traditionnelles. Toujours selon Pascal Perrineau, en France, « *tout le monde joue sur la dénonciation des élites intellectuelles, médiatiques, politiques et judiciaires. C'est une bouc-émissairisation.* »

Sociologiquement, de nombreuses enquêtes, françaises mais aussi européennes (2), montrent que derrière ce « Tous pourris », il faut entendre la progression constante de la défiance à l'égard des élus (surtout nationaux, mais pas que) et plus largement des principales institutions publiques (le Parlement et la justice en particulier). À la question « *Le personnel politique est-il plutôt honnête ou plutôt corrompu ?* », la proportion de personnes répondant « *plutôt corrompu* » est passée de 40 % en 2000 à 50 % en 2010 pour atteindre 66 % en 2025. Le chiffre de 70 % est même amplement dépassé lorsque les enquêtes se déroulent durant

Pierre Lascoumes est directeur de recherche émérite CNRS au Centre d'études européennes et de politique comparée (CEE) de Sciences Po. Il est auteur de nombreux ouvrages consacrés à la corruption et la probité publique, dont *Favoritisme et corruption à la française* (Presses de Science Po, 2010), *Une démocratie corruptible. Arrangements, favoritisme et conflits d'intérêts* (Seuil, 2011) et *L'Économie morale des élites dirigeantes* (Presses de Science Po, 2022).



des périodes de crise, comme lors des affaires Cahuzac, Le Pen ou Sarkozy. Près de neuf sondés sur dix estiment en 2025 que « *les femmes et hommes politiques agissent principalement pour leurs intérêts* ». Seule la perception des maires échappe en partie à ces jugements négatifs.

On peut considérer que la médiatisation des atteintes à la probité publique (corruption, trafic d'influence, conflit d'intérêts, etc.) entretient cette défiance généralisée à l'égard des activités politiques. Pour les médias, la « corruption » (pour employer le terme générique ordinaire) est typiquement un sujet *newsworthy*, qui fait vendre de l'information au public friand de scandale. La publication annuelle, depuis 1995, de l'indice de perception de la corruption et du classement des pays qui l'accompagne a peut-être contribué à la visibilité de ce problème public. La France se situe selon les années autour du vingtième rang mondial.

Cette perception d'une corruption endémique doit être relativisée de plusieurs façons. Tout d'abord, le « tous » est profondément erroné. Il y avait en France, en 2024, 561 000 mandats électifs : en plus du président de la République et des 925 parlementaires (577 députés, 348 sénateurs) et 81 députés européens, on dénombrait, selon la Direction générale des collectivités locales, 5 968 conseillers départementaux, régionaux et territoriaux et 554 025 élus municipaux et communautaires (dont 34 800 maires). Parmi eux, les élus transgresseurs ne constituent qu'une infime minorité. En 2021, le nombre de condamnations pénales pour l'ensemble des infractions d'atteinte à la probité (corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, détournement d'argent public) ne se montait qu'à 262 selon le ministère de la Justice – un chiffre qui n'incluait pas que des élus, mais aussi des fonctionnaires. Et contrairement à ce qu'on pense en général, la tendance est, depuis 2010, à la diminution du nombre de condamnations, même si, entre ces deux chiffres extrêmes (nombre de mandats électifs, état des condamnations), il y a bien sûr la masse des irrégularités constatées, mais n'ayant pas été dénoncées ou poursuivies.

À l'évidence, les élus auteurs d'illégalismes sont plutôt l'exception que la règle. Toutefois, les élus cumulards sont plus que d'autres amenés à transgresser les règles, par opportunité ou par routine. Les rapports de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), qui vérifie les déclarations d'intérêts et de patrimoine des élus, montrent qu'une partie de ceux-ci continuent à avoir une relation pour le moins ambiguë aux normes. L'institution de contrôle est ainsi régulièrement amenée à faire des rappels pour défaut de déclaration ou déclaration incomplète. De plus, contrairement à ceux d'autres pays, les élus français se sont toujours refusés à ce que leurs déclarations soient publiques. Le citoyen ne peut y avoir accès qu'en suivant une procédure assez dissuasive. De même, la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) relève à chaque élection des imprécisions et des oublis plus ou moins intentionnels. Bien que ces institutions aient, l'une et l'autre, aujourd'hui une trentaine d'années d'âge, il faut constater que l'intégration des règles de conduite politique par les élus n'est pas encore bien ancrée.

Si certains élus affichent un rapport ambigu aux normes sociales, il en va de même des citoyens. Parce qu'ils apprécient les réalisations de leur maire, ils peuvent adhérer d'un côté au « Tous pourris » tout en votant sans discontinuer, par exemple, pour Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret, jusqu'à sa condamnation pour blanchiment de fraude fiscale en 2020. Même après sa condamnation pénale pour détournements de fonds de la ville de Paris au profit du RPR, Jacques Chirac est longtemps demeuré l'homme politique le plus apprécié des Français. Et on peut faire l'hypothèse qu'il en ira de même pour Nicolas Sarkozy, dont les condamnations successives sont souvent médiatisées comme un signe d'héroïsme. Différentes enquêtes ont montré que contrairement à ce qu'on croit en général, les citoyens jugent moins les élus par rapport à leur probité qu'en référence à leur efficacité. Le pragmatisme et l'appréciation des résultats obtenus l'emportent largement sur le respect de valeurs et la défense du bien commun. ●

---

(1) Alexandre Stavisky, banquier spéculateur dont le suicide en février 1934 est contesté par l'extrême droite qui accuse le gouvernement de l'avoir protégé puis éliminé. Les émeutes entraînent la chute du gouvernement d'Édouard Daladier.

(2) Enquêtes du Cevipof (Sciences Po), de l'institut Montaigne et de l'International Social Survey Programme (ISSP).

ENTRETIEN AVEC DOMINIQUE MARCHETTI

Les journalistes, tous de gauche ?

Non, le monde médiatique se polarise !



Le reproche de partialité politique fait aux professionnels de l'information relève davantage de la bataille politique que de l'analyse sociologique, selon le chercheur. PROPOS RECUEILLIS PAR MARION ROUSSET

Les attaques contre l'orientation politique des journalistes, jugée trop à gauche, abondent. Pourtant, en France, les études scientifiques manquent pour conforter cette thèse. Le point avec le sociologue Dominique Marchetti, spécialiste de l'espace journalistique et de la production de l'information.

Que vous inspire l'idée reçue selon laquelle les journalistes seraient « *tous de gauche* » ?

Elle relève moins d'une analyse scientifique que d'un argument au sein d'une bataille politique portée par une fraction de la droite et de l'extrême droite, qui cherche à décrédibiliser des adversaires présentés comme « militants ». On a vu notamment cette idée se déployer à la faveur d'une consultation très contestable commandée par la revue *Médias*, au moment de la présidentielle de 2012. Celle-ci en venait à la conclusion que les journalistes étaient majoritairement de gauche. François Hollande y recueillait 39 % des intentions de vote au premier tour et Jean-Luc Mélenchon 19 %, et le futur Président était choisi par 74 % des répondants au second tour face à Nicolas Sarkozy. Sauf que cette consultation, menée sur Twitter par l'institut Harris Interactive, reposait sur un échantillon ridiculement petit et peu représentatif de 105 réponses.

De quelles données dispose-t-on pour appuyer ou infirmer cette affirmation ?

À ma connaissance, on dispose uniquement de consultations internes à certains médias comme l'hebdomadaire *Marianne* qui a révélé, en 2012, que François Hollande avait remporté 40 % des suffrages au sein de la rédaction, et Jean-Luc Mélenchon 32 %. À *Libération*, le candidat socialiste Benoît Hamon a recueilli en mars 2017 près de la moitié des votes exprimés par les journalistes, à une période où son score était plus élevé dans les sondages.

Si aucune étude scientifique n'interroge l'orientation politique des journalistes français, la question a cependant donné lieu à des enquêtes solides en Belgique et en Suisse, situant les journalistes majoritairement à gauche. En 2018, un collectif de chercheurs belges a ainsi réalisé deux enquêtes nationales interrogeant l'orientation professionnelle de 1300 journalistes : 58,4 % se plaçaient à gauche de l'échiquier politique (1). À noter qu'il existait des différences en fonction du statut et du genre des journalistes : les salariés et les femmes se situaient légèrement plus à gauche que les indépendants et les hommes.

Comment cette tendance à gauche résonne-t-elle, en France, avec l'évolution du paysage médiatique ?

Jusqu'aux années 1970, l'univers journalistique réfractait en grande partie l'univers politique. Autrement dit, il existait beaucoup de journaux liés plus ou moins à des partis, qui avaient des orientations politiques très clairement affirmées, y compris dans la presse régionale. Les débats

© Coll. personnelle





Dominique Marchetti

Directeur de recherche CNRS au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP). Il est notamment l'auteur, avec Denis Ruellan, de *Devenir journalistes. Sociologie de l'entrée sur le marché du travail* (La Documentation française, 2001).

étaient très violents et se réglaient à coup d'éditoriaux dans *Le Monde*, *Le Figaro* ou *L'Humanité*. S'il y a eu un processus d'homogénéisation, on assiste aujourd'hui à la résurgence d'une polarisation entre, d'un côté, des médias (et des Gafam) de grande diffusion, largement possédés par des hommes d'affaires qui pèsent de manière croissante sur le champ et sur les débats politiques ; et, de l'autre, des titres comme *Mediapart* ou des médias numériques locaux qui revendiquent une indépendance économique et politique et dont l'audience est plus restreinte numériquement et socialement.

Cette polarisation remet en cause non seulement l'idée d'un monde journalistique homogène dans lequel les journalistes seraient « *tous de gauche* », mais elle rappelle aussi que les classifications politiques sont un enjeu de luttes permanent. Dans l'analyse, il faudrait aussi distinguer les éditorialistes des journalistes politiques, les cadres dirigeants des reporters généralistes et des rubricards ou encore des pigistes… On ne dispose pas d'étude à ce sujet, mais on peut faire l'hypothèse que l'orientation politique varie en partie selon le type de rubrique investie. Les journalistes qui traitent des questions d'immigration se situent ainsi probablement plus à gauche que celles ou ceux spécialisés sur les questions économiques, lesquels, pour la plupart, défendent une vision néolibérale classique. Bref, il ne faut pas oublier que les médias comme les journalistes n'ont pas le même poids fonctionnel sur la couverture de l'actualité selon la position qu'ils occupent.

Les jeunes journalistes sont-ils plus engagés à gauche que leurs aînés ?

Avec mes collègues Géraud Lafarge et Ivan Chupin, nous avions fait passer, dans les années 2006-2007, un questionnaire dans les écoles de journalisme reconnues en France. La plupart des étudiants que nous avions interrogés se classaient à gauche. Seule une très faible minorité se classait à droite ou à l'extrême droite, et leur profil était différent : ces jeunes étaient en général issus d'un milieu populaire et moins dotés en capital scolaire que les autres. Ceci dit, ce constat est à prendre avec beaucoup de pincettes puisque seules 328 personnes avaient répondu à cette enquête. Reste que Sciences Po est aujourd'hui une voie royale pour devenir journaliste dans les médias les plus prestigieux : or, les consultations qui y sont menées au moment des élections tendent elles aussi à montrer que les étudiants qui suivent cette formation se classent comme globalement à gauche, voire à l'extrême gauche. Mais au-delà de la dimension générationnelle, ce positionnement politique tient sans doute au profil sociologique de la fraction dominante d'une profession dont l'origine sociale et le capital culturel sont de plus en plus élevés. Comme pour d'autres métiers à forte dimension intellectuelle, il n'est pas surprenant que les journalistes soient plutôt orientés à gauche. ●

(1) Sarah Van Leuven *et al.*, *Portrait des journalistes belges en 2018*, Academia Press, 2019.

« *La race n'existe pas* »

Mais les « racisés », si.

Les travaux des généticiens ont invalidé l'idée de race biologique, mais cette notion est mobilisée par les sciences sociales pour expliquer certaines formes de domination et de discrimination. PHILIPPE HUNEMAN

La représentation des humains divisés en « races » diverses nous est depuis l'enfance familière : les Noirs, les Blancs, les Asiatiques… Une partition plus ou moins robuste des êtres humains selon les traits morphologiques, à commencer par la couleur de peau, demeure stable : un phénomène dénommé « racialisme », qui s'accompagne d'une tendance fréquente à la hiérarchisation, celle-ci dénommée « racisme ». Dire « *la race n'existe pas* » s'entendrait alors comme une réfutation de l'idée même de race, essentiellement au nom de la science, de même qu'on dit que la catégorie « légumes » est simplement conventionnelle et non scientifique. Mais quoique scientifiquement vides, certains concepts sont toutefois légitimes dans des activités précises, comme « légumes » en cuisine. Peut-il en être de même de la « race » ?

UN QUESTIONNEMENT SUR LE RAPPORT ENTRE ESPÈCE ET VARIÉTÉ

La « race » a fait l'objet d'essais de clarification théorique, en particulier depuis la tentative, au 17e siècle, de mise en ordre du monde sous le nom d'« histoire naturelle ». Des naturalistes comme Carl von Linné tentent alors d'ordonner la variété du monde avec des taxinomies comprenant des concepts comme « règne » (animal ou végétal), « classe » (par exemple les mammifères), « ordre », « famille », « genre » (comme les félins), ou « espèce » (les chats). Une espèce, selon Buffon, constitue un ensemble d'individus susceptibles de se reproduire entre eux, c'est-à-dire de générer des descendants féconds. La « variété » désigne une unité de classification inférieure à l'espèce : il existe des variétés de roses ou de salamandres. Pour les animaux domestiques, on parle alors souvent de « races ». Réfléchir à la « race », c'est donc questionner le rapport entre espèce et variété chez l'humain.

À partir de la seconde moitié du 18e siècle, les naturalistes, médecins et philosophes qui inventent l'anthropologie – Blumenbach, Plättner, Buffon, Cabanis et Diderot, entre autres – discutent longuement de ce que sont les races humaines et de leurs relations. Certains, comme Buffon, pensent ainsi que les races relèvent de l'effet de l'environnement sur les organismes. Ces discussions s'inscrivent généralement dans un débat plus ancien concernant la pluralité (« polygénisme ») ou l'unicité (« monogénisme ») de l'espèce humaine, parfois motivé par la question de l'origine des autochtones amérindiens depuis peu découverts. Voltaire est sans doute le représentant le plus illustre du polygénisme : convaincu de l'existence de sept espèces humaines, il compare dans son *Traité de métaphysique* (1734) la différence entre Blanc et Noir à celle entre Noir et singe ou singe et huître… Emmanuel Kant, dans des opuscules parus dans les années 1770 comme *Différences des races humaines* ou *Déterminations du concept de race*, tente de clarifier les différentes notions en jeu en affirmant qu'une race exprime, en accord avec son environnement, quelques-unes des dispositions présentes et transmises depuis l'origine dans la souche humaine. La « race » renvoie à ce qu'on commence avec lui à nommer hérédité (un terme emprunté aux médecins et aux juristes) : à la différence de traits comme la couleur de cheveux ou la taille, les traits raciaux sont supposés transmissibles.

Si le monogénisme a triomphé, à la fin du 19e siècle, Charles Darwin permet malgré lui aux racistes de refonder les hiérarchies raciales sur l'évolution – le sous-titre de son *Origine des*

Philippe Huneman est directeur de recherche à l'Institut d'histoire et de philosophie des sciences et des techniques (CNRS/Paris I Panthéon-Sorbonne). Il est l'auteur de *Pourquoi ? Une question pour découvrir le monde* (Autrement, 2020), *Death. Perspectives from the philosophy of biology* (Palgrave, 2023, non traduit) et *Les Sociétés du profilage. Optimiser, évaluer, prédire* (Payot, 2023).



L'espèce humaine présente la singularité d'être beaucoup moins diverse génétiquement que la plupart des vivants.

espèces (1859) est *La préservation des races favorisées dans la lutte pour la survie*. Même si Darwin lui-même, et davantage encore les biologistes darwiniens du 20e siècle, seront soucieux d'expliquer que l'évolution n'a rien d'un progrès du plus simple au plus complexe ou du plus rudimentaire à l'optimal, les anthropologues de son époque adopteront souvent une interprétation raciste de l'évolution humaine : de même que l'homme est le sommet de l'évolution, le Blanc devient le sommet de l'évolution humaine, et sa domination, celle d'une variété « *plus évoluée* ».

Après la Seconde Guerre mondiale, les horreurs du nazisme font prendre conscience des potentiels dangers de l'idée biologique de race. Certains des plus importants biologistes de l'évolution, comme Julian Huxley ou Theodosius Dobzhansky, participent en 1950 et 1951 à des déclarations influentes de l'Unesco sur la race, statuant que les différences raciales ne correspondent pas forcément à des différences culturelles, lesquelles n'ont pas de « lien génétique » établi avec les races admises. De sorte que – vu le passif du terme – il serait préférable de parler de « groupe ethnique » plutôt que de « race ».

Avec la « Synthèse moderne » qui, dans les années 1940-1950, unifie évolution darwinienne et génétique mendélienne pour former le cadre de notre biologie évolutive actuelle, l'hérédité se conçoit au prisme de la génétique des populations. Elle signifie la transmission de gènes, de sorte que des similarités de traits héréditaires devraient être détectées dans des analyses génétiques : si les « races » existent, alors elles devraient se définir ultimement par des groupes de gènes communs aux supposées races.

DIRE « LES NOIRS », UN CONTRESENS BIOLOGIQUE ABSOLU

Or, en termes génétiques, l'espèce humaine présente la singularité d'être beaucoup moins diverse génétiquement que la plupart des vivants : le taux de variation chez l'humain est de 0,1 % alors qu'il est, par exemple, de 1 % chez la drosophile et encore supérieur dans le maïs. Géographiquement, seulement 8 % des allèles (les deux versions d'un gène présent pour un individu, dont il transmettra au hasard l'une d'elles en se reproduisant) appartiennent à une seule région géographique ; 47 % existent dans toutes les régions, et 85 % dans trois ou quatre d'entre elles. Si chez les plantes et les animaux non humains, il est légitime de parler de « variété » pour désigner des populations plus gé-

© Julien Pacaud

nétiquement similaires entre elles qu'avec le reste de l'espèce, on peut s'interroger sur le sens de « variétés humaines ».

Les gènes étant transmis des parents aux enfants selon les règles de la génétique mendélienne, alors le génome des individus raconte avant tout une histoire des migrations humaines. C'est pourquoi plus deux populations sont éloignées géographiquement, plus l'indice qui mesure la dissimilarité de leurs fréquences géniques est élevé. Et puisque les hominidés sont apparus en Afrique, et à plusieurs reprises en ont migré, la variabilité génétique humaine est essentiellement une sous-partie de la variabilité génétique africaine. Ainsi, si les races existaient, il devrait y avoir de nombreuses races africaines, bien plus que d'asiatiques ou d'européennes : dire « les Noirs » constitue un contresens biologique absolu.

De plus, on comprend dès les années 1970 qu'une bonne partie des gènes (plus de 70 %) ne « codent » pas, autrement dit qu'ils ne déterminent aucun phénotype, c'est-à-dire aucun trait visible des organismes (morphologie, comportement, physiologie…). Il est donc vain de vouloir faire correspondre aux sous-populations humaines qu'on appelle « races » des différences phénotypiques, puisque seuls les gènes devraient les définir, mais que souvent ceux-ci n'ont pas de phénotype correspondant.

Dans un article majeur paru en 1972, le généticien des populations Richard Lewontin montre que la variation entre populations appartenant à des « races » supposées différentes est plus faible que la variation à l'intérieur d'une population donnée, contredisant l'idée même de race biologique, entendue comme groupe d'individus génétiquement plus similaires entre eux qu'avec le reste. Il en conclut qu'« *étant donné que cette classification raciale n'a désormais pratiquement plus aucune signification génétique ou taxinomique, rien ne justifie son maintien* » (1).

On peut certes toujours désigner des clusters d'humains génétiquement proches sur une partie de leur génome parce qu'ils descendent d'histoires de migration similaires. On peut aussi, à partir de là, en comparant les séquences de génomes à des séquences correspondantes connues pour être plus abondantes dans certaines populations, retracer les pourcentages de « provenance » d'un individu – comme dans les « tests ADN », si populaires et dont la fiabilité, déterminée par l'exhaustivité de bases de données destinées aux comparaisons, est très discutable. Mais les partitions raciales usuelles, sur la base desquelles s'édifie le racisme, ne sont pas plus réelles que le « phlogistique », ce mystérieux fluide supposé par les scientifiques à l'origine de la combustion jusqu'au 18e siècle, ou les légumes.

QUAND LA LOI DÉCIDE LA COULEUR DE PEAU

Affirmer que « la race n'existe pas » relève donc d'une réalité biologique prouvée. Mais s'entendre dire « *alors, pour toi, la race n'existe pas ?* » constitue souvent, aussi, une critique. À l'époque où Barack Obama voulait instituer aux États-Unis une société « postraciale », on entendait souvent évoquer de manière polémique l'adjectif « *colourblind* », « aveugle à la couleur ». On accuse ainsi l'autre d'ignorer les discriminations plus ou moins subtiles liées à l'assignation raciale des individus ; la société américaine ayant fait de la couleur de peau la base de nombreuses inégalités, on signifierait ainsi que croire la race transparente ou invisible constitue une dénégation de ces inégalités.

Du fait de l'histoire américaine, en particulier l'esclavage et son traitement juridique puis les lois sur la ségrégation, la couleur de la peau a constitué un opérateur dans la hiérarchisation sociale des individus et l'accès différentiel aux biens sociaux et économiques. Cela constitue ce qu'on appelle « race », au sein des pratiques politiques et économiques, mais hors de toute biologie. C'est pourquoi, d'ailleurs, des systèmes juridiques ont été conçus pour régir l'assignation raciale : ainsi, un nombre suffisant d'ancêtres noirs (la *one drop rule*, la « règle de l'unique goutte de sang ») faisait d'un individu un Noir aux États-Unis, indépendamment même de la clarté de sa peau.

Outre-Atlantique, le fait historique fondamental est l'esclavage ; dans d'autres sociétés, la domination raciale renvoie à d'autres processus tels que la colonisation en France et au Royaume-Uni, par exemple. Dans tous les cas, la race constitue le produit d'un long processus de hiérarchisation, qui a simplement pris des traits visibles pour base. D'où la relativité des classifications raciales, comme l'existence des « Latinos » par exemple, recensés aux États-Unis mais pas ailleurs. Si on appelle ces processus « racialisation », alors il faut dire que la race est moins un trait biologique qu'un résultat social hérité : les Noirs, les Arabes et les Latinos sont des « racisés ». Noirs et Blancs constituent des réalités, mais sociales et politiques.

Dans ses *Réflexions sur la question juive* (1946), Jean-Paul Sartre osait une affirmation controversée selon laquelle le Juif est un produit du regard de l'antisémite. Le judaïsme ayant bien moins à voir avec la biologie que les « races », les choses sont différentes avec cette dernière, mais les réflexions importantes de la *critical race theory*, tout comme celles de philosophes de la biologie comme Adam Hochmann, Rasmus Grønfeldt Winther ou Lisa Gannett, développent cette idée que la race résulte de procédures sociales. Le fait qu'elle n'existe pas biologiquement ne saurait invalider « la race », car ce terme désigne une réalité sociale : le produit de processus de domination. Il y a une race noire mais pas blonde (alors que biologiquement, l'un n'est pas une variété plus fondée que l'autre) parce qu'il y a eu l'esclavage, la colonisation, etc. Mais précisément du fait que la race est sociale, on peut se l'approprier : ainsi de la notion de « négritude » chère à Aimé Césaire, ou bien du « retournement du stigmate », concept appliqué par les sociologues à la réappropriation des termes racistes comme « *nigga* » (« nègre ») dans le rap américain.

Néanmoins, les choses ne s'arrêtent pas là, parce que les humains étant des animaux sociaux, le social a des effets sur la biologie : l'évolutionnisme nous a appris depuis longtemps que les structures sociales ont des effets biologiques. Ainsi, le simple fait que l'accès aux soins est racialement différent provoque des écarts d'espérance de vie entre Blancs et Noirs : des différences de conditions sociales s'inscrivent dans la biologie. Certains pensent même que la transmission épigénétique, c'est-à-dire les modifications de l'expression des gènes sur une ou deux générations, constituerait un vecteur de biologisation d'une domination sociale. ●

---

(1) « The apportionment of human diversity », *Evolutionary Biology*, vol. 6, 1972. Cet article séminal constitue le pilier de la réfutation moderne du concept biologique de « race ». Abondamment cité et discuté, il a été critiqué en 2003 par un autre éminent généticien des populations, Anthony Edwards, dans « Human genetic diversity. Lewontin's fallacy » (*BioEssays*, vol. 25, n° 8), mais les approches s'avèrent aujourd'hui plutôt complémentaires qu'antagonistes, comme le souligne le philosophe Rasmus Grønfeldt Winther dans *Our Genes. A philosophical perspective on human evolutionary genomics* (Cambridge University Press, 2022, non traduit).

« On n'est plus chez nous ! »

L'immigration, un sujet inflammable

Plus de 6 Français sur 10 sont d'accord avec l'idée « *qu'il y a trop d'immigrés en France* ». Si l'immigration a bien augmenté ces deux dernières décennies, ce sentiment se fonde aussi sur un flou statistique instrumentalisé politiquement et une méconnaissance du phénomène.

ALBANE AKOUN

Le 10 octobre 2025, à deux jours de son départ du gouvernement, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau signait un arrêté renforçant la difficulté du questionnaire à choix multiple soumis aux candidats à la nationalité française et à l'obtention d'un titre de séjour long. Une mesure qui s'inscrivait dans la continuité de la loi sur l'immigration de janvier 2024 visant à « *contrôler* » cette dernière et « *améliorer l'intégration* ». Plus que jamais, l'immigration est au cœur du débat public avec, en toile de fond, l'idée qu'il y aurait « *trop d'immigrés en France* ». En janvier dernier, François Bayrou, alors Premier ministre, évoquait sur LCI le « *sentiment de submersion* » migratoire vécu par des « *Français qui ne reconnaissent plus leur pays* », tandis que le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, appelait à un référendum face à la « *submersion migratoire en cours et à venir* ». Cette rhétorique trouve un écho important dans la population. La dernière livraison de l'enquête « Fractures françaises », menée par le Cevipof depuis 2013, montre en effet que 65 % de Français sont d'accord avec l'idée selon laquelle « *il y a trop d'étrangers en France* ». Plus largement, les positions anti-immigration – « *Il y a trop d'étrangers en France* », donc, mais aussi « *On ne se sent plus chez soi comme avant* » ou « *Les immigrés ne font pas d'effort pour s'intégrer* » – progressent depuis 2019 : 60 % des personnes non diplômées du supérieur l'expriment, mais également une proportion « *conséquente* » des diplômés, 40 % environ **(1)**. Sur quelles représentations se fonde le succès de cette idée de « trop-plein » migratoire ?

Pour tenter de comprendre ce sentiment, il faut d'abord regarder les chiffres. Si on en croit les statistiques, il semblerait en effet que l'immigration n'ait jamais été aussi importante. Selon les dernières données publiées par l'Insee (octobre 2025), le nombre d'immigrés est passé de 4,5 millions en 2000 à 7,7 millions en 2024, avec un pic de 375 000 entrées en 2022, lié à la guerre en Ukraine. Si la tendance semble marquée, elle est en réalité relativement récente. En 1975, les immigrés représentaient en effet 7,4 % de la population métropolitaine ; un pourcentage resté stable jusqu'à la fin des années 1990, notamment du fait des chocs pétroliers, qui se sont traduits par une explosion du chômage, réduisant l'attractivité de la France et les besoins des entreprises en main-d'œuvre étrangère. L'immigration a ensuite repris au début des années 2000, pour atteindre aujourd'hui 11,3 %.

Mais au-delà de cette augmentation, c'est la composition de l'immigration qui pourrait contribuer à nourrir les crispations. Longtemps majoritairement européenne, la population immigrée est aujourd'hui pour près de la moitié (48,9 %) d'origine africaine et pour un petit tiers (30,9 %) européenne. Ce basculement, comme le souligne le sociologue François Héran dans *Immigration : le grand déni* (Seuil, 2023), rend la présence immigrée plus visible et alimente le fantasme « *d'une population majoritaire qui serait menacée par la montée des minorités visibles* ».

UNE NOTION FLOUE

À cette visibilité accrue s'ajoute un autre facteur : le flou qui entoure la notion « d'immigré ». Pour l'Insee, un immigré est une personne née « étranger » à l'étranger et résidant en France. Ainsi, les 2,6 millions d'immigrés naturalisés Français (soit un tiers du total) restent comptabilisés comme tels. Pour le démographe François Héran, il faut par ailleurs compter au moins



1 million d'immigrés supplémentaires en raison des étrangers en situation irrégulière, et de la propension des étrangers naturalisés à se « *franciser de naissance* » au recensement suivant.

Il existe des désaccords profonds entre démographes sur ce qu'il convient de mesurer. Certains, à l'instar de Hervé Le Bras et François Héran, privilégient le solde migratoire, c'est-à-dire la différence entre le nombre de personnes entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties, en incluant les décès d'immigrés. Soit environ 140 000 personnes par an selon François Héran. Leur consœur Michèle Tribalat, ancienne de l'Ined, conteste cependant vigoureusement cette approche. En effet, le solde migratoire mélange selon elle les mouvements des immigrés avec ceux des « natifs » qui s'expatrient : dès lors, « *les entrées d'immigrés sont grandement compensées par des sorties de natifs* », note-t-elle dans *Immigration, idéologie et souci de la vérité* (L'Artilleur, 2021). Elle préfère donc, au solde migratoire, les flux d'entrées bruts, c'est-à-dire le nombre d'immigrants entrant dans le pays, qu'elle évalue à environ 300 000 à 400 000 par an (titres de séjour, demandeurs d'asile, Européens s'installant, estimation des entrées irrégulières).

Ce désaccord technique révèle que le choix de l'indicateur n'est jamais neutre et permet de mettre l'accent soit sur la pression migratoire, soit sur la relative stabilité de l'immigration. Cette querelle sur le solde migratoire s'inscrit dans la continuité de la « controverse des démographes » autour de la notion de « *Français de souche* » puis de « *natifs au carré* », employée par Michèle Tribalat pour désigner les personnes nées en France de parents eux-mêmes nés en France. Mobilisées pour étudier, en comparaison, l'intégration des immigrés et de leurs descendants au prisme d'indicateurs (taux de mixité conjugale et scolaire, accès à l'emploi, pratique religieuse, maîtrise de la langue…), ces catégories avaient été critiquées comme supposant l'existence d'un état « intégré » clairement identifiable.

© Julien Pacaud

Ces débats trouvent un écho dans les deux éditions de l'enquête « Trajectoires et Origines » (TeO). En s'étendant jusqu'à la troisième génération d'immigrés et en posant des questions sur la religion et sur la couleur de peau, celle-ci, publiée en 2007 puis en 2022 sous l'égide de l'Insee et de l'Ined, a fait polémique en articulant la question de l'immigration à la question ethnique. Un chiffre, surtout, a fait grand bruit : prise sur trois générations, un tiers de la population française a un lien avec l'immigration. Concrètement, cela signifie qu'une personne sur trois vivant en France est immigrée ou a un parent ou grand-parent immigré.
Pour François Héran, ce chiffre signifie que l'immigration ne constitue plus un phénomène marginal mais un « *état de fait* » structurel. On ne peut plus être « *pour ou contre l'immigration* » ; on ne peut que « *faire avec* ». Mais pour Michèle Tribalat, en faisant de l'immigration un « état de fait », cette approche contribuerait à la naturaliser et à la constituer en un phénomène irréversible au même titre que le vieillissement de la population. De plus, en regroupant sous une même étiquette des situations très diverses (un petit-fils d'immigré portugais des années 1960 et un immigré malien récent), François Héran mélangerait des situations radicalement différentes.

ASSIMILATIONNISME CONTRE MULTICULTURALISME

Ces querelles révèlent une opposition profonde entre, d'un côté, une vision assimilationniste où les origines doivent s'effacer rapidement au profit d'une citoyenneté commune, et, de l'autre, une vision multiculturelle où la diversité est reconnue et où l'enjeu est l'égalité de traitement malgré les différences. L'illustration d'une fracture qui alimente la polarisation du champ politique, l'immigration s'affirmant comme un marqueur identitaire important à droite et à l'extrême droite. Cette peur de l'immigration est aussi fortement nourrie par des phénomènes de mésinformation. En 2021, un sondage Harris Interactive avait fait polémique en interrogeant un échantillon de Français sur la théorie du « grand remplacement », sans mentionner son origine ni son invalidité *(lire ci-contre)* : 61 % des sondés se disaient convaincus par cette idée selon laquelle « *les populations européennes, blanches et chrétiennes seraient menacées d'extinction suite à l'immigration musulmane* ». Plus récemment, une enquête publiée par Terra Nova en 2025 a montré que 73 % des Français surestimaient la part des immigrés dans la population, un tiers pensant même qu'elle dépasse un quart. Parallèlement, 73 % des personnes interrogées pensaient que moins d'un immigré sur deux occupait un emploi, alors que c'est le cas de 62,5 % des immigrés en âge de travailler. Cette double distorsion alimente le sentiment d'une « submersion » par une population oisive.
L'enquête TeO met également en lumière un autre phénomène cognitif : le « déni de francité », c'est-à-dire, pour les descendants d'immigrés, le sentiment de ne pas être perçus comme pleinement français. 65 % des Français d'origine sahélienne et 37 % de ceux d'origine maghrébine partagent ce ressenti, contre 10 % de ceux d'origine portugaise. Ce « déni de francité » qui suit une « ligne de visibilité » – plus la peau est foncée, plus la francité est contestée, même pour des Français nés en France – révèle la persistance de biais de perception négatifs envers l'immigration.
Enfin, le sentiment de « submersion » migratoire s'enracine dans la géographie. Si la France accueille proportionnellement moins d'immigrés que nombre de ses voisins d'Europe occidentale, leur inégale répartition géographique explique en partie ce décalage entre perception et réalité, note Didier Leschi, directeur de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, dans *Ce grand dérangement* (Gallimard, 2020). L'Île-de-France concentre 37 % des immigrés pour seulement 18 % de la population totale. La Seine-Saint-Denis compte plus de 31 % d'immigrés, là où certains départements du Grand Ouest en abritent moins de 5 %.
Dès lors, le ressenti par une partie de la population d'une immigration excessive ne proviendrait pas tant du nombre global d'immigrés que de leur concentration spatiale. Dans une étude controversée parue en 2011 sur les « *concentrations ethniques* » **(2)**, Michèle Tribalat et Bernard Aubry faisaient état de l'existence en France du phénomène nommé « *white flight* » aux États-Unis : le départ des « *natifs au carré* » face à l'arrivée des populations issues de l'immigration créait une double ségrégation spatiale susceptible d'alimenter la peur du « grand remplacement ».
Entre le « *Il y a de plus en plus d'immigrés en France* », constat factuel, et le « *On est plus chez nous* », prise de parti nécessairement politique sur un éventuel trop-plein d'immigrés, on trouve donc tout un échafaudage de représentations. Oui, le nombre d'immigrés augmente en valeur absolue et en proportion de la population mais on constate aussi de forts écarts, entre territoires mais aussi entre perceptions et réalité, de la part de citoyens parfois amenés à surestimer le nombre d'immigrés ou à dénier la qualité de Français à des petits-enfants d'immigrés nés en France. Ce décalage entre réalités statistiques et perceptions collectives révèle toute la complexité d'un débat où les chiffres s'avèrent autant des outils d'analyse que des arguments politiques. ●

(1) Kevin Arceneaux, « Évolution des attitudes anti-immigration en France (2013-2024) », Note de recherche du Cevipof, coll. « Fractures françaises », n° 4, octobre 2025.

(2) Bernard Aubry et Michèle Tribalat, « Les concentrations ethniques en France : évolution 1968-2005 », *Espace, population, sociétés*, 2011/3.

L'introuvable « grand remplacement »

Dans *Il n'y a pas de grand remplacement* (Grasset, 2022), Hervé Le Bras démontre que la concrétisation de la théorie de l'essayiste d'extrême droite Renaud Camus, selon laquelle « *les populations européennes, blanches et chrétiennes seraient menacées d'extinction suite à l'immigration musulmane provenant du Maghreb et de l'Afrique noire* », est mathématiquement impossible à l'horizon 2050.
Il fait la démonstration suivante : les enquêtes de l'Insee ont permis d'établir qu'en 2020, 4,2 millions de personnes en France étaient des immigrés venus d'Afrique ou d'Asie. L'accroissement annuel moyen de la population immigrée d'origine africaine et asiatique est alors de 97 000 personnes par an. En supposant que ce rythme se maintienne jusqu'en 2050, la France compterait alors 7,1 millions d'immigrés africains et asiatiques. À la même date, l'Insee estime la population française à 74 millions : le reste de la population serait donc dix fois plus important que les immigrés africains et asiatiques. « *Difficile de parler d'un "grand remplacement" dans de telles circonstances* », conclut Hervé Le Bras. **A.A.**

ENTRETIEN AVEC BRUNO PALIER

Tous feignants ?

Travail, je t'aime, moi non plus.

La critique du supposé désintérêt des Français pour le travail néglige, selon le chercheur Bruno Palier, les problèmes de qualité de vie au travail ou les incohérences des employeurs. PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIQUE LETOURNEUX



Au moment du récent débat sur l'avenir de la réforme des retraites, une vieille antienne est revenue dans le débat public : en France, les gens ne voudraient plus travailler. Ce discours fait reposer sur les seuls individus la responsabilité du manque d'attractivité de certains métiers et secteurs. Or, pour Bruno Palier, directeur de recherche du CNRS au Centre d'études européennes (CEE) de Sciences Po, il revient avant tout aux entreprises d'améliorer la qualité de vie au travail et de créer des espaces de dialogue et d'écoute. Le chercheur a coordonné, avec Christine Erhel, un collectif de chercheurs en sciences sociales qui a analysé les conditions de travail en France, dont l'étude a donné lieu à deux livres : *Que sait-on du travail ?* (Presses de Sciences Po, 2023), qui dresse un diagnostic complet, et *Travailler mieux* (PUF, 2025), qui rassemble des propositions concrètes pour améliorer les choses.

Régulièrement, on voit resurgir dans le débat public l'idée que « *les Français ne veulent plus travailler* ». Quelles sont les racines de ce discours ?
C'est un discours conservateur et clairement marqué à droite, porté par une grande partie du patronat. On en trouve trace dès le déploiement du système capitaliste et industriel. Il faut se rappeler que dès la fin du 19e siècle, Frederick Taylor, le père de l'organisation scientifique du travail, accusait les ouvriers de flânerie systématique. C'est même sur ce soupçon que repose toute cette organisation : il faut rationaliser le travail et ôter tout pouvoir à l'ouvrier dans la manière de le réaliser avec, *in fine*, l'objectif de le payer le moins cher possible. Dans une société qui s'appuie sur une économie industrielle, le rapport de force entre travailleurs et employeurs s'inscrit dans une logique dialectique. Quand les premiers sont en situation de force, qu'ils sont bien organisés dans une période de croissance et soutenus politiquement, le patronat est contraint d'accepter des avancées sociales, comme la semaine de 40 heures ou les congés payés sous le Front populaire en 1936…

Autrement dit, le discours sur le manque d'appétence pour le travail pourrait être vu comme une réaction du patronat aux périodes où les travailleurs occupent une position de force ?
Oui, il faut bien avoir en tête cette loi sociale générale : l'attention portée aux conditions de travail est orthogonale à la situation du chômage. Quand, dans les années 1950-1960, la France connaissait une situation de plein emploi, les salariés pouvaient s'exprimer sur leurs horaires, leurs conditions de travail, leur envie de participer aux décisions qui les concernaient, voire expérimenter des formes d'autogestion dans les années 1970… Dans les années 1980-1990, avec la montée de la précarisation de l'emploi, ces sujets vont complètement disparaître de l'agenda politique et des discussions entre partenaires sociaux. Ce qui importe alors avant tout, c'est de préserver l'emploi, sachant que





Bruno Palier

Directeur de recherche CNRS au Centre d'études européennes et de politique comparée (Sciences Po), il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la protection sociale et le travail, et a récemment codirigé les livres *Que sait-on du travail ?* (Presses de Sciences Po, 2023) et *Travailler mieux* (PUF, 2025).

l'argumentaire dominant côté patronal, c'est celui de l'armée de réserve : « *Si vous ne voulez pas de ce travail, des centaines d'autres attendent derrière la porte pour le prendre.* »
On a connu un dernier coup de balancier dans les années 2020, avec une baisse du chômage essentiellement due à un effet démographique. On est ainsi passé de plus de 300 000 nouveaux entrants sur le marché du travail au début des années 2000 à 150 000 au début des années 2020. Dans ce contexte, et à la suite de la crise du covid, on a vu apparaître dans le débat public le cas particulier des « secteurs en tension », comme celui de la restauration, qui avaient des difficultés à recruter. On a alors reposé la question des faibles rémunérations, de la pénibilité du travail, de la difficulté d'articuler vie privée et vie professionnelle…

En la matière, ces dernières années, le débat s'est aussi beaucoup focalisé sur les jeunes…
Quand la pression sur le marché de l'emploi est moins forte, les jeunes sont plus exigeants. Ils posent logiquement des questions sur les salaires, les perspectives de carrière. On lit ici et là qu'ils seraient moins enclins à s'engager, mais de la même manière que les entreprises imposent une période d'essai, ils préfèrent signer des CDD plutôt que des CDI pour tester les conditions de travail… Ce qui se comprend. D'ailleurs, des enquêtes, comme le récent rapport de l'Injep sur les jeunes et le travail (1), soulignent leurs attentes en général importantes vis-à-vis du travail. Si les cabinets de consultants répètent à longueur de journée que la « Gen Z » ne veut plus travailler – c'est un phénomène mondial qui ne touche pas que la France, d'ailleurs –, c'est surtout pour continuer à faire payer des diagnostics aux entreprises ou aux organismes publics !
Un peu comme une prophétie autoréalisatrice.

Comment peut-on mesurer l'attachement des Français à leur travail ?
Les Français sont, parmi les Européens, les plus attachés au travail : près des deux tiers d'entre eux affirment ainsi que le travail est très important (2). C'est même un marqueur central de leur identité. C'est tout le paradoxe : les Français mettent beaucoup d'attentes dans le travail, mais la vie au travail y est plus difficile qu'ailleurs. La dernière enquête Eurofound pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, publiée en 2024, souligne que la France est un des pays où la pénibilité est la plus importante : postures douloureuses, exposition au bruit et aux vibrations, aux produits chimiques…
En France, les taux d'accidents du travail, de maladies professionnelles, la prévalence des troubles musculo-squelettiques ou des risques psychosociaux sont ainsi plus élevés que dans la moyenne des autres pays européens.
Le système d'organisation du travail reste pour beaucoup très tayloriste : on continue de concevoir le travail comme un ensemble de tâches qu'on peut décomposer et assigner à des

© Alexis Lecomte/SciencesPo

travailleurs. Et surtout, ces dernières années, on observe une intensification du travail.

Comment cela se traduit-il concrètement ?
On a en tête l'image de Charlie Chaplin dans *Les Temps modernes* (1936), associée au travail à la chaîne en usine. Mais cette parcellisation des tâches vaut aussi pour le travail en entrepôt, où l'opérateur doit suivre les prescriptions de l'algorithme, ou encore dans les métiers du soin… Prenez l'exemple d'un Ehpad : les tâches sont assignées par une tablette, minutées et les personnes qui travaillent n'ont plus le temps de bien faire leur travail, de s'investir dans la relation. Dans un autre domaine, les travaux de François-Xavier Devetter et Julie Valentin sur les personnes qui travaillent dans les entreprises de nettoyage montrent que les surfaces en mètre carré qu'un employé est censé nettoyer ont été multipliées par plus de trois ces quinze dernières années (3). Cette intensification du travail coûte cher à notre économie en termes d'absentéisme, d'accidents du travail, de maladies professionnelles, de *turnover* pour les entreprises… Et surtout en termes humains : le travail abîme le corps et use l'esprit.

Dans vos travaux, vous expliquez que cette intensification du travail s'inscrit dans une logique « *low cost* » défendue par les entreprises…
Oui, en France, une grande partie du patronat – soutenue par une poignée d'économistes orthodoxes – défend que le manque de compétitivité des entreprises françaises s'explique avant tout par un coût du travail trop élevé. C'est ce que j'appelle la « logique *low cost* » : dans le discours dominant, si nos entreprises ne sont pas compétitives, ce n'est pas parce qu'elles n'investissent pas dans l'innovation, peinent à créer de nouveaux produits ou à se développer sur de nouveaux marchés… mais parce que le travail coûte trop cher.
Cette explication simpliste dédouane les entrepreneurs de leurs responsabilités. La solution passe par des exonérations massives de cotisations sociales et des aides pour les entreprises… Or, force est de constater que cet argent public (4) ne résout pas le problème, voire produit des effets pervers, en créant des « trappes à bas salaires ». Les employeurs ont ainsi tendance à payer les gens au smic et à ne pas les augmenter, car les exonérations et cotisations sociales sont moins élevées si les salaires dépassent le salaire minimum.
Cette recherche du moindre coût se traduit par une intensification du travail – produire plus en moins de temps –, mais aussi par la mise en place de stratégies visant à réduire la masse salariale. Elles consistent à délocaliser les emplois, à recourir à la sous-traitance, dont les conditions de travail sont beaucoup plus accidentogènes que la moyenne des entreprises, et à mettre au ban les seniors, qui sont censés être trop chers par rapport à leur productivité.

N'est-ce pas tout le paradoxe de l'actuelle réforme des retraites, qui en reporte l'âge de départ ?
Il y a effectivement une vraie contradiction entre la position du Medef, qui défend la réforme des retraites et le report de l'âge de la retraite à 67 ans, et l'attitude d'une grande partie de ses entreprises adhérentes, qui cherchent surtout à mettre les seniors sur la touche.
On a un taux d'emploi des seniors – les personnes de plus de 55 ans – très inférieur à la moyenne européenne : il y a un nombre croissant de personnes qui ne sont ni en emploi ni en retraite, qui sont licenciées avant l'âge de la retraite ou en inaptitude. Le fait de dire qu'elles ne veulent pas travailler plus longtemps est une sacrée entourloupe ! D'une manière générale, ce type de discours repose sur un double mécanisme de dénégation et de dénigrement. C'est une façon de reporter la responsabilité sur les individus et d'éviter de poser les questions en termes de réforme du monde du travail.
Ce n'est pas que les salariés ne veulent pas ou plus travailler, c'est surtout qu'ils ne veulent ni ne peuvent le faire dans ces conditions. Ce modèle arrive à épuisement social, économique et politique.

De quelle manière pourrait-on aborder le travail autrement ?
Dans mes travaux, je défends l'idée que l'issue passe par le déploiement d'un nouveau modèle fondé sur une différenciation par la qualité. Dans cette optique, la qualité se mesure à différents niveaux interdépendants : la qualité du service ou du bien produit ; la qualité du travail et la qualification des salariés. Le fait de travailler en crèche ou en Ehpad réclame des qualifications, des compétences relationnelles, organisationnelles. Les travaux de Pascale Molinier (5), et d'autres chercheurs qui croisent sociologie du travail et du genre, ont bien montré que l'essentialisation de ces métiers féminins était une façon de justifier le fait de ne pas les reconnaître à leur juste valeur et de les sous-payer. C'est le grand paradoxe : on n'arrive pas à valoriser collectivement des métiers (du soin, du lien, de la logistique, de la sécurité…) dont on a pu expérimenter pendant les confinements combien ils étaient essentiels au bon fonctionnement de la société. Ce sont des métiers qui restent parmi les moins bien payés, les plus précaires, avec des horaires décalés, et soumis à une forte pénibilité, etc. On reconnaît leurs titulaires quand on a besoin d'eux et surtout d'elles – car ce sont pour beaucoup des métiers féminisés – et on ne fait rien pour améliorer leurs conditions de travail. Cela renforce leur sentiment d'être méprisées. Or, ce mépris social, corrélé au manque d'autonomie et de reconnaissance dans le travail, sont les ingrédients qui contribuent à alimenter le vote d'extrême droite, comme l'a bien montré Thomas Coutrot (6). Il n'est pas donc pas seulement question de travail, mais bien de ce qui nous fait tenir ensemble. ●

(1) Clara Ponton *et al.*, « Le rapport des jeunes au travail en 2023. Résultats du baromètre DJEPVA sur la jeunesse », Injep, 2023.
(2) Maëlezig Bigi et Dominique Méda, « Prendre la mesure de la crise du travail en France », dans *Que sait-on du travail ?*, Presses de Sciences Po, 2023.
(3) François-Xavier Devetter et Julie Valentin, *Deux millions de travailleurs et des poussières. L'avenir des emplois du nettoyage dans une société juste*, Les Petits Matins, 2021.
(4) L'ensemble de ces politiques d'allégement des cotisations sociales coûte aujourd'hui près de 80 milliards par an au budget de l'État.
(5) Pascale Molinier, *Le Travail du care*, La Dispute, 2013.
(6) Thomas Coutrot, « Le bras long du travail. Conditions de travail et comportements électoraux », document de travail de l'Institut de recherches économiques et sociales, février 2024.

« *Les Français, nuls en économie* »

Sceptiques mais pas ignorants

Objet d'une attention croissante de la part des pouvoirs publics, le niveau de l'éducation financière des Français s'avère légèrement supérieur à celui de la moyenne des pays développés. SOPHIE GHERARDI

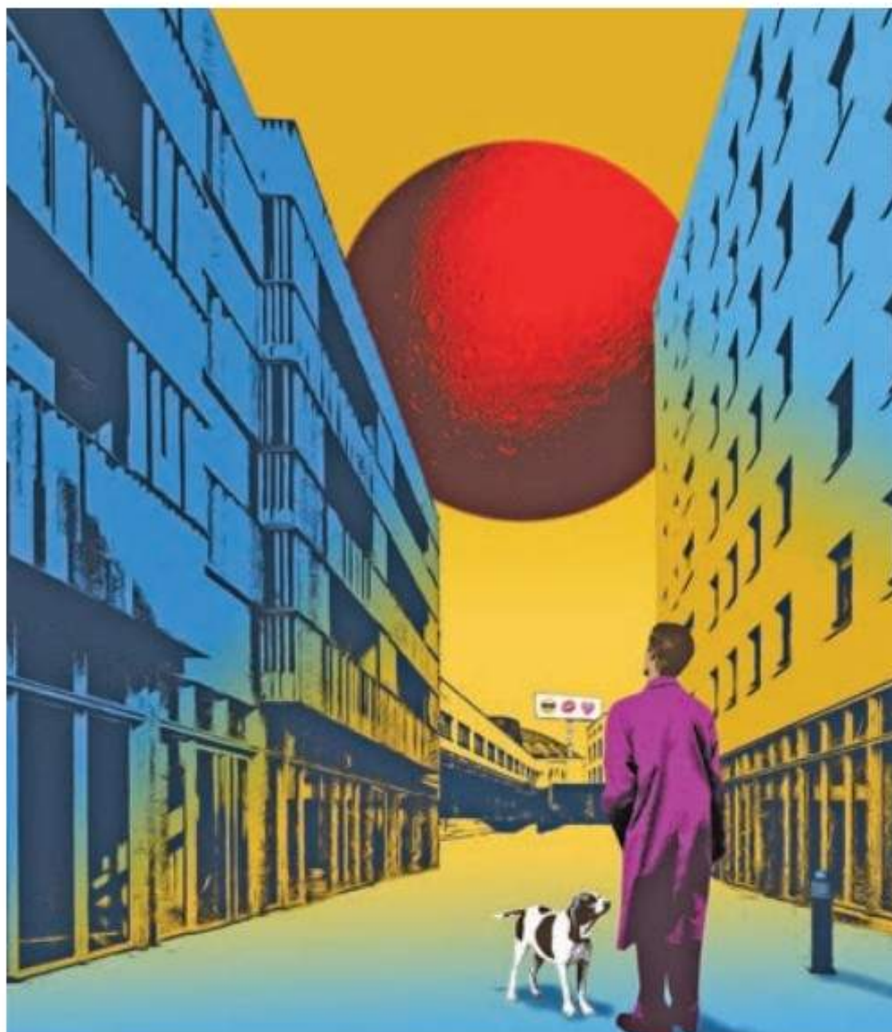
À force de se l'entendre dire, les Français se trouvent vraiment faibles en matière économique. Enfin, eux pour leur part, pas trop, mais les autres, ça ne fait pas de doute. La preuve, 80 % des personnes interrogées par l'Institut Bona Fidé pour le Cercle des économistes avant les 25e Rencontres économiques d'Aix-en-Provence 2025 estiment que les Français sont « *mal formés en économie* ». Mais 38 % de l'échantillon se considèrent comme compétents, ce qui cache une différence sociale : 55 % des diplômés du supérieur estiment comprendre l'économie, contre seulement 27 % des peu diplômés.

En tant que science, l'économie dispose d'une licence depuis 1959 et est enseignée au lycée depuis 1966. Elle est devenue obligatoire en classe de seconde avec la réforme menée par le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer en 2018. Mieux encore, l'enseignement des sciences économiques et sociales (SES), qui n'était suivi que par environ un tiers des lycéens généraux (ceux de l'ancienne série ES), est désormais choisi par 44 % des élèves en première, *via* différentes combinaisons de matières.

Évidemment, si suivre des cours à l'école suffisait à garantir un niveau, tous les Français sauraient parler l'anglais. Il fallait donc faire un petit peu plus, surtout après la grande crise financière de 2008, lors de laquelle l'action de ceux qui étaient considérés jusque-là comme les meilleurs experts avait mis l'économie mondiale au tapis. Depuis 2016, sous l'égide de l'OCDE, quelque 70 pays, dont la France, ont donc mis en place une « stratégie nationale d'éducation économique, budgétaire et financière » (dite Educfi). L'objectif est d'accroître le niveau de « littératie financière », que les économistes définissent de la façon suivante : « *Combinaison de conscience financière, de connaissance, d'habileté, d'attitudes et comportements nécessaires pour prendre les bonnes décisions financières et finalement arriver à un bien-être financier individuel apprécié par la personne elle-même* » (1). Le bonheur par l'Educfi !

Opératrice de cette stratégie, la Banque de France a mené des enquêtes très approfondies qui révèlent un « score global d'éducation financière » des Français de 12,45 sur 20, légèrement supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Alors, non, les Français ne sont pas particulièrement nuls en économie. Le pays peut d'ailleurs s'enorgueillir de cinq prix Nobel depuis la fondation en 1968 du « prix de la Banque de Suède en sciences économiques en l'honneur d'Alfred Nobel » (le franco-américain Gérard Debreu, Maurice Allais, Jean Tirole, Esther Duflo et Philippe Aghion, primé en 2025). Phénomène de librairie sans équivalent pour ce type d'ouvrage, *Le Capital au 21e siècle*, de Thomas Piketty, s'est vendu à 2,5 millions d'exemplaires à travers le monde. C'est plutôt le rapport à l'économie qui distingue les Français des autres peuples. Ils la considèrent davantage sous l'angle politique que sous l'angle des « mécanismes ». La question qu'ils se posent est plutôt « à qui va l'argent ? » que « comment se crée la richesse ? » Une sorte de scepticisme sur le monde tel qu'il va qui ne date pas d'hier. Il y a trente ans, l'écrivaine Viviane Forrester donnait déjà le ton avec un livre à succès intitulé *L'Horreur économique*. ●

(1) Adele Atkinson et Flore-Anne Messy, « Measuring Financial Literacy : Results of the OECD / International Network on Financial Education (INFE) Pilot Study », OCDE, *Working Papers on Finance, Insurance and Private Pensions*, n° 15, 2012.



© Pierre Paul Pariseau

« Les sportifs, trop payés ! »

La sueur vaut-elle des millions ?

On entend souvent combien il est injuste que tel ou tel champion soit payé des millions pour taper dans un ballon ou une balle. Une attaque qui ignore les réalités d'un marché sportif segmenté. ASSIA HAMDI

Il y a quelques mois, la France du foot a de nouveau brillé lorsque Ousmane Dembelé a remporté le Ballon d'or, récompense individuelle la plus prestigieuse. Quelques jours après la remise du trophée, la presse annonçait que l'attaquant du Paris Saint-Germain, plus gros salaire du championnat de France, tentait de renégocier à la hausse ses 1,5 million d'euros mensuels. De quoi alimenter les commentaires ironiques ou courroucés de ceux qui considèrent les footballeurs, ou plus généralement certains sportifs, « *trop payés* », nombreux si on en croit les quelques sondages d'opinion publiés sur le sujet ces dernières années.

Selon les économistes, ce reproche néglige la logique de marché, comme si les rémunérations très élevées des meilleurs footballeurs, même si elles peuvent sembler astronomiques au regard des salaires moyens des Français, n'intégraient aucun calcul rationnel. Dans un même championnat de foot, seule une minorité de joueurs attire ainsi les gros billets. « *Un joueur comme Ousmane Dembelé a un talent qu'il est le seul à proposer*, décrypte l'économiste Jean-François Brocard, enseignant à l'université de Limoges et membre du Centre de développement du sport. *Beaucoup de clubs le convoitent donc la confrontation entre l'offre rare et la demande forte débouche sur des salaires assez élevés.* »

Cette théorie dite des « superstars » a été développée en 1981 (1) par le chercheur américain Sherwin Rosen. Selon cet économiste du travail, dans le sport, le cinéma ou le mannequinat, la performance individuelle compte beaucoup et les « superstars » ne sont que très faiblement substituables entre elles : un club de football qui cherchera un remplaçant parfait à un Ousmane Dembelé ou à un Kylian Mbappé risque de se casser les dents… Les personnes les plus talentueuses au regard des attentes du marché vendent donc leur travail beaucoup plus cher : « *La demande qui entoure ces exceptions fait aussi augmenter les revenus liés aux droits télévisuels, au sponsoring, voire au merchandising* », complète Jean-François Brocard.

À la clef, des écarts de revenus creusés avec la masse des employés de leur industrie : non seulement tous les joueurs du championnat de France ne gagnent pas autant qu'Ousmane Dembelé (le salaire annuel moyen y est d'environ 115 000 euros par an, soit « seulement » deux à trois fois la rémunération moyenne brute d'un salarié du privé), mais ils sont confrontés, rappelle Jean-François Brocard, à « *l'incertitude de la blessure* » et à des possibilités de reconversion parfois « *plus limitées que les joueurs stars* ».

RESTES DE L'AMATEURISME DU 19e SIÈCLE

Selon le philosophe du sport Raphaël Verchère, auteur de *Sport et mérite, histoire d'un mythe* (Éditions du Volcan, 2022), cette logique du « trop payés » est l'héritière du 19e siècle, où on considérait que le sport, au risque de trahir ses valeurs, devait être pratiqué gratuitement. « *Dès lors qu'un athlète en tirait un revenu, il était traité de mercenaire. Le prolétaire qui faisait du sport devait lui-même compenser le manque à gagner.* »

La professionnalisation du foot, entre la fin du 19e siècle et les années 1930, a bousculé cette vision et il est désormais admis que le sportif professionnel exerce un emploi au même titre que l'ingénieur, le médecin ou l'avocat. « *On a pourtant conservé un jugement de classe* », nuance Raphaël Verchère.



S'il existe aussi de très hauts revenus dans d'autres sports, comme le tennis ou la formule 1, les critiques se concentrent régulièrement sur le football, sport des classes populaires, souvent utilisé pour se hisser socialement. « *Or, selon une certaine bourgeoisie, la classe populaire ne devrait pas sortir de sa trajectoire sociale.* »

Par ailleurs, n'y a-t-il pas une contradiction à défendre l'économie de marché tout en s'offusquant du fait que les footballeurs gagnent davantage que certains chefs d'entreprise ? En 2010, Nicolas Sarkozy, alors président de la République, s'était dit « *choqué* » par les salaires des footballeurs en réponse à une polémique suscitée par les émoluments d'Henri Proglio, à l'époque président d'EDF. « *Aurait-il émis la même critique pour un joueur de tennis ?* » interroge Raphaël Verchère avec ironie.

DES SOMMES FARAMINEUSES À NUANCER

Comme pour les autres sports, ceux qui se risqueront à adresser ce genre de reproche aux joueurs et joueuses de tennis risquent aussi de se tromper : on surestime souvent les rémunérations des talents de la petite balle jaune. Dans une thèse soutenue en 2023, la chercheuse Marine Fontaine a ainsi pointé la précarité et l'endettement des joueuses de tennis professionnelles, qui peuvent vite se retrouver dans une situation de « *vulnérabilité* » **(2)**. Une situation à laquelle les joueurs n'échappent pas : un tennisman classé parmi les 500 meilleurs mondiaux, qu'il soit aidé ou non par des sponsors, doit payer son coach, son partenaire d'entraînement, financer ses déplacements… et peut vite se retrouver à dépenser davantage d'argent qu'il en gagne.

Des voix s'élèvent en faveur d'une réduction des écarts de salaires dans le sport, et ici ou là des solutions commencent à émerger. En tennis, afin d'atténuer la précarité des joueurs les moins bien classés, le syndicat des joueurs, la Professional Tennis Players Association, appelle chaque année à une répartition plus égale des revenus, sans résultat pour l'instant. Dans le basket américain, le *salary cap*, ou « plafond salarial », limite l'enveloppe des revenus que les franchises (le terme employé outre-Atlantique pour désigner un club sportif) peuvent verser aux joueurs, afin d'amener plus d'équité. « *Mais elles restent libres, et si elles le dépassent, elles peuvent alors payer une taxe, ce qui leur permet de négocier des contrats plus élevés* », souligne Jean-François Brocard. Rien n'est trop beau pour un LeBron James, la star des Los Angeles Lakers, devenue ces dernières années le premier milliardaire en activité de la NBA. ●

(1) Sherwin Rosen, « The economics of superstars », *The American Economic Review*, vol. 71, n° 5, décembre 1981.

(2) Marion Fontaine, « "Mesdames, prêtes ? Jouez !" Sociologie des carrières des joueuses françaises de tennis », thèse de doctorat soutenue à l'université d'Artois, 2023.

Les critiques se concentrent sur le football, sport des classes populaires, souvent utilisé pour se hisser socialement.

© Séverine Scaglia

« Le niveau scolaire baisse »

Oui... et maintenant, que fait-on ?

Longtemps fantasmée, la baisse du niveau des élèves en français et en mathématiques est aujourd'hui clairement documentée. Mais ses causes restent difficiles à déterminer. C'est là-dessus que la recherche commence à se pencher, pour redresser la barre. MARION ROUSSET

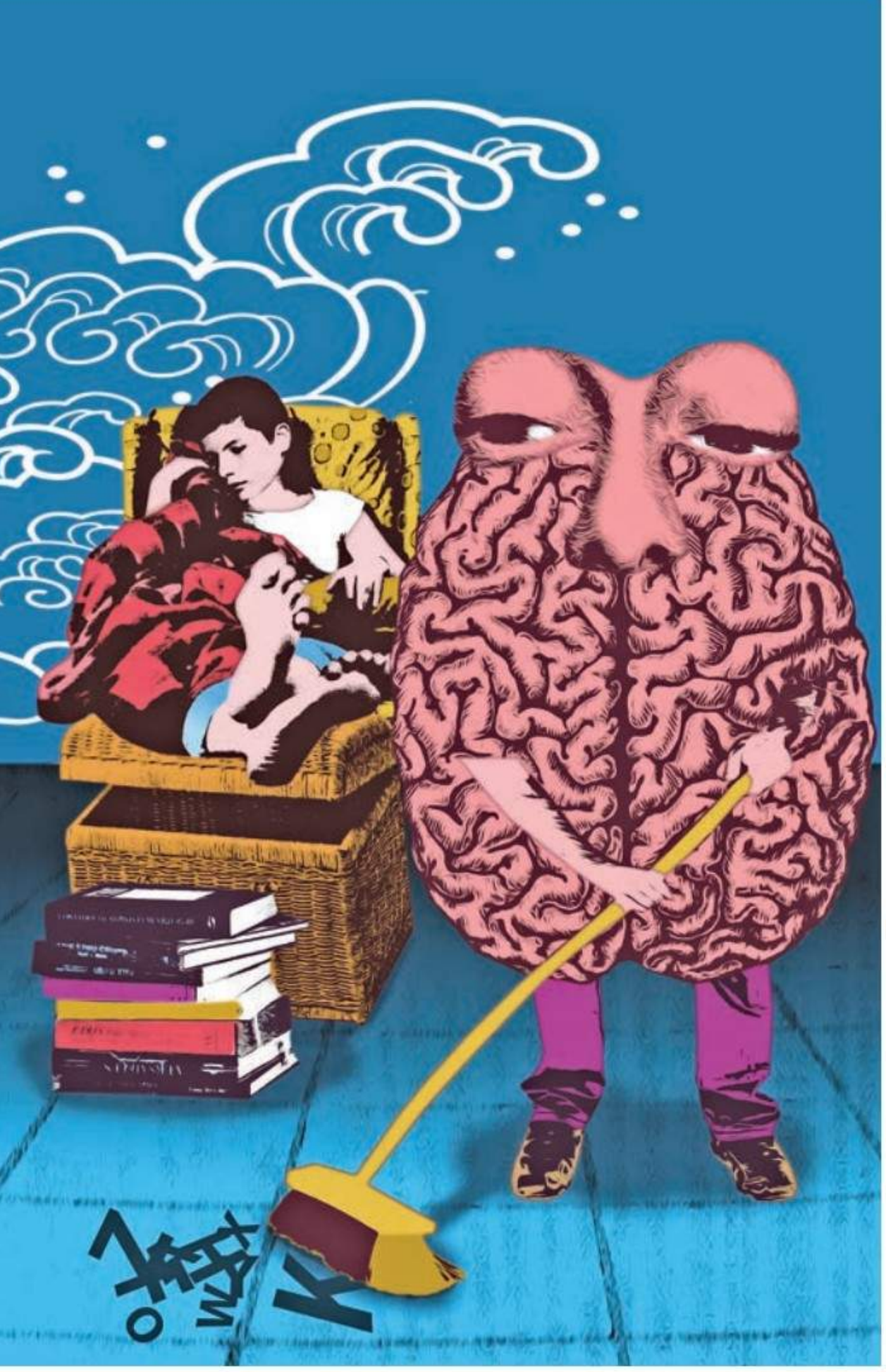
Rue de Grenelle, déplorer la baisse du niveau des élèves est devenu un rituel. Le ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Lecornu, Édouard Geffray, qui a érigé ce sujet en « *priorité* » nationale sur France Inter le 22 octobre, ne fait pas exception à la règle. Que des spécialistes de l'éducation corroborent ce constat pessimiste est davantage nouveau, tant celui-ci a fait l'objet de controverses. C'est pourtant officiel : nombre d'entre eux ne craignent plus, désormais, de parler d'un effondrement des performances scolaires en France, sur la foi d'enquêtes nationales conduites par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) et d'évaluations internationales.

Vieille comme l'école de la République et volontiers associée à des relents nostalgiques *(lire p. 60)*, la litanie d'une baisse de niveau des élèves s'est accompagnée, depuis la massification scolaire amorcée dans les années 1960, d'une interrogation récurrente sur la valeur des diplômes. Au grand dam des sociologues Christian Baudelot et Roger Establet, qui réfutaient « *la prétendue décadence de nos écoles* » dans un ouvrage paru en 1989, au titre gentiment impertinent : *Le niveau monte* (Seuil). « *Comme ils ne disposaient pas de la force de frappe statistique d'un organisme comme la Depp, ils ont convoqué des rapports de militaires sur le niveau scolaire des conscrits, qui attestaient d'une augmentation continue* », souligne aujourd'hui le sociologue Paul Gioia, postdoctorant au Pôle pilote de formation des enseignants et de recherche pour l'éducation (Ampiric), qui a enquêté sur les difficultés d'apprentissage de la lecture. Mais, ajoute ce chercheur, « *on peut crier au loup pendant une centaine d'années et, au bout d'un moment, le loup finit par apparaître* ».

Vingt ans plus tard, les deux sociologues nuançaient d'ailleurs leur constat dans *L'élitisme républicain* (Seuil, 2009), s'appuyant alors sur les enquêtes du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (Pisa) pour pointer un creusement des inégalités. Si les meilleurs s'améliorent, affirmaient-ils, les élèves en échec connaissent des difficultés croissantes.

Est-il toujours possible d'affirmer que le niveau ne baisse pas, voire qu'il monte ? En mai 2025, la Cour des comptes soulignait le déclin des performances des élèves du primaire, en particulier vis-à-vis de nos voisins européens, en dépit d'une augmentation constante de la dépense consacrée à cet échelon ces dix dernières années (1). Un constat conforté par le Haut Commissariat à la stratégie et au plan, selon qui « *en comparaison internationale, les élèves français du primaire, du collège, voire au début du lycée, ont aujourd'hui un niveau globalement moyen, voire faible, notamment en mathématiques et en sciences. En mathématiques, ce niveau s'est fortement dégradé au cours des trente dernières années, tant au primaire qu'au collège* (2). » Les évolutions des compétences en sciences et en compréhension de l'écrit y sont toutefois décrites comme moins alarmantes. Reste que pour Paul Gioia, « *le constat est sans équivoque : le niveau baisse de manière très importante et continue depuis une quarantaine d'années en français et en mathématiques. En France, on a longtemps refusé d'envisager que le niveau était en baisse mais la force des faits a brisé les résistances* ».

Pour s'en convaincre, il suffit de se plonger dans l'enquête « Lire, écrire, compter » de la Depp, qui évalue les performances des élèves de CM2 entre 1987 et 2007. Un déclin des compétences en lecture est constaté à partir de 1997, ainsi qu'une baisse des performances en calcul jusqu'en 1999, suivie d'une



Dans la phrase, « Le soir tombait », seuls 56,9 % des élèves de CM2 conjuguent correctement le verbe en 2021, contre 87 % en 1987.

stagnation. S'agissant de l'orthographe, la même dictée a été soumise quatre fois entre 1987 et 2021 : entre ces deux dates, le nombre d'erreurs – surtout grammaticales – a quasiment doublé. Dans la première phrase, « Le soir tombait », seuls 56,9 % des élèves conjuguent correctement le verbe en 2021, contre 87 % en 1987. « *Comparer les lycéens d'il y a quarante ans à ceux d'aujourd'hui n'aurait pas de sens, car les profils n'étaient pas les mêmes, mais en CM2, on avait déjà à l'époque l'ensemble d'une cohorte. Cette baisse de niveau ne peut donc pas être imputée à la massification scolaire* », assure Youssef Souidi, économiste de l'éducation.

Si cette massification, et avec elle l'arrivée d'élèves moins favorisés, ne peut expliquer le recul des performances scolaires, *quid* de l'idée, défendue par Christian Baudelot et Roger Establet, selon laquelle c'est moins le niveau qui baisse que les inégalités qui se creusent ? Les enquêtes Pisa montrent en réalité que, si la part d'élèves en difficulté est passée de 17 % à 29 % entre 2003 et 2022, celle des très performants n'a pas pour autant augmenté, mais au contraire baissé de 15 % à 7 %. « *L'écart entre les plus favorisés et ceux qui le sont le moins a augmenté jusqu'au milieu des années 2010, mais après il a eu tendance à s'atténuer* », complète Youssef Souidi. Selon Paul Gioia, la baisse de niveau touche toutes les catégories socioprofessionnelles : « *À la fin des années 1980, les enfants d'ouvriers avaient un niveau moyen en maths supérieur à celui des enfants de cadres et de professions intellectuelles aujourd'hui. En lecture, on peut faire plus ou moins le même constat : même si les enfants des catégories supérieures semblent un peu plus protégés, leur niveau baisse également, mais plus légèrement.* » Autrement dit, l'idée d'une France championne des inégalités où les bons éléments ne cesseraient de gagner en compétences a fait long feu. Quant à la variable de genre, elle se révèle elle aussi peu significative, selon le Haut Commissariat à la stratégie et au plan.

Reste un argument qui revient souvent pour atténuer ce constat : seuls certains savoirs fondamentaux, inchangés dans le temps, seraient pris en compte. « *Sans relativiser une baisse de niveau qui est mesurée et mesurable, je nuancerais en pointant qu'on n'évalue que certaines compétences, en français et maths* », avance ainsi l'historien Julien Cahon, maître de conférences à l'université de Picardie-Jules-Verne. Dans un article paru en 2023, le chercheur Azzedine Hajji pointait ainsi que les élèves se voyaient aujourd'hui amenés à maîtriser « *quantité de savoirs et d'habiletés qui n'étaient pas requis par le passé et à travailler sur la base de ressources – notamment numériques – plus riches et plus complexes qu'auparavant* » **(3)**.

UN TEMPS D'INSTRUCTION EN BAISSE

En tout cas, preuve est faite que le niveau a chuté dans les matières dites fondamentales, même si les causes restent difficiles à déterminer. Plusieurs hypothèses ont toutefois été soulevées, à commencer par le temps consacré à l'instruction. « *À l'école primaire, on est passé de trente heures de cours par semaine en 1945 à vingt-quatre heures aujourd'hui, ce qui équivaut à environ une journée de classe en moins* », relève Julien Cahon. Le passage à la semaine de quatre jours, en 2008, a fait perdre, d'après ses estimations, l'équivalent d'une année de scolarité à l'école primaire. « *Sans compter la suppression des classes qui accueillent les enfants dès l'âge de deux ans* », ajoute Stéphane Bonnéry, chercheur en sciences de l'éducation et auteur de *Temps de l'enfant, rythmes scolaires : vraies questions et faux débats* (éd. Fondation Gabriel-Péri, 2025), qui précise qu'au collège, la réforme de 2016 (qui a notamment remplacé des heures consacrées aux enseignements disciplinaires par des enseignements pluridisciplinaires au contenu très incertain) aurait fait disparaître « *la moitié d'une année scolaire* ». « *La corrélation entre le temps scolaire et le niveau des élèves n'a pas été prouvée,*

© Pierre Paul Pariseau

mais je pose la question », lâche-t-il. Le collectif « Sauvons les lettres » a fait le calcul pour cette matière : primaire et collège confondus, les élèves auraient perdu 522 heures de français entre 1968 et 2022.

Il n'empêche, cela n'explique pas tout. Bien que la France possède un temps d'instruction obligatoire supérieur à la moyenne occidentale et consacre plus d'heures que les autres aux fondamentaux, elle ne se démarque pas dans les tests Pisa. Faut-il incriminer la taille des classes ? Si elle a augmenté depuis 1980 dans les collèges, ainsi que dans les lycées généraux et technologiques, elle a baissé dans le premier degré. Quant à l'impact des dédoublements de classes en éducation prioritaire, il est discuté. Une étude de l'Institut des politiques publiques (4) indique qu'ils conduiraient à une amélioration des performances, quand d'autres chercheurs pointent une mesure aux effets timides. « *Si on ne change pas les pratiques pédagogiques, c'est normal que les résultats ne suivent pas* », soupire Paul Gioia, qui a démontré la supériorité de la méthode syllabique stricte en lecture, par rapport à la méthode mixte qui incorpore des approches globales. Selon ce sociologue, cette dernière est pourtant utilisée par « *plus de 95 % des enseignants de CP en France* ». Alors, quelle piste suivre ? Repenser les rythmes scolaires ? Réduire la taille des classes ? Mieux former les enseignants ? Un mélange des trois, sans doute. ●

(1) Cour des comptes, « L'enseignement primaire. Une organisation en décalage avec les besoins de l'élève », 2025.
(2) Pierre-Yves Cusset, « Niveau scolaire : faut-il s'inquiéter ? », Note d'analyse n° 155 du Haut Commissariat à la stratégie et au plan, juin 2025.
(3) Azzedine Hajji, « Le niveau baisse ? Le niveau monte ? Le niveau change ! », *La Revue nouvelle*, n° 8, 2023.
(4) Adrien Bouguen, Julien Grenet et Marc Gurgand, « La taille des classes influence-t-elle la réussite scolaire ? », *Les Notes de l'IPP*, n° 28, septembre 2017.

Comment l'orthographe est devenue un totem

La baisse du niveau a été déplorée bien avant de devenir réelle. Depuis le 19e siècle, l'inquiétude quant à la dégradation de l'orthographe est un thème récurrent, explique l'historien de l'éducation Claude Lelièvre, auteur de *L'école d'aujourd'hui à la lumière de l'histoire* (éd. Odile Jacob, 2021) et de *L'école républicaine ou l'histoire manipulée* (Le Bord de l'eau, 2022).

Quelle forme les lamentations sur la baisse du niveau en orthographe prennent-elles dans les archives ?
C'est un thème récurrent dès le 19e siècle. En 1886, l'écrivain et journaliste Albert Duruy explique que « *l'orthographe des étudiants en lettres est devenue si défectueuse que la Sorbonne s'est vue réduite à demander la création d'une nouvelle maîtrise de conférences dont le titulaire aurait pour principale occupation de corriger les devoirs de français* ».
En 1943, Jean-Baptiste Piobetta, auteur d'une thèse sur le baccalauréat, souligne que « *la participation aux épreuves d'un grand nombre de candidats médiocres a pour résultat inévitable d'abaisser le niveau de l'examen* ». Or, à l'époque, seulement 2 % des garçons passent le bac ! Dans un ouvrage qui s'appelle *Un gâchis qui défie les réformes d'enseignement secondaire*, paru en 1956, Noël Deska affirme qu'« *il est banal de trouver vingt fautes d'orthographe dans une même dissertation littéraire des classes terminales* ». Il poursuit sur le « *désarroi de l'école* » qui ne daterait « *réellement que de la IVe République* ». Si le constat est vrai aujourd'hui, il ne s'appuyait autrefois sur aucun indicateur valable.

L'orthographe a-t-elle toujours été une préoccupation forte ?
Cette discipline est devenue un totem en France, alors qu'elle n'intéresse pas la plupart des autres pays. Mais elle ne l'a pas toujours été. Pendant longtemps, l'enseignement de l'orthographe a été une préoccupation seulement pour les enfants du peuple. Il n'était pas central dans la formation des élites françaises, qui faisaient plein d'erreurs aux 18e et 19e siècles. L'essentiel, c'était que celles-ci maîtrisent le latin et le grec.

Comment expliquer que de nombreux instituteurs aient pu défendre, à partir du 19e siècle, cette idée d'une baisse du niveau ?
Cela tient, d'une part, à l'affrontement séculaire et féroce entre école privée et école publique, qui a entretenu des formes de dénigrement permanent et réciproque. D'autre part, à partir du moment où François Guizot est nommé ministre de l'Instruction publique, en 1832, on s'est mis à recruter les instituteurs essentiellement sur leur niveau en orthographe. C'est ce qui faisait la fierté de ces petits notables de village, et ce qui les différenciait des médecins et des avocats pour qui seuls comptaient le grec et le latin. Dénoncer la baisse de niveau en orthographe revient, pour les maîtres d'école, à défendre cette matière – et donc, aussi, leur corps et leur place. C'est une manière pour eux de se faire valoir, même si, paradoxalement, ils pouvaient être jugés comme responsables.

PROPOS RECUEILLIS PAR M.R.

« *La langue française est en danger !* »

Les six motifs d'une panique

Vocabulaire, orthographe, prononciation… : la langue ne cesse d'évoluer. Ne dites pas que vous en êtes stupéfaits ou inquiets, mais « chokbar de bz ».

RÉGIS MEYRAN

« *Djadja, genre, en catchana baby, tu dead ça* », ça vous dit quelque chose ? Ces mots parlent en tout cas au philosophe Alain Finkielkraut : celui-ci estimait récemment, au micro de sa propre émission de France Culture « Répliques », que le tube « Djadja » de la chanteuse Aya Nakamura reflétait le dépérissement actuel de la langue française. En fait, on ne compte plus les écrivains et éditorialistes déplorant que les gens ne savent plus parler le français. C'est ce que dénonçait déjà, en 2002, le philosophe et ministre de l'Éducation nationale, Luc Ferry, lors d'une conférence de presse : « *Nous sommes confrontés à un déclin de la maîtrise de la langue.* » En 2004, l'académicien Maurice Druon parlait même de « *non-assistance à langue en danger* » ! Ces prises de parole inquiètes renaissent aujourd'hui. On se saurait donc plus parler correctement le français ? L'enquête s'impose auprès des spécialistes du domaine, les linguistes.

— 1. Le phénomène de l'affrication

« *Avez-vous bien votre justificatchif qui va avec votre tchiquet ?* » La scène, observée par l'auteur de ces lignes, se déroule devant les portillons d'accès d'une station de métro parisienne. La contrôleuse, la quarantaine, s'adresse ainsi à deux jeunes filles. L'une dit alors à l'autre : « *Amandjine, réponds à la dame !* » Cette façon de prononcer les mots, de transformer les ti en tchi, les di en dji, s'appelle l'affrication. Ce phénomène a fait l'objet de nombreux contresens : Éric Zemmour, par exemple, y voyait, dans un tweet de 2024, l'indice du supposé « grand remplacement » menaçant l'Europe. En réalité, rien à voir avec l'Afrique : le terme désigne, en linguistique, l'usage successif de deux consonnes qui frottent l'une avec l'autre : par exemple, « tch ». Ce qui provoque avec le temps l'évolution du mot. Le phénomène existait déjà dans le bas latin (l'ancêtre du français) : ainsi, le mot « tchieff » a donné, au 17e siècle, « chef » ! C'est là une perte d'affrication. Le phénomène inverse, la création d'affrication, fut observé au siècle dernier dans les accents populaires marseillais ou des Français d'Afrique du Nord. Aujourd'hui, cette façon de prononcer les mots s'est diffusée massivement chez les jeunes dans tout l'Hexagone, grâce à des célébrités comme Aya Nakamura et Jul – et sans qu'on sache si son usage s'imposera définitivement, note la linguiste Maria Candea (1). L'affrication peut apparaître (elle existe aussi au Québec) ou disparaître : pas de quoi finalement crier au scandale.

— 2. Les parlers populaires ou argotiques

Les linguistes sont également unanimes en ce qui concerne la dangerosité supposée des parlers populaires ou argotiques : il n'y a jamais eu une unique langue française, celle-ci n'est pas la même selon la classe sociale du locuteur ou selon le contexte. Certains sociolectes, soit des langages propres à un groupe social, comme celui qu'on trouve dans des banlieues dites difficiles, peuvent heurter l'oreille d'une partie de la population – prenez par exemple cette inversion courante : « *Je sais pas c'est*



La lecture de livres, une pratique qui décline

En 2024, l'écrivain Alexandre Jardin déclarait avec fracas dans les grands médias, à l'occasion de la sortie de son ouvrage *Faire lire pour les nuls*, un « *état d'urgence panique* », estimant qu'« *une partie du pays décroche complètement* ». Les Français ne liraient plus ? Selon le baromètre 2025 « Les Français et la lecture » réalisé par Ipsos et le Centre national du livre (CNL), 56 % des Français se déclarent lecteurs « réguliers » (c'est-à-dire lisant « moyennement » ou « beaucoup »). Un chiffre au plus bas depuis le lancement de l'enquête, même si les variations ne portent que sur une poignée de points de pourcentage : en dix ans, il a fluctué entre 56 % et 61 %. « *La lecture est menacée* », s'est inquiétée Régine Hatchondo, la présidente du CNL, en pointant des données « *inquiétantes* » : la proportion de jeunes de 15-24 ans déclarant avoir lu au moins cinq livres dans l'année est ainsi passée de 81 % à 66 % en dix ans. Sur le plus long terme, les enquêtes sur les pratiques culturelles des Français menées depuis un demi-siècle par le ministère de la Culture montrent également une érosion de la lecture de livres, même si ce constat est à nuancer par les mutations de l'imprimé sur la même période (l'explosion des ventes de bandes dessinées et de mangas, par exemple) : la proportion de ceux qui déclarent ne lire aucun livre est montée de 30 à 38 % entre 1973 et 2018, et celle des « gros lecteurs » (vingt livres et plus par an) a baissé de 29 % à 15 %. Des chiffres qui auraient connu une relative stabilité sur la dernière vague de l'enquête (2008-2018), traduisant selon les spécialistes le maintien d'un « *socle* » de lecteurs dédiés à une « *pratique culturelle de niche* » **(1). R.M.**

(1) Claude Poissenot, « Les Français lisent-ils vraiment de moins en moins ? », *The Conversation*, 23 mars 2021.

© Julien Pacaud

qui», au lieu de «*Je ne sais pas qui c'est*». Or, quand on se dit heurté par un langage populaire, on affirme, peut-être sans s'en rendre compte, une forme de mépris social. Cela existe à l'égard des accents locaux, par exemple l'accent méridional : on parle alors de glottophobie. Mais c'est oublier que la langue évolue en permanence et intègre régulièrement des prononciations ou des expressions jadis vilipendées. Ces nouveaux usages peuvent s'imposer là où d'autres sont oubliés (qui dit encore «*c'est bath !*» de nos jours ?). Ainsi, si les mots «beauf» et «meuf» sont passés dans le langage courant et figurent dans le *Larousse*, sera-ce le cas bientôt d'expressions comme «chokbar de ouf» (je suis vraiment choqué) ou «fais belek» (fais attention) ?

— 3. L'écriture numérique

Autre argument avancé dans le débat : le rôle du monde numérique, des téléphones et des écrans, qui causerait la dégradation de la langue. Pour les Linguistes atterré·e·s, qui ont produit récemment un petit fascicule sur ces questions, *Le français va très bien, merci !* (Gallimard, 2023), il s'agirait d'une idée reçue. Selon eux, on n'a jamais autant écrit que depuis l'apparition des réseaux sociaux. Des milliards de messages s'échangent ainsi tous les jours. Il s'agit bien souvent d'une écriture rapide, se souciant peu de l'orthographe et souvent condensée («tkt» pour «ne t'inquiète pas»). Mais cela n'empêcherait nullement une inventivité langagière, agrémentée par les émojis. Pour d'autres au contraire, le digital a clairement un impact négatif sur la lecture et l'orthographe, car il entraîne des troubles de l'attention : en cause la lumière des écrans, mais aussi les fenêtres clignotantes, les publicités **(2)**...

— 4. L'invasion franglaise

Faut-il s'alarmer d'une invasion d'anglicismes, comme le regrettait dès 1964 l'écrivain René Étiemble dans son ouvrage *Parlez-vous franglais ?* Ou comme six académiciens, dans un rapport de 2022, dénonçant une perte de repères linguistiques chez nos compatriotes ? Il est vrai que l'usage de termes importés de l'anglais peut agacer, quand il existe déjà des mots français chargés de la même signification : *running* (course à pied), *followers* (abonnés), *pitcher* (résumer), *deadline* (date butoir), etc. Mais beaucoup de ces mots suivent une mode, et toute mode est fugace. Et il n'y a rien de plus naturel que les emprunts linguistiques, à une époque où l'anglais s'avère la langue internationale par excellence. Or, emprunt ne signifie pas soumission, rappellent les Linguistes atterré·e·s. Si le terme «franglais» désigne une fusion de deux langues pour en former une nouvelle, il faudrait alors parler de créole, comme par exemple en Martinique. Mais en France, rien de cela : le français conserve ses spécificités linguistiques. En poussant le bouchon, on pourrait même ajouter, avec le linguiste Bernard Cerquiglini, que la langue anglaise n'existe pas, puisque c'est du «*français mal prononcé*» **(3)** ! Celui-ci rappelle qu'un tiers des mots anglais sont d'origine française et 50 % d'origine latine. On pourrait en revanche déplorer, comme le linguiste Claude Hagège dans son *Contre la pensée unique* (2012), l'usage d'un anglais d'entreprise standardisé et dépourvu de subtilité littéraire, parfois qualifié de «globish» – voir l'usage des termes «*call*», «*ASAP*», «*manager*», «*forwarder*», etc.

— 5. L'écriture inclusive

Autre sujet qui fâche : l'écriture inclusive, cet ensemble de règles visant à inclure tous les genres dans le français écrit – une démarche appuyée par les féministes, pour éviter que le féminin soit systématiquement invisibilisé, dans un contexte patriarcal. Cela peut aller de l'accord de genre au plus proche («les hommes et les femmes sont contentes»), comme cela se pratiquait au Moyen Âge, à la controversée technique du point médian («content·e·s») et à l'usage de pronoms non genrés («iels»). Ces techniques ont été présentées comme un «*péril mortel*» par l'Académie française en 2017, et proscrites dans l'enseignement par une circulaire gouvernementale en 2021. Mais les Linguistes atterré·e·s tempèrent : il s'agit en fait de résoudre un problème de genre spécifique au français, qui confond le masculin et le générique (la proposition «les habitants ont voté» inclut hommes et femmes) et invisibilise les femmes. La féminisation des noms de métier ne devrait pas être un problème : on disait bien «autrice» au 17e siècle. Le point médian, s'il peut être lourd à lire, permet quant à lui de dépasser l'utilisation du masculin générique et d'inclure des personnes se déclarant non binaires. Il faut tester toutes ces techniques : on verra bien celles qui resteront dans l'usage.

— 6. La (non-)maîtrise de l'orthographe

La (non-)maîtrise de l'orthographe est une réalité. Comme le montre une enquête de 2021, le niveau en orthographe des écoliers français s'est effondré en trente ans : pour une même dictée, 13 % d'élèves faisaient moins de deux fautes en 1987, contre 2 % en 2021 ; et 7 % faisaient plus de 25 fautes, contre 27 % aujourd'hui **(4)** ! La lexicologue canadienne Mireille Elchacar rappelle toutefois qu'il n'y a jamais eu d'époque où tous les francophones maîtrisaient l'orthographe **(5)**. Déjà en 1879, 91 % des élèves échouaient au brevet élémentaire à cause de la dictée... et Ferdinand Buisson, alors directeur de l'Instruction primaire, tançait vertement le «*fétichisme de l'orthographe*» ! Et si les petits Français sont classés derniers, au niveau européen, en termes de compétences de lecture et d'écriture, cela serait dû à la complexité spécifique de l'orthographe française, qui demanderait un gros temps d'apprentissage. C'est pourquoi on trouve chez les linguistes des partisans de la réforme orthographique de 1990, qui reste facultative et propose quelques règles pour simplifier l'écriture et supprimer des anomalies («s'assoir» plutôt que «s'asseoir», etc.). D'autres chercheurs estiment que si les élèves font davantage de fautes d'orthographe et de grammaire, ils conservent le même niveau de vocabulaire et de compréhension de texte qu'en 1920 **(6)**. Selon eux, la complexité de la langue ne doit pas être une excuse : la faiblesse orthographique révèle une mauvaise transmission des compétences qui doit nous interroger. ●

---

(1) Maria Candea, «L'affrication, ça vous djit quelque chose ?», podcast de linguistique *Vox*, 2024.
(2) Thierry Baccino, «Lire sur internet, est-ce toujours lire ?», *Bulletin des bibliothèques de France*, n° 5, 2011.
(3) Bernard Cerquiglini, *La langue anglaise n'existe pas, c'est du français mal prononcé*, Gallimard, 2024.
(4) Yann Eteve et Xuan Nghiem, «Les performances en orthographe des élèves de CM2 toujours en baisse, mais de manière moins marquée en 2021», *Note d'Information*, n° 22.37, DEPP, 2022.
(5) Mireille Elchagar, «L'élitisme de la langue française», *Le Devoir*, 13 juillet 2024.
(6) Nadir Altinok et Claude Diebolt, «En orthographe, le niveau baisse : faut-il vraiment s'en inquiéter ?», *The Conversation*, 4 avril 2023.

« Les gens ne se parlent plus »

À moins qu'ils ne s'écoutent plus ?

Bavards derrière nos écrans, s'il s'agit de s'exprimer sur les réseaux sociaux ou d'envoyer des SMS, nous avons de plus en plus de mal à passer un coup de téléphone ou improviser une conversation dans la rue. SAMUEL LACROIX

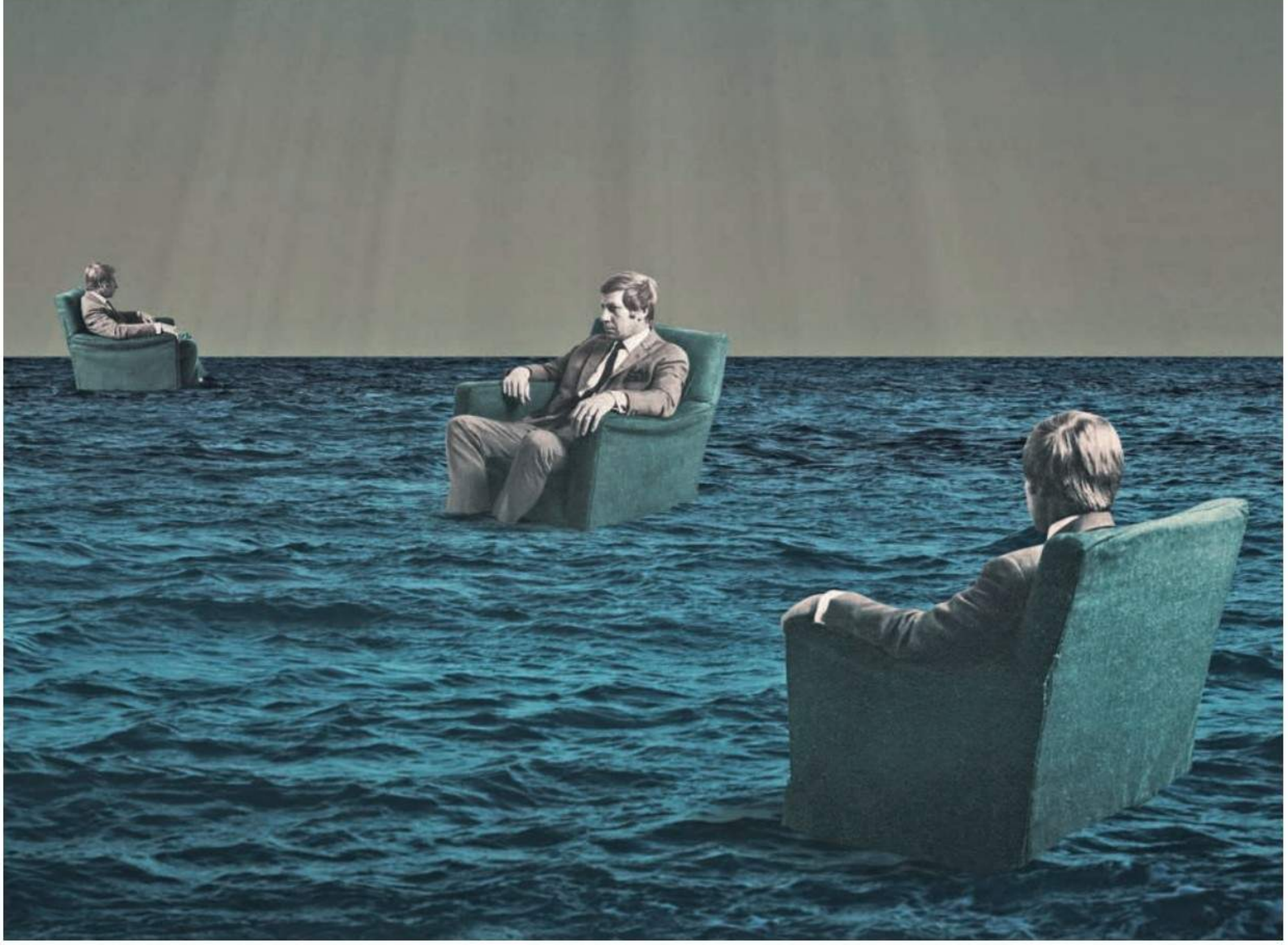
« *Marrant, ce petit monsieur qui parle à tout le monde !* » Voici une réflexion que nous avons récemment eue entre collègues dans le train, devant le spectacle d'un octogénaire taillant une bavette avec tous les voisins se succédant dans son carré de places. La précision concernant son âge n'est pas sans importance : cet homme a connu un temps où il pouvait être d'usage de converser avec des gens dans les transports, ceux-ci ayant davantage qu'aujourd'hui le visage offert au monde extérieur, et non rivé sur un écran.

Quiconque entre aujourd'hui dans un bus ou une salle d'attente a effectivement de fortes chances d'observer ses semblables captivés par leur écran de smartphone. Vu sous cet angle, difficile de contester que les gens se parlent moins qu'avant et manifestent en tout cas une forme d'indisponibilité à une conversation improvisée. Projetés dans l'ailleurs de la navigation sur téléphone, nous nous retrouvons régulièrement, selon le mot de la sociologue américaine Sherry Turkle, « *seuls ensemble* » (1).

Pas besoin, pour observer ce phénomène, de se rendre dans des espaces de transition ou d'attente en compagnie d'inconnus. Il s'observe lors de dîners en famille ou entre amis, ou chez ces couples qui ne se regardent qu'épisodiquement alors qu'ils partagent un repas au restaurant. Comme le note le neuroscientifique Michel Desmurget dans *La Fabrique du crétin digital* (Seuil, 2019), force études à l'appui, il suffit qu'un écran soit présent dans une pièce pour que les interactions interpersonnelles y chutent. De manière emblématique, au sein d'un foyer, plus il y a d'écrans, moins les mots échangés sont nombreux et variés. Le philosophe Jean Baudrillard l'avait déjà esquissé dans les années 1970 à propos de la télévision : celle-ci, écrivait-il dans *Pour une critique de l'économie politique du signe* (1972), « *est la certitude que les gens ne se parlent plus* ». Avec les smartphones, ils ne regardent même plus la même chose.

COMMUNIQUER N'EST PAS PARLER

Mais comment peut-on affirmer que nous ne nous parlons plus, alors que ces nouvelles technologies nous font sans cesse échanger avec les autres, avec lesquels nous sommes en permanence connectés ? À l'heure de la communication de masse et des réseaux sociaux, cette plainte paraît bien paradoxale. Toutefois, ces échanges relèvent-ils vraiment de la parole ? C'est la question que pose notamment l'anthropologue David Le Breton dans *La Fin de la conversation* (Métailié, 2024). À ses yeux, « *on n'a jamais autant communiqué, mais jamais aussi peu parlé ensemble* ». Que ce soit dans des appels, messages, commentaires ou autres « vocaux », nous ne sommes pas dans le domaine de la parole, du dialogue ou de la conversation. Dans l'échange téléphonique ou numérique, on demeure cantonné à une forme de bavardage ; un usage largement phatique d'un langage dans lequel, essentiellement, on se signale, et où point toujours le risque de ne pas être compris, d'être mal interprété ou « zappé » au profit d'une autre discussion. Cette communication est, malgré une attention diffuse, dans l'attente d'une réponse rapide (encouragée par la possibilité de savoir que l'autre a « vu » notre message ou par l'étonnement que constitue un blanc dans un appel) et fait de tout silence une anomalie. Or, comme le rappelle David Le Breton, « *parler, c'est aussi se taire ensemble, et cela sans suspecter une panne ou interruption de communication, pour s'écouter, comprendre les propos de l'autre, nourrir sa propre réponse* ». À l'inverse de la communication, précise-t-il, « *la conversation sollicite une disponibilité, un souci de l'autre, un échange, une flânerie, une*



lenteur, une intériorité, la valeur du silence et du visage, l'incertitude du cheminement. Elle est une consécration mutuelle qui exige que le fil invisible reliant les individus en présence ne se rompe pas».
Pour éviter ces pollutions inhérentes à l'échange «distanciel», rien ne vaut une rencontre en face à face, dont les outils numériques peuvent d'ailleurs faciliter la planification (mais aussi l'annulation…). Mais ces rencontres, à l'image de ces voisins qu'on n'a plus «besoin» de déranger pour un petit coup de main (un tutoriel sur YouTube ou ChatGPT suffit), sont rendues plus difficiles. Surtout, nos écrans mettent aussi en péril le dialogue réel lui-même, du fait des nombreuses interférences que leur simple présence engendre. Posés sur la table du foyer, du bar ou du restaurant, ils attirent les regards furtifs de leurs possesseurs, curieux de voir si une nouvelle notification n'est pas arrivée, interrompant éventuellement la discussion entamée lorsqu'elle advient. Cette fragmentation de l'attention et ces interruptions potentielles mettent à mal la conversation, rendue secondaire par rapport à la communication. «*L'autre devant soi*, écrit David Le Breton, *a ontologiquement moins d'épaisseur que les autres, virtuels, susceptibles d'envoyer un message, une notification ou de téléphoner. Celui qu'on abandonne ainsi se sent bien entendu d'un moindre intérêt que le portable de son interlocuteur.*»

RÉPARER LES PARLANTS

Pourquoi donc ces comportements ? Outre une forme d'accoutumance, il existe sans doute un confort des relations numériques, moins engageantes et sur lesquelles nous avons davantage de contrôle. Cela explique en partie la fortune que connaissent les échanges avec une intelligence artificielle, dont on sait qu'elle ne nous «jugera» pas, et la solitude croissante que connaissent notamment les jeunes générations, plus frileuses que jamais à l'idée de sortir de chez elles, surtout depuis la pandémie de covid **(2)**. Il y a donc là une volonté de se protéger du monde extérieur et d'autres qu'on craint de froisser ou d'énerver en cas de désaccords.

Le philosophe Gérald Garutti évoque ce constat dans son essai *Il faut voir comme on se parle* (Actes Sud, 2023) : si on n'a jamais autant pris la parole, en même temps qu'on s'écoute de moins en moins, c'est aussi parce que notre rapport au langage est vicié, que la parole est souvent réduite à sa dimension «*balistique*», à une éloquence agressive (dont les politiques se sont fait une spécialité) visant à imposer son point de vue à l'autre dans une *punchline* bien sentie. En somme, aujourd'hui, on parle, et on ne se parle plus. Sombre tableau que Gérald Garutti, qui a fondé en 2022 un Centre des arts de la parole à Aubervilliers, ne voit toutefois pas comme une fatalité : la parole, comme l'écoute, sont des arts et, en tant que tels, peuvent s'apprendre ou se réapprendre. Il semble d'ailleurs exister un désir partagé d'une parole sereine, ainsi qu'une claire conscience des effets délétères qu'induisent les nouvelles technologies pour la conversation ; pas moins de 84 % des Français estiment qu'elles jouent un rôle dans son délitement **(3)**. ●

(1) Sherry Turkle, *Seuls ensemble. De plus en plus de technologies, de moins en moins de relations humaines* (2011), L'Échappée, 2015.
(2) Voir notamment Vincent Cocquebert, *La Civilisation du cocon. Pour en finir avec la tentation du repli sur soi*, Arkhê, 2021.
(3) «La France face à la solitude : entre repli sur soi et quête de liens», sondage Ipsos pour la Fondation Groupe Casino, 25 avril 2025.

© Julien Pacaud



« *Y'a plus de saisons* »

Le vieux souci du temps qu'il fait

En apparence banale, l'inquiétude concernant le temps qu'il fait renvoie à une angoisse climatique enracinée depuis plusieurs siècles, et réactualisée par le changement climatique global. FABIEN LOCHER

Il n'y a plus de saisons… C'est le lieu commun par excellence, une rengaine qui vient lorsqu'on n'a plus rien à se dire. Mais c'est aussi bien plus : la trace d'un souci pour le « temps qu'il fait » et les soubresauts du climat, qui s'enracine dans l'histoire longue du rapport entre nos sociétés et leur environnement. Pour les hommes et les femmes de jadis, ceux des 18e et 19e siècles, les variations de l'atmosphère revêtaient une importance bien plus grande qu'aujourd'hui. Dans ces sociétés agricoles, une saison trop chaude ou trop froide, un orage de grêle pouvaient très vite signifier une récolte déficitaire, une pénurie de nourriture, l'impossibilité de ressemer l'année suivante. D'où un risque de famine et la perspective de troubles politiques se répandant comme une traînée de poudre dans les campagnes.

Au-delà de cette dimension agricole, les soubresauts du temps menaçaient toute la vie sociale, y compris en ville, notamment parce que les transports pouvaient eux aussi être affectés. En effet, des fleuves gelés ou en crue empêchaient un transport fluvial qui était, à cette époque d'avant le train, un vecteur de

Fabien Locher est chargé de recherche CNRS à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Il est notamment l'auteur, avec Jean-Baptiste Fressoz, de l'ouvrage *Les Révoltes du ciel. Une histoire du changement climatique (15e-20e siècle)* (Seuil, 2020).

© Franki Domino, Colagene Paris

communication essentiel. L'économie du bois, ainsi, dépendait très largement du flottage – le transport des troncs par voie d'eau – et donc des fleuves dont on scrutait l'état avec angoisse. Les voies terrestres, elles aussi, étaient vulnérables : embourbées par les pluies, elles devenaient impraticables. Les convois de céréales et les troupeaux ne parvenaient plus aux marchés urbains et la nourriture aux habitants des villes.

Mais il y avait bien plus. Jusqu'aux découvertes de Louis Pasteur, dans le dernier tiers du 19e siècle, la médecine européenne s'inspirait largement des écrits du médecin grec Hippocrate. On pensait que les états de santé et de maladie, physiques mais aussi mentaux, étaient influencés, voire déterminés, par le caractère du temps qu'il fait et du climat. Une saison hors norme, une séquence de pluie ou de sécheresse pouvaient ainsi augurer du déclenchement d'une épidémie ou du réveil de maladies chroniques. Le temps qu'il fait, en ce sens, renvoyait directement à soi, à la santé physique et aux variations d'humeur des individus. Ce n'est pas un hasard si les baromètres qui trônaient dans les salons du 18e siècle portaient souvent des miroirs : les consulter, c'était sonder son corps et son esprit pour en décrypter les mystères.

UN RÉSEAU D'OBSERVATION DÈS LE 18e SIÈCLE

La perspective d'évènements météorologiques désastreux, ou même d'une dégradation de long terme du climat, était aussi au cœur des préoccupations des gouvernants. D'abord, on l'a dit, parce qu'un temps défavorable pouvait très vite embrayer sur des révoltes paysannes et parfois urbaines, liées aux pénuries alimentaires. À cet aspect très concret s'ajoutait en France le rôle symbolique du roi, perçu comme un souverain nourricier garant de la stabilité des saisons et de l'accès au pain. Si Louis XIV était le « roi Soleil », c'était du fait de la volonté d'assimiler la magnificence de son règne à celle de l'astre solaire, mais aussi parce qu'il promettait, en chassant l'hiver de ses rayons, un printemps fécond pour les cultures.

Tout cela explique pourquoi le pouvoir royal organise en France, dès le 18e siècle, des réseaux d'observation météorologique nationaux pour quantifier les variations du temps. Les sociétés royales de médecine et d'agriculture, très liées au pouvoir, mobilisent des médecins et des propriétaires pour observer chaque jour des baromètres et des thermomètres soigneusement calibrés par le grand météorologue de l'époque, Louis Cotte. Il s'agit d'exercer une forme de surveillance à la fois climatique, agronomique et médicale. Mais l'espoir est aussi de parvenir, en accumulant des données, à découvrir des lois qui lieraient le « temps qu'il fait » et les mouvements de la Lune et des astres. Peut-être pourrait-on ainsi prévoir le temps longtemps à l'avance – et fournir à l'État un moyen précieux de gouverner le royaume.

On recherchait la régularité. Mais ces saisons jamais identiques à elles-mêmes, et parfois franchement hors normes, semblaient toujours déjouer les pronostics. Leur inconstance était lourde de menaces, car elle renvoyait aussi à une angoisse majeure des sociétés européennes des 18e et 19e siècles : celle d'un possible changement climatique causé par l'homme. Cette notion était très répandue, y compris chez les savants, et elle reposait sur l'idée selon laquelle agir sur les forêts, en coupant ou plantant des arbres, a un impact sur les pluies, les températures, la nature des saisons, y compris à l'échelle d'un pays ou d'un continent. Les séquences climatiques défavorables, comme l'« année sans été » causée en Europe en 1816 par l'explosion du volcan Tambora à Java en avril 1815, relançaient régulièrement cette angoisse d'un changement climatique en cours.

Le développement de la presse dans la première moitié du 19e siècle donnait une formidable caisse de résonance à cette idée. Pour les lecteurs, la notion qu'« il n'y a plus de saison » prenait, vue sous cet angle, un aspect profondément politique. Car parler de saisons dénaturées, c'était parler de changement climatique et désigner les gouvernements comme responsables puisqu'ils avaient provoqué, par de mauvaises politiques forestières, le déclin climatique (et agricole) du pays. Cela explique pourquoi, confronté à une série de mauvaises saisons, le gouvernement français lance en 1821 une enquête nationale sur le changement climatique destinée à le dédouaner. Le ministre de l'Intérieur interroge les préfets sur de possibles évolutions du climat de leur département depuis trente ans. C'est, pour le pouvoir de la Restauration, une façon non pas de nier l'existence d'un changement, mais de chercher à en rendre responsable la Révolution (depuis trente ans…). Les archives de cette enquête, qui ont été conservées, nous renseignent aussi sur l'état de l'opinion de l'époque. Les médecins, les professeurs, les propriétaires, les maires que les préfets interrogent pour nourrir leurs réponses sont unanimes : les saisons changent, se dégradent. Et pour beaucoup, c'est parce qu'on a détruit trop de forêts.

Les soubresauts du temps menaçaient toute la vie sociale, y compris en ville.

Cette idée d'un changement climatique causé par le déboisement perd en influence à la fin du 19e siècle. On continue de s'interroger sur l'évolution des saisons, mais plusieurs facteurs rendent cette question moins pressante. L'évolution des techniques agricoles et la facilité de transport des denrées alimentaires que permet le train éloignent peu à peu le spectre des pénuries agricoles. La médecine n'est plus hippocratique et un été pourri ou froid, plus synonyme de maladies potentielles. Les diagnostics sur une dégradation des saisons se dépolitisent, se vident de leur charge d'angoisse. Ils restent pour un temps dans le langage commun comme des énoncés fossiles, des constats dont on ne mesure pas ce qu'ils représentaient pour les hommes du passé.

Aujourd'hui, cependant, cette parole se repolitise et, de nouveau, charrie une inquiétude pour l'état de l'atmosphère. Les effets du changement climatique global causé par les gaz à effet de serre sont de plus en plus palpables : multiplication des évènements extrêmes, fonte des glaciers, mégafeux. Les canicules se multiplient en Europe, et peuvent être rapportées sans ambiguïté aux effets de l'action humaine sur la planète. « *Il n'y a plus de saison* » : cette parole longtemps lourde de sens, puis un temps vidée de sa substance, prend un tour nouveau. Elle appelle désormais une question : que faire ? ●



Chaque mois, nous vous proposons, « à l'aveugle », un grand texte lié au thème du dossier, pour vous inviter à en savourer les idées et le style, sans préjugés.

QUI A ÉCRIT CE TEXTE ?

*

La Doxa, c'est l'opinion courante, le sens répété, comme si de rien n'était. *C'est Méduse : elle pétrifie ceux qui la regardent. Cela veut dire qu'elle est* évidente. *Est-elle vue ? Même pas : c'est une masse gélatineuse qui colle au fond de la rétine. Le remède ? Adolescent, je me baignai un jour à Malo-les-Bains, dans une mer froide, infestée de méduses (par quelle aberration avoir accepté ce bain ? Nous étions en groupe, ce qui justifie toutes les lâchetés) ; il était si courant d'en sortir couvert de brûlures et de cloques que la tenancière des cabines vous tendait flegmatiquement un litre d'eau de Javel au sortir du bain.*
De la même façon, on pourrait concevoir de prendre un plaisir (retors) aux produits endoxaux de la culture de masse, pourvu qu'au sortir d'un bain de cette culture, on vous tendît à chaque fois, comme si de rien n'était, un peu de discours détergent.

Réponse : Roland Barthes, *Roland Barthes par Roland Barthes*, Seuil, 1975.

© Gordon Roberton Photography Archive/Bridgeman Images

La Doxa, c'est Méduse : elle pétrifie ceux qui la regardent.

FERNAND BRAUDEL

L'histoire à grande échelle

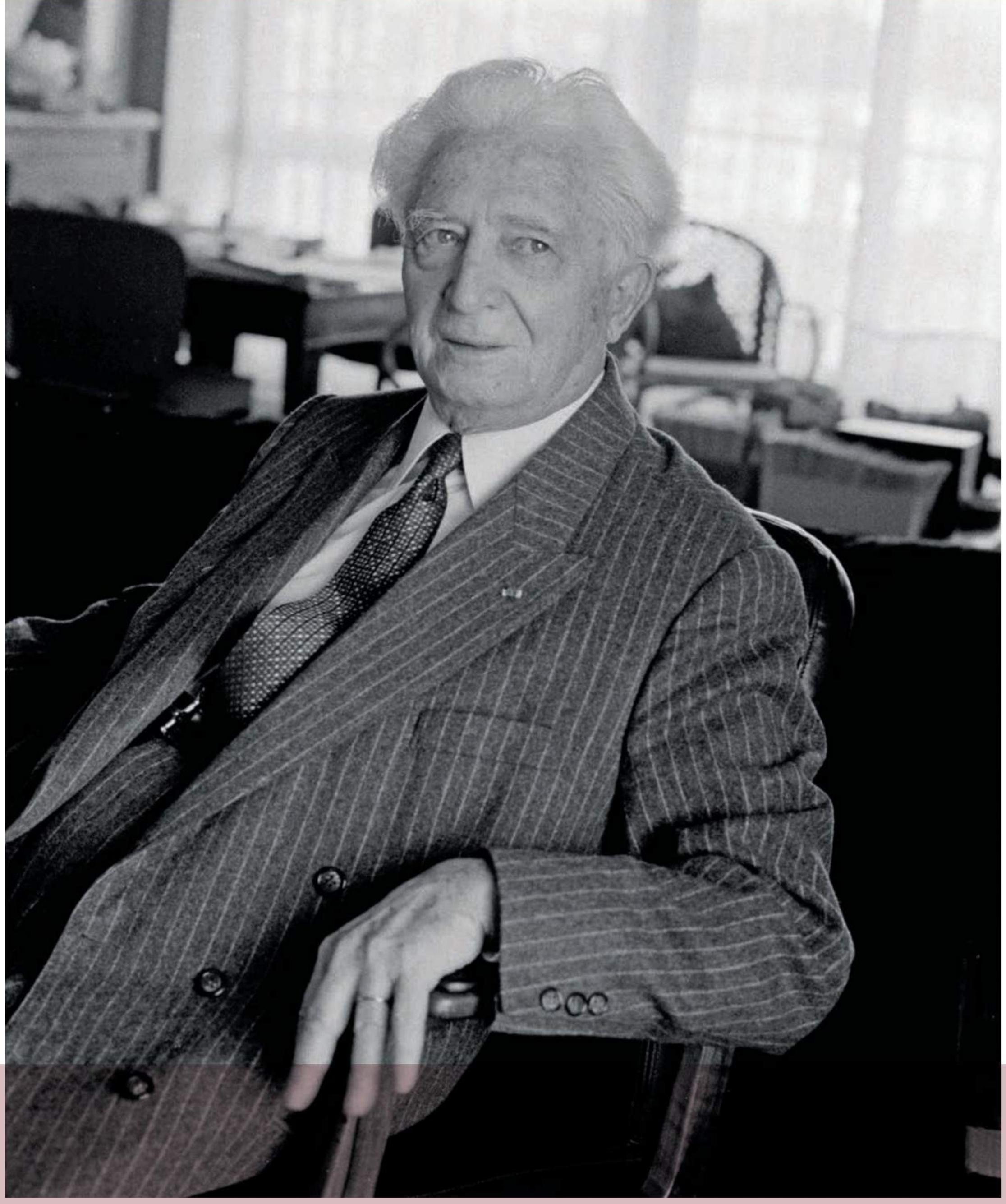
Académicien célébré et figure tutélaire des *Annales*, Fernand Braudel a régné sur la discipline historique de l'après-guerre aux années 1980. Héritier de Marc Bloch et Lucien Febvre, il a façonné une « nouvelle histoire » promise à un âge d'or, entre autorité intellectuelle et pouvoir institutionnel. FRANÇOIS DOSSE

Quarante ans après sa disparition, Fernand Braudel fascine encore. À Paris, la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH) vient de lui consacrer un grand colloque international, les 27 et 28 novembre dernier, sous la présidence de l'historien indien Sanjay Subrahmanyam. Des spécialistes du monde entier y ont revisité les grandes intuitions de Braudel sur la « longue durée », l'histoire globale, ou encore les études régionales (« *area studies* »). L'anniversaire de sa mort, le 27 novembre 1985, marque aussi l'actualité éditoriale. Les éditions des Belles Lettres publient notamment *Écrits*, volume monumental de plus de 1300 pages rassemblant une soixantaine de textes : des premiers articles de jeunesse en Algérie à des réflexions plus théoriques sur la Méditerranée, la civilisation et le capitalisme. Parallèlement, les éditions de la Maison des sciences de l'homme rééditent un ouvrage marquant et pourtant longtemps oublié : *L'histoire, mesure du monde*. Il rassemble des conférences que Braudel donnait pendant la Seconde Guerre mondiale : fait prisonnier par les Allemands, il improvise celles-ci à destination de ses codétenus, et jette déjà les bases de sa future pensée. Tout au long de sa vie, il développera des théories de grande ampleur et voudra même fonder l'ensemble des sciences humaines et sociales sur l'étude historique. Il deviendra un monstre sacré pour sa discipline, à fois penseur visionnaire, bâtisseur d'institutions et figure tutélaire pour toute une génération d'universitaires.

Fernand Braudel est né en 1902, et comme Victor Hugo – né cent ans plus tôt en 1802 –, il traverse tout son siècle : Hugo est décédé en 1885 et Braudel en 1985 ! Tandis que l'auteur des *Misérables* a passé son enfance à Paris, le jeune Fernand grandit à Lunéville, près de la frontière entre la Champagne et la Lorraine. Enjeu mortifère entre les Allemands et les Français au 20e siècle, ce territoire frontalier l'attache d'emblée à une histoire tragique. Lorsqu'il a 7 ans, ses parents quittent la région pour s'installer dans le Val-d'Oise, en région parisienne. À Mériel, son instituteur enseigne l'histoire de France à la manière d'une homélie dominicale à la gloire de la nation. Lui, le meilleur élève de la classe, sympathise avec un cancre qui deviendra célèbre, l'acteur Jean Gabin.

Mériel n'est qu'un intermède de deux ans et la famille s'installe à Paris, boulevard de Belleville. Le patriotisme de Lorrain de Braudel se nourrit de la nostalgie de sa région d'origine. Il est élève au lycée Voltaire de 1913 à 1920. C'est à Paris qu'il vit, adolescent, la boucherie qu'a été la Grande Guerre dans une atmosphère d'exaltation patriotique. Il poursuit ses études à la Sorbonne où son maître de l'époque, Henri Hauser, joue un rôle d'éveilleur à l'histoire. Il réussit le concours de l'agrégation en 1923, trois ans seulement après son baccalauréat. Classé 14e, à l'âge de 21 ans, il réalise un exploit qu'entend récompenser l'inspecteur général. Ce dernier lui propose d'enseigner au Prytanée de la Flèche, un établissement militaire prestigieux, ce qu'il refuse, rétorquant ne pas aimer l'armée. L'inspection prend note et l'envoie en Algérie au lycée de Constantine, alors qu'il souhaitait revenir dans sa région d'origine. Cette nomination détermine sa nouvelle passion, la Méditerranée à laquelle il consacrera une thèse, considérée comme son chef-d'œuvre.

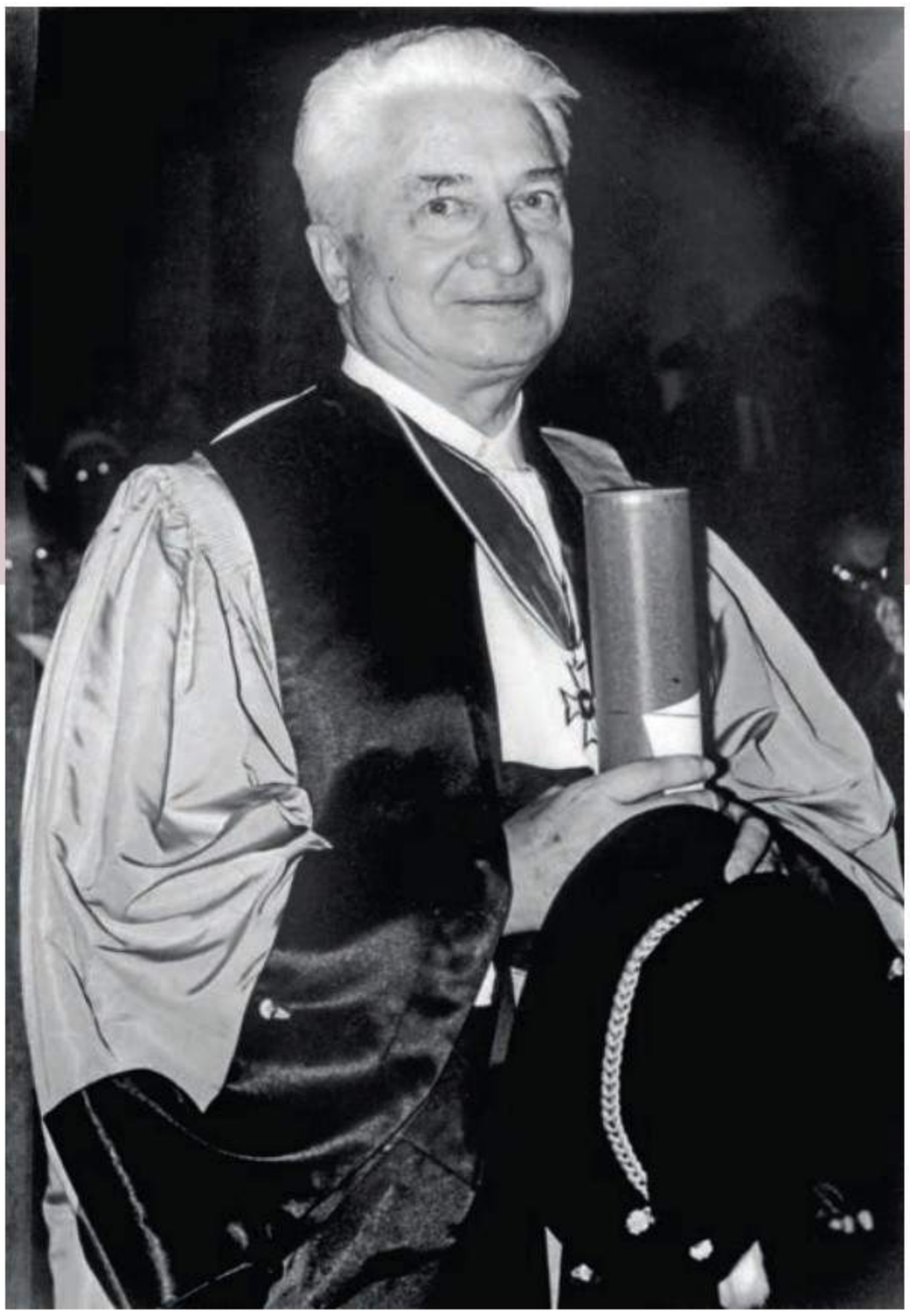
Après Constantine, en 1924, Braudel est nommé au lycée d'Alger. Il le quitte assez vite pour faire son service militaire en Allemagne, entre avril 1925 et octobre 1926. Après cet intermède, il se marie en 1927 et rejoint son poste à Alger, où il enseignera jusqu'en 1932. Il aura un élève qui deviendra célèbre : un certain Albert Camus. Il s'inscrit en thèse dans les années 1920 sur un sujet très classique d'histoire politique et diplomatique,



© Micheline PELLETIER/Gamma-Rapho via Getty Images

Fernand Braudel à Paris, le 13 juin 1984.

Une semaine après la signature par Pétain de l'armistice en juin 1940, il est fait prisonnier, envoyé en *Oflag* en Allemagne. C'est durant cette période de captivité qu'il rédige sa thèse.



Le 15 novembre 1965, Fernand Braudel est distingué docteur *honoris causa* en sciences économiques de l'université de Genève.

Braudel se préoccupe surtout de consolider et d'élargir le territoire de l'historien.

sous la direction de Georges Pagès : « Philippe II et la politique espagnole en Méditerranée de 1559 à 1574 ». L'orientation de sa recherche prend cependant une tournure nouvelle grâce à la relation épistolaire qu'il entreprend avec Lucien Febvre, directeur avec Marc Bloch de la revue *Annales d'histoire économique et sociale*. La rencontre décisive entre Braudel et Febvre date de 1937 ; les deux historiens, revenant tous deux d'Amérique latine, font la traversée de l'Atlantique sur le même bateau. Le dialogue commencé avec le fondateur de la revue des Annales ne sera jamais interrompu : « *Entré dans la vie de Lucien Febvre, j'y ai pris une place peu à peu grandissante, celle d'un enfant de la maison* », raconte-t-il dans *Éventail de l'histoire vivante* (1953).

Mobilisé dès le début de la Seconde Guerre mondiale, en 1939, Braudel est affecté en tant que lieutenant d'artillerie sur la ligne Maginot, le long de la frontière franco-belge. De la « drôle de guerre » à la percée allemande, il n'aura pas l'occasion de prendre part aux combats. Une semaine après la signature par Pétain de l'armistice en juin 1940, il est fait prisonnier, envoyé en Oflag en Allemagne, à Mayence puis à Lübeck. C'est durant cette période de captivité qu'il rédige sa thèse.

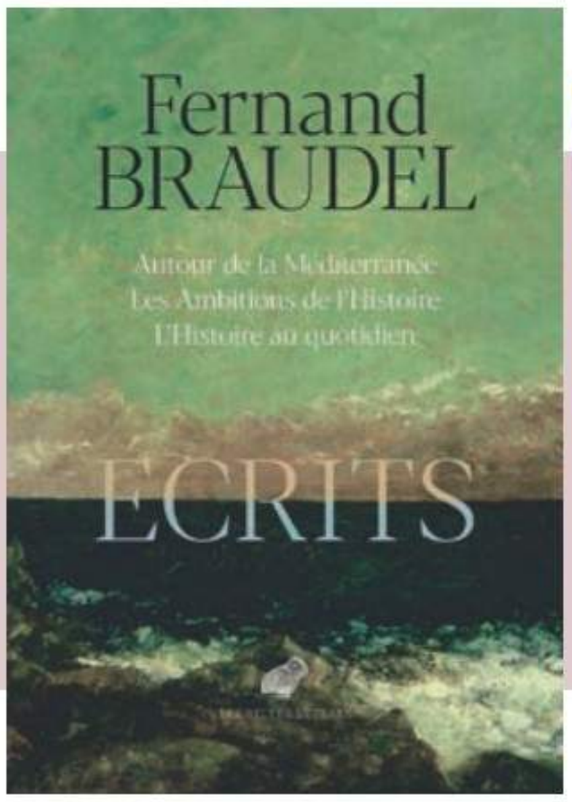
À la Libération, en 1946, l'historien Pierre Renouvin, qui règne sur la Sorbonne, propose à Braudel un cours sur l'Amérique latine au 18e siècle, qui suscite l'enthousiasme de ses étudiants. Une chaire d'histoire moderne se libère à la Sorbonne et Braudel s'y présente. Il reçoit le soutien actif d'André Aymard, son ami de jeunesse, et d'Ernest Labrousse. Mais Renouvin souhaite surtout renforcer son projet de rénovation de l'histoire des relations internationales, et décide d'appuyer Gaston Zeller. Il ferme ainsi la porte de la Sorbonne à Braudel, qui soutient sa thèse le 1er mars 1947 devant un jury présidé par le spécialiste de géographie historique, Roger Dion. Ce travail sera publié en 1949 sous le titre *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*. Très rapidement, Braudel accède à des positions de pouvoir dans l'institution universitaire. Il est nommé président du jury de l'agrégation d'histoire et en 1950, et élu à la même date au Collège de France. Il n'a alors que 48 ans.

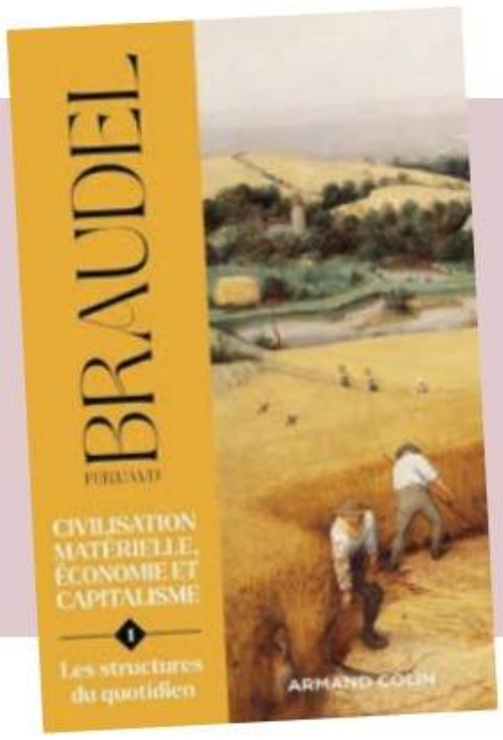
LA CONQUÊTE DE L'HÉGÉMONISME HISTORIEN

Le climat qui prévaut dans l'après-Seconde Guerre mondiale est favorable à la rénovation. Fernand Braudel devient un véritable entrepreneur. Orfèvre en matière d'organisation, il se préoccupe surtout de consolider et d'élargir le territoire de l'historien. À partir de 1946, la revue des *Annales* change de nom. Elle abandonne dans son titre la référence à l'histoire pour s'appeler désormais *Annales. Économies, sociétés, civilisations*. Ce changement marque la volonté de réaliser l'osmose entre les diverses sciences sociales, les historiens étant les maîtres-d'œuvre de cette synthèse. La direction de la revue se réorganise du fait des disparitions de la guerre. Il n'y a plus qu'un seul directeur, Lucien Febvre, mais il s'adjoint dans le comité de direction Fernand Braudel. Ce dernier prendra sa succession à la tête de la revue en 1947. La même année, la fondation Rockefeller permet la création en 1947 d'une VIe section de l'École pratique des hautes études, consacrée aux sciences sociales (qui deviendra l'EHESS en 1975). Febvre est élu président de cette nouvelle institution en mars 1948 ; il désigne Braudel comme responsable de son organisation et directeur du Centre de recherches historiques (CRH). C'est à partir de ce Centre que la pratique historienne des Annales conquiert progressivement une position hégémonique. Le rayonnement du Centre traverse l'Atlantique et les contacts se multiplient avec les pays d'Amérique latine, ainsi qu'avec le monde anglo-saxon.

Lucien Febvre apprécie en Fernand Braudel sa capacité d'organisateur. Pour Braudel, la VIe section est un instrument décisif dans un processus plus vaste d'ingestion des sciences sociales au profit de l'historien, lui donnant une assise institutionnelle financée par les Américains. Aux yeux de ces derniers, Braudel est rassurant par son adhésion à un monde atlantique qui se détache de plus en plus de la puissance soviétique continentale. Mais il n'en accepte pas pour autant l'inféodation même lorsque

© Keystone-France/Gamma-Keystone via Getty Images





les pressions se feront plus fortes au cœur de la guerre froide. Il refusera, par exemple, de se séparer de Jean Chesneaux, qui n'a jamais caché ses sympathies maoïstes, et imposera aussi des personnalités comme Annie Kriegel, Claude Frioux, alors membres du Parti communiste français, ou encore le socialiste Georges Haupt…

Fin 1951, Lucien Febvre et Fernand Braudel sollicitent de nouveau un programme de financement à la fondation Rockefeller. Les fonds avancés ont été jusque-là modestes. Il est question de soutenir financièrement l'organisation de colloques interdisciplinaires, ainsi que le programme du Centre de recherches historiques dirigé par Braudel. Celui-ci a mis en chantier toute une série d'études sur les ports, les trafics, les routes, les échanges économiques internationaux entre le 15e et le 18e siècle, assurant ainsi la domination de l'histoire économique. Dans les années 1950 sont ainsi apparues, impulsées par Braudel, les grandes collections dédiées de la VIe section : « Ports, routes, trafics » ; « Monnaies, prix, conjonctures » ; « Affaires et gens d'affaires » ; « Hommes et terres » ; « Sociétés et civilisations ».

Entre la fin des années 1950 et la première moitié de la décennie suivante, Fernand Braudel débat longuement du statut et de la vocation de l'historien avec Claude Lévi-Strauss, éminent représentant de l'anthropologie française. À l'époque, ce dernier vient de démontrer la force d'un programme de recherche structuraliste, qui entend fédérer toutes les sciences humaines dans une sémiologie généralisée, entendue comme une nouvelle science de la communication. Dès 1949, Lévi-Strauss reprend le débat entre histoire et sociologie là où l'avait laissé le sociologue François Simiand en 1903, et ajoute : « *Que s'est-il passé depuis lors ? Force est de constater que l'histoire s'en est tenue au programme modeste et lucide qui lui était proposé, et qu'elle a prospéré*

L'une des plus anciennes cartes imprimées de la ville d'Alger, créée en 1575 par Georg Braun et Frans Hogenberg et publiée dans *Civitates orbis terrarum*, Cologne, 1572-1616.



© Library of Congress



Le prêteur sur gages, détail de *La Trahison de Judas*, fresque de Giovanni Canavesio, 1491, chapelle Notre-Dame des Fontaines, La Brigue, France, 15e siècle.

selon ses lignes… Quant à la sociologie, c'est une autre affaire : on ne saurait dire qu'elle ne s'est pas développée (1).» L'historien, selon Lévi-Strauss, incarne un niveau essentiel du réel, mais son seul plan empirique d'observation l'empêche de modéliser des explications plus théoriques. Il est ainsi condamné au chaos de la contingence, à moins de se munir de la grille de lecture de l'ethnologue. Pour Lévi-Strauss, autrement dit, les phénomènes conscients s'interposent comme autant d'obstacles entre l'observateur et son objet, alors que l'anthropologie se donne pour horizon de scruter le niveau inconscient des pratiques sociales. On mesure l'ampleur du défi que représente un tel programme pour l'historien, notamment lorsqu'il est exprimé par l'auteur de ce qui est devenu au milieu des années 1950 un best-seller : *Tristes Tropiques*. En 1962, dans *La Pensée sauvage*, Lévi-Strauss se montrera encore plus sévère vis-à-vis de l'histoire, présentant cette discipline comme l'expression d'un mythe.

Fernand Braudel, qui a bien compris la vigueur et le danger du défi lancé par Claude Lévi-Strauss, lui oppose l'héritage de Marc Bloch et de Lucien Febvre : celui d'une nouvelle histoire ouverte à l'économie et à la société. Braudel est plus généralement partisan d'une libre circulation des idées et des personnes entre les diverses sciences humaines, considérant que l'histoire ne peut que sortir grandie de ces confrontations. En 1950, lors de sa leçon inaugurale au Collège de France, il évoque ainsi les concurrents de l'histoire : «*Nous avons vu naître, renaître et s'épanouir, depuis cinquante ans, une série de sciences humaines impérialistes.*» Le ton est donné, il est celui de la défense d'une identité disciplinaire face à ces jeunes pousses que sont la sociologie ou l'anthropologie. Sa stratégie consiste à adopter un double langage pour les apprivoiser : d'une part, il affirme l'unité de ces sciences de l'humain, que rien ne différencierait au fond de l'histoire ; d'autre part, il entend mener le combat contre ceux qui prétendraient prendre la place de sa discipline. La réponse précise au défi lancé à l'histoire par Lévi-Strauss dans son article « Histoire et ethnologie » (1949), republié en 1958 dans *Anthropologie structurale*, est donnée par Braudel dans un article-manifeste, « Histoire et science sociale : la longue durée ». Celui-ci paraît la même année dans les *Annales* et entend montrer que toutes les sciences sociales naviguent sur les eaux historiennes de la longue durée.

UN HISTORIEN DE L'ÉCONOMIE-MONDE

Après avoir dominé l'histoire économique, avec Ernest Labrousse, Fernand Braudel publie en 1979 une imposante trilogie intitulée *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. 15e-18e siècle*. Il reprend à cette occasion le volume qu'il a consacré

© DeAgostini/Getty Images

Braudel est partisan d'une libre circulation des idées et des personnes entre les diverses sciences humaines.

à La Civilisation matérielle, publié en 1967 dans la collection « Destin du monde », qu'il remanie dans sa nouvelle version. L'ouvrage suscite un grand intérêt chez beaucoup d'économistes, conscients des limites des modèles mathématiques et cherchant à donner une épaisseur temporelle aux indicateurs économiques. Jacques Attali, à l'époque jeune docteur en économie et collaborateur de François Mitterrand, proposera même qu'on attribue à Braudel le prix Nobel ! L'historien devient une référence majeure des économistes de la régulation, comme Michel Aglietta, Robert Boyer ou encore Alain Lipietz. Ces chercheurs voient notamment dans son œuvre une clé pour comprendre le fait que le capitalisme ne se développe pas partout ni à la même vitesse dans un système mondialisé.

Fin connaisseur des diverses interprétations de la genèse du capitalisme, Braudel privilégie en effet le classement des faits économiques et les équilibres de longue durée, sans oublier l'horizon d'une histoire globale. Pour Braudel, l'*Homo œconomicus* – cet individu guidé par l'intérêt économique – permet notamment de penser un temps intermédiaire : celui des cycles économiques. Il fait ainsi le lien entre les évolutions lentes du cadre géographique et les soubresauts de l'histoire politique. Le niveau économique lui sert aussi à réintroduire une dynamique historique. Sur ce plan, il est conduit à se confronter au paradigme dominant à l'époque : le marxisme. Pour Braudel, le capitalisme ne se confond pas avec la croissance du marché, mais est extérieur à celui-ci. Il perçoit par ailleurs sa genèse beaucoup plus tôt que Marx. Selon ce dernier, la rupture intervient avec la massification de la production des marchandises, aux 18e et 19e siècles, durant la révolution industrielle ; elle repose ainsi sur l'exploitation du travail des salariés coupés de la possession des moyens de production. Pour Braudel au contraire, le capitalisme se développe, plus que dans la production, d'abord dans le monde des échanges de biens et d'argent, dès le 15e siècle, voire avant, avec le développement des marchés, des foires, puis des compagnies marchandes et du commerce international. Il en situe donc les origines bien avant ce qu'affirmaient les marxistes : « *C'est par excellence dans la circulation que le capitalisme est chez lui* », note-t-il dans sa trilogie dédiée. C'est dans ces vastes espaces que se structurent les grands axes d'échanges entre civilisations. Il privilégie notamment les échanges de métaux précieux, et donc le rôle devenu prédominant de la monnaie.

Braudel décrit plus généralement l'économie comme une construction à trois niveaux : les évènements, la conjoncture et la structure. Le premier étage correspond à la vie matérielle et quotidienne d'une population. Elle repose sur les habitudes, les gestes répétés et la satisfaction de besoins élémentaires (se nourrir, se loger, travailler…). L'échange primaire, le troc, s'intègre dans cette zone opaque, qui échappe au marché. Le deuxième étage est à l'inverse rattaché à l'économie de marché classique. C'est le monde des transactions directes entre producteurs et consommateurs, se déroulant à de petites distances et de façon transparente. Le bourg offre, selon Braudel, le cadre le plus propice au développement de cette économie. Des marchands itinérants contribuent à élargir ce marché, à travers ce que Braudel appelle « la sphère de circulation », mais ce rayonnement reste limité. À ce stade, nous sommes aux confins du troisième étage : le capitalisme.

LE RETOUR SUR LA MAISON FRANCE

Fernand Braudel, qui a ouvert le cadre de ses études historiques à une échelle mondiale, va pourtant, au soir de sa vie, revenir au cadre national. Dans le contexte du début des années 1980 favorable au retour aux frontières hexagonales, Alain Decaux avait mis le feu aux poudres le 20 octobre 1979 en lançant : « *On n'apprend plus l'histoire à vos enfants !* » Ce cri d'alarme visait à la fois la relégation de l'histoire dans le primaire, comme une des options possibles d'un bouquet de disciplines dites d'éveil, et le contenu de programmes. Celui-ci avait radicalement rompu avec le « roman national » pour lui substituer une histoire éclatée, lente et sérielle. Lorsqu'en mai 1981, la France change de couleur politique et que François Mitterrand prend ses fonctions à l'Élysée, le nouvel élu s'empare du dossier. À l'issue du conseil des ministres du 31 août 1983, le porte-parole du gouvernement, l'historien Max Gallo, déclare sur le perron de l'Élysée que le Président s'est montré « *scandalisé et angoissé* » devant « *les carences de l'enseignement de l'histoire* » qui conduisent « *à la perte de la mémoire collective des nouvelles générations* ». Le chantier d'une vaste réforme est lancé. L'enjeu est de retrouver les bases d'une culture partagée autour de l'histoire nationale, comme l'affirme le ministre de l'Éducation nationale, Alain Savary, au colloque de Montpellier de 1984 : « *Il est raisonnable de commencer par elle, car c'est elle qui permet à l'enfant de faire le plus simplement connaissance avec le cadre chronologique indispensable à toute intelligence historique.* »

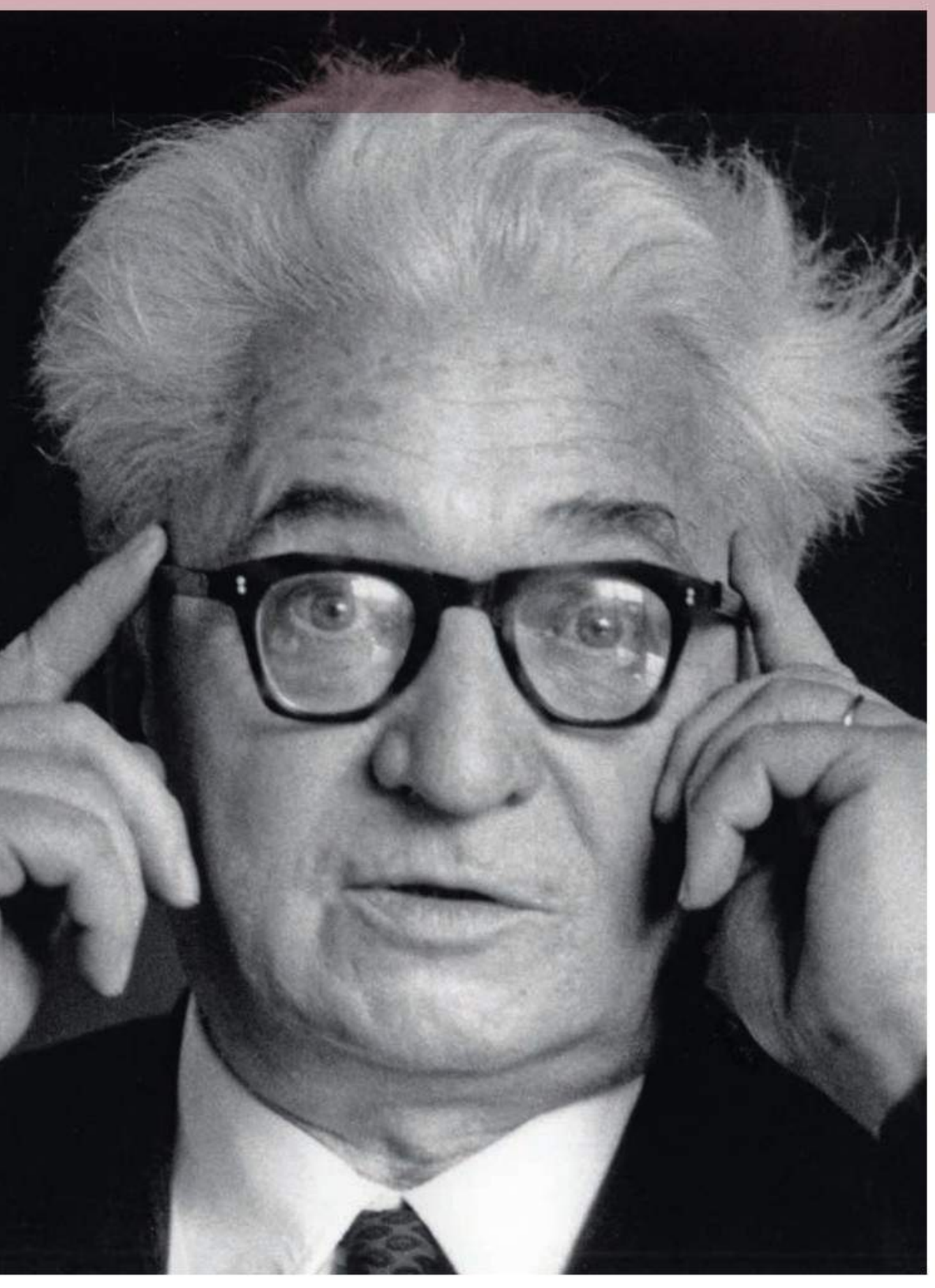
C'est dans ce contexte que Fernand Braudel choisit le cadre national comme dernier objet d'investigation. En 1986, son ultime ouvrage sur *L'Identité de la France* est publié à titre posthume. Il commence par une profession de foi dans laquelle il retrouve des accents lorrains : « *Je le dis une fois pour toutes : j'aime la France avec la même passion, exigeante et compliquée, que Jules Michelet.* » Interrompue par sa mort en 1985, cette nouvelle inflexion restera à jamais inachevée. ●

(1) Claude Lévi-Strauss, « Histoire et ethnologie », *Revue de métaphysique et de morale*, n° 34, 1949.

FERNAND BRAUDEL

LES 4 IDÉES À RETENIR

De la « longue durée » aux aires culturelles, de la Méditerranée à l'économie-monde, Fernand Braudel impose une vision globale où l'espace et le temps deviennent acteurs de l'histoire.



© Serge Hambourg/Opale.photo

1 La longue durée

Fernand Braudel répond au défi structuraliste en innovant et en s'appropriant les acquis de l'anthropologie. Il lui oppose l'atout maître de l'historien : la durée, non celle du couple traditionnel événement/datation, mais celle de la « longue durée », qui conditionne jusqu'aux structures les plus immuables que met en valeur l'anthropologue. « *La prohibition de l'inceste est une réalité de longue durée* », donne-t-il en exemple. Il propose de réorganiser l'ensemble des sciences sociales autour d'un programme commun qui aurait pour référent essentiel cette notion. Braudel présente cette inflexion comme une révolution copernicienne dans la discipline historienne elle-même, l'esquisse d'un renversement radical de perspective qui doit permettre à toutes les disciplines de parler la même langue. Non seulement il avance le terme « longue durée », mais il pluralise le temps en domiciliant chaque temporalité : le temps court est réservé au politique et considéré comme superficiel, ensuite vient le temps conjoncturel avec l'économie, et enfin la longue durée. « *J'ai essayé de montrer, je n'ose dire de démontrer que toute la recherche neuve de Lévi-Strauss n'est couronnée de succès que lorsque ses modèles naviguent sur les eaux de la longue durée.* » Il se réapproprie ainsi la notion de « structure » en lui donnant une autre signification, proprement historienne. Dans sa thèse, les structures qu'il met en valeur sont la somme des réseaux de relations : par exemple les routes, les trafics, toutes les relations qui animent l'espace qu'il décrit savamment, et dont il soupèse le poids relatif. Il conclut sa thèse en faisant une profession de foi d'un structuralisme historien spécifique.

2 Les *area studies*

Le grand projet, marqué par la personnalité de Fernand Braudel, est un programme qui va doter la VI[e] section de l'École pratique des hautes études d'un objectif scientifique de longue durée et assurer à celle-ci un essor irrésistible. Ce projet s'appuie sur l'expérience des universités américaines des *area studies*, et consiste à organiser sur ce modèle la recherche autour d'aires culturelles. Celles-ci doivent permettre le regroupement des méthodes historiques, économiques et sociologiques. Braudel avait fait, fin 1955, un voyage aux États-Unis pour étudier l'expérience de ces *area studies* ; il en est revenu sceptique sur les capacités des chercheurs américains à réaliser leur projet. Pour lui, il leur manque trois dimensions fondamentales : la philosophie, l'histoire et la géographie, qu'ils délaissent au profit d'études sur l'immédiat. En revanche, leur tentative peut être, selon lui, reprise avec succès par les chercheurs français dans le cadre de la VI[e] section de l'EPHE. Ce programme doit non seulement permettre la collaboration de plusieurs disciplines, mais aussi réaliser la jonction entre les nécessités de comprendre le monde contemporain et le passé. Il compte notamment sur l'épaisseur temporelle que peuvent apporter en France, plus qu'aux États-Unis, les historiens en tant qu'orchestrateurs des sciences humaines. Ce programme des aires culturelles aura permis un essor quantitatif décisif de la VI[e] section. On assiste à une augmentation spectaculaire du nombre de directeurs d'études : 32 en 1951, 110 en 1966. De plus, en 1959, Braudel obtient du ministère de l'Éducation nationale la création de soixante postes de chefs de travaux inscrits au budget de 1960 – signe de la réussite de la VI[e] section, qui deviendra l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales).

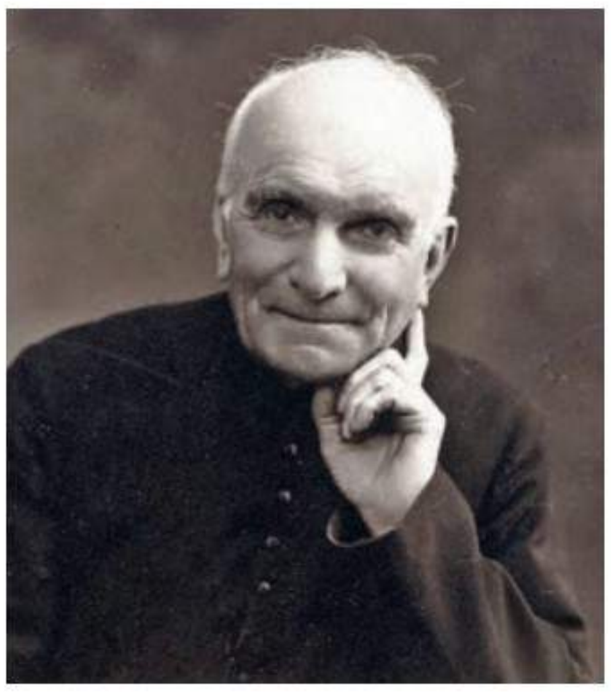
3 L'économie-monde

Le capitalisme est source d'économies-mondes qui s'imposent dans le commerce au loin. Il apparaît, aux yeux de Fernand Braudel, comme la négation du marché, une sorte de contre-marché dont le mécanisme clé est constitué par le monopole qui enfreint les règles de la libre concurrence. L'historien de l'économie Immanuel Wallerstein, disciple de Braudel, a considéré ce modèle très fécond car en rupture avec l'idée de la succession d'étapes, de stades successifs – comme l'esclavagisme, le féodalisme, le capitalisme, le socialisme… Le troisième volume de *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. 15[e]-18[e] siècle* est consacré à la succession dans le temps de ce qu'il va appeler les économies-mondes, concept que va utiliser Wallerstein dans ses analyses de l'économie à l'époque contemporaine. La géographie différentielle articulée à partir d'économies-mondes qui concentrent les richesses et exploitent leurs périphéries permet une lecture valable pour toutes les époques, au-delà de l'approche moderniste de Braudel.

4 La Méditerranée, sujet de l'histoire

Fernand Braudel va faire de la Méditerranée sa nouvelle patrie. Il a découvert avec passion l'école géographique française qui était alors resplendissante avec les héritiers de Paul Vidal de La Blache : Albert Demangeon et Emmanuel de Martonne. Il a d'ailleurs suivi leurs cours entre 1920 et 1923 : « *Une des œuvres les plus fécondes pour l'histoire, peut-être même la plus féconde de toutes, aura été celle de Vidal de La Blache* », souligne-t-il dans ses *Écrits sur l'histoire* (1969). Lorsque Braudel a communiqué à Lucien Febvre le sujet de sa thèse, « Philippe II et la Méditerranée », celui-ci s'est dit intéressé par son sujet ; mais il lui a suggéré, dans une lettre, un renversement qui sera décisif dans l'œuvre de Braudel, et fera même figure de véritable révolution historiographique : « *Philippe II et la Méditerranée, beau sujet. Mais pourquoi pas la Méditerranée et Philippe II ? Un autrement grand sujet encore ? Car entre ces deux protagonistes, Philippe et la mer Intérieure, la partie n'est pas égale* **(1)**. » L'histoire change alors de sujet, non plus Philippe II, un roi, mais la Méditerranée, un sujet géographique qui fait naître ce que Braudel appellera la géohistoire.

(1) Lucien Febvre, lettre à Fernand Braudel, « La Méditerranée et le monde méditerranéen », *Revue historique*, 1950, repris dans *Pour une histoire à part entière*, EHESS, 1982.



L'abbé Rousselot, père de la phonétique expérimentale

Peu connu du grand public, il a fondé une science aux applications multiples, de la rééducation de la parole à l'apprentissage des langues étrangères. HÉLÈNE FROUARD

Au début du 20e siècle, quelques mots de charentais sont gravés pour l'éternité sur un disque de cire noire : « *Ça n'parait pas qu'o y'est des loups garous. Je n'sais pas porqué.* » Ils ont été prononcés par l'abbé Rousselot. Né en 1846 dans une famille modeste de cloutiers, Pierre Jean Rousselot grandit à une époque de profonde mutation, au cours de laquelle les dialectes régionaux disparaissent peu à peu. C'est cet intérêt pour le patois qui explique la vocation scientifique de cet homme, dont la mère considérait le français comme une langue étrangère.

Élève brillant, devenu prêtre, Rousselot s'intéresse moins à la théologie qu'à la linguistique : paléographie, physiologie ou radiocommunication… Avant de monter à Paris, il entreprend une vaste recherche dans sa région d'origine, zone frontière entre langue d'oc et langue d'oïl. Rousselot est en effet persuadé que l'étude des sons permet de retracer, mieux que les textes, la généalogie de notre langue. Interrogeant sans relâche les membres de sa famille, il repère les subtiles mutations de la prononciation du patois. Mais les systèmes de notation de la parole sont à l'époque très frugaux. « *L'oreille ne peut suffire à nous renseigner sur tout ce qu'il nous importe de savoir. Elle n'entend pas tout* », regrettera-t-il dans *Principes de phonétique expérimentale* (2 t., 1897-1901 et 1901-1908). C'est alors qu'il découvre le travail d'Étienne-Jules Marey.

DESSINER LA PAROLE

Le docteur Marey est un spécialiste du mouvement, notamment connu pour ses photographies décomposant le galop d'un cheval. En 1875-1876, il a brièvement travaillé sur la phonation : pression de l'air des narines, mouvements des lèvres ou vibration des cordes vocales sont traduits par des procédés mécaniques sous la forme de longs tracés sur un papier noirci à la suie. L'abbé Rousselot, enthousiaste, reprend ces travaux. Avec le manufacturier Verdier, ce bricoleur de génie ne cesse d'adapter, améliorer ou inventer de nouveaux instruments pour « *dessiner la parole* ». Son travail est synthétisé dans une thèse soutenue en 1892 sous le titre « Les modifications phonétiques du langage étudiées dans le patois d'une famille de Cellefrouin (Charente) ». Grâce à cette « phonétique expérimentale », dont il expose les méthodes, il a pu voir « *les mouvements phonétiques partir d'un point déterminé, remonter graduellement la vallée* […] *se propageant aux centres les plus actifs* […]. *On dirait une mer envahissante qui submerge ses bords* ». Dédiée à sa mère, la thèse est une véritable révolution dans le champ de la linguistique, selon un élève de Ferdinand de Saussure qui y assiste.

À l'Institut catholique de Paris, où il a obtenu un poste en 1887, Rousselot installe le premier laboratoire de phonétique expérimentale. La discipline se développe comme une traînée de poudre en France et à l'étranger, où Rousselot a noué de nombreux liens scientifiques. Cylindres enregistreurs, tambours, spiromètres, explorateurs du nez du larynx ou diapasons deviennent les outils d'une nouvelle génération de linguistes. S'y adjoignent bientôt la photographie et le phonographe.

Nombre de ces instruments seront perdus au cours du 20e siècle, victimes du progrès technologique. Aujourd'hui toutefois, des linguistes s'efforcent de reconstituer cette collection. C'est le cas de la phonéticienne Angélique Amelot, chercheuse au Laboratoire de phonétique et phonologie (LPP), dont la fondation a été inspirée par les travaux du célèbre abbé. Lors d'un déménagement du LPP, elle a trouvé par hasard un de ces instruments dans un grenier poussiéreux – une sorte d'étrange pince ayant appartenu à Rousselot et aujourd'hui conservée derrière une vitrine. Relié d'un côté à la bouche, de l'autre à un cylindre recouvert de papier noirci à la fumée, le labiographe permettait d'enregistrer le mouvement des lèvres lors de la parole. D'autres instruments sont étudiés ou reconstitués. Un projet d'exposition virtuelle est même en cours pour présenter l'ensemble des pièces recensées à ce jour.

Cette linguistique instrumentale n'est pas seulement théorique. Utilisant ses instruments pour faire comprendre à chacun la façon dont il produit les sons, Rousselot se lance dans le traitement du bégaiement aussi bien que dans la rééducation auditive des malentendants. Lui qui parle anglais, allemand et espagnol en sus du grec et du latin, s'intéresse aussi à l'enseignement des langues. À l'Alliance française, les enseignants étrangers se pressent à ses « *cours de vacances* » pour

© Collège de France



Le laboratoire de l'abbé Rousselot.



L'abbé Rousselot devant sa collection de diapasons ou *tuning forks*.

Ce bricoleur de génie ne cesse d'adapter, améliorer ou inventer de nouveaux instruments pour « dessiner la parole ».

découvrir la phonétique appliquée et corriger leurs prononciations « *vicieuses* ». Ils repartent ravis, munis des « dentiers » (en réalité des palais artificiels) qu'ils ont reçus en souvenir. Peut-être en raison de son appartenance au clergé, la carrière de l'abbé Rousselot n'est pas pourtant pas aisée. En 1897, il est accueilli au Collège de France, mais comme simple préparateur, dans un laboratoire qui ressemble à une simple « *cabane à lapins* », raconte Enrica Galazzi dans *Le son à l'école* (La Scuola, 2002). Il n'obtiendra une chaire qu'en 1922, peu avant sa mort.

COMPRENDRE « L'HOMME PARLANT »

Prêtre peu conventionnel, il n'hésite pas à prendre comme collaboratrice sa cousine, femme de lettres qui faisait « *jaser les célibataires et rougir la pudeur universitaire* » comme rapporté dans *Souvenirs et observations* de l'abbé François Duine (PUR, 2009). Durant la Première Guerre mondiale, à près de 70 ans, il se met au service des armées pour identifier grâce au son du canon la position précise des « grosses Bertha » qui bombardent Paris, avant de tenter de traquer les sous-marins de Méditerranée en 1917-1918. Ces travaux lui valent la Légion d'honneur. Il s'éteint en 1924, mais laisse derrière lui une nouvelle branche de la linguistique, utilisée jusqu'à aujourd'hui aussi bien pour la rééducation orthophonique que pour l'enseignement des langues ou les recherches sur l'origine du langage. Un bel héritage, pour ce savant exceptionnel qui consacra sa vie selon ses propres mots, à comprendre « *l'homme parlant* ». ●

© Albert Harlingue/J. Paul Getty Museum

Pour aller plus loin

Dossier spécial « L'abbé Rousselot, inventeur de la phonétique expérimentale », *Transversalités*, n° 171, 2024/4.

« Colloque anniversaire en l'hommage de l'abbé Rousselot : de la création au rayonnement de la phonétique expérimentale », 28-29 octobre 2024 (en ligne : abberousselot.sciencesconf.org).



MYTHOLOGIE

Récipient en forme de licorne, Chine, dynastie Qing.

Des récits intemporels pour des thèmes universels

La licorne, symbole de prospérité

La licorne est une créature de fiction, mais il suffit de regarder autour de nous pour constater qu'elle existe. Dans les dessins animés, sur les tee-shirts, sous forme de jouets ou pour parler de startups, l'équidé légendaire est mobilisé pour véhiculer des valeurs de pureté, de bienveillance ou encore d'innovation, et ce un peu partout dans le monde.

Spontanément, on imagine ces créatures issues de la mythologie celtique, comme le suggère le blason de l'Écosse dont elles sont l'emblème. La terre des Highlands leur consacre même une fête nationale chaque année le 9 avril. L'animal sacré serait également ancré dans un imaginaire médiéval européen, comme l'illustre un chef-d'œuvre de la tenture française du 16e siècle, *La Dame à la licorne*. Et pourtant, cette créature mythologique a des origines extraeuropéennes.

C'est dans la vallée de l'Indus (actuel Pakistan), entre 2600 et 1900 avant notre ère, qu'on trouve les plus anciennes représentations d'un animal doté d'une corne unique sur le sommet du crâne – probablement une sorte de rhinocéros, dont l'espèce a désormais disparu. Gravée sur des sceaux ou sculptée en figurines de terre cuite, cette représentation s'est frayé un chemin vers l'Occident, devenant ainsi universelle. En Grèce, pendant l'Antiquité, des marchands prétendaient faire commerce de sa corne – utile pour fabriquer des vases ou des coupes.

Mais c'est en Chine que la licorne reste la plus présente. Appelée « *qilin* », elle possède un corps de daim, une tête de dragon, une queue de bœuf, des sabots de cheval, un pelage de cinq couleurs, et bien sûr, une corne. Cette licorne chinoise est associée aux trois autres animaux célestes que sont le dragon, le phénix et la tortue de terre. Comme eux, elle a pour fonction de garantir l'équilibre du monde : par exemple, dans la géomancie – plus connue sous le nom de « *feng shui* » en France –, elle est associée au point cardinal ouest et à l'élément du métal. Porter une amulette avec une licorne permet d'éloigner de ce point de vue les énergies négatives et de vivre en harmonie avec l'environnement.

Dans le *Zuo Zhuan* – un commentaire des chroniques d'un État du centre de la Chine, entre 722 et 481 –, la licorne est aussi un signe de bon augure. Une légende rapporte qu'une d'elles était présente à la naissance de Confucius (6e-5e siècle avant notre ère), considéré comme une des figures fondatrices de la pensée en Chine. Depuis, cette créature est réputée annoncer la rare venue au monde d'un sage et d'un érudit.

Dans la Chine contemporaine, les Hakkas – groupe de l'ethnie majoritaire Han – font encore vivre l'importance culturelle de la licorne à travers une danse : la « *qilin wu* ». Celle-ci est effectuée au moment du nouvel an et de la fête de la mi-automne, mais aussi lors de mariages ou d'anniversaires, afin que tout se déroule au mieux.

Une vision pas si éloignée de sa symbolique en Occident finalement, où la « licorne » désigne encore aujourd'hui une startup valorisée à plus d'un milliard de dollars, et dont les actionnaires espèrent tirer le plus grand bénéfice… Ainsi, si ses origines sont diversifiées, elle reste souvent associée au désir de prospérité – une aspiration somme toute universelle. ● MAUD M'BONDJO

© The Norweb Collection 1963.678/Cleveland Museum of Art

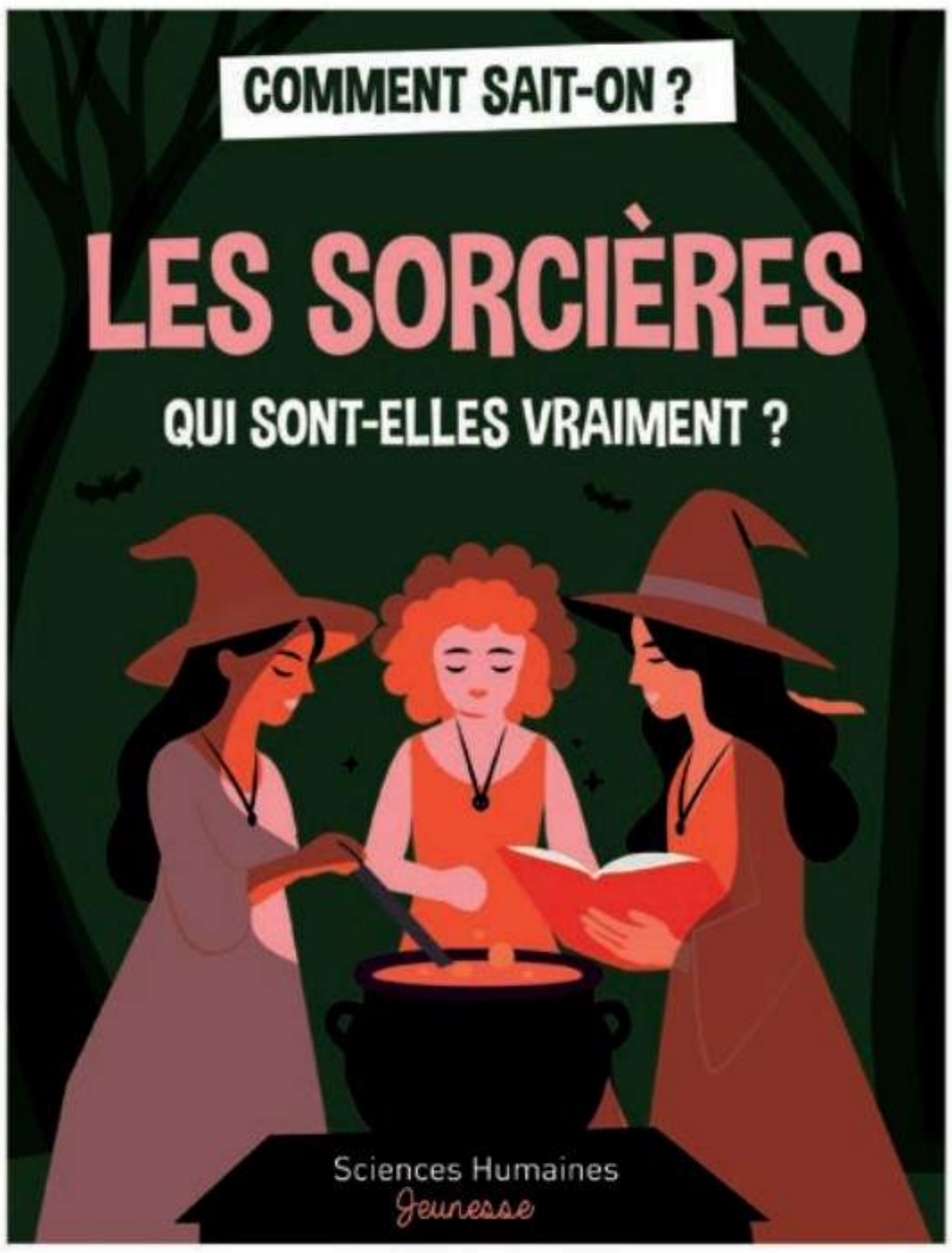
SCIENCES HUMAINES
Faisons connaissance

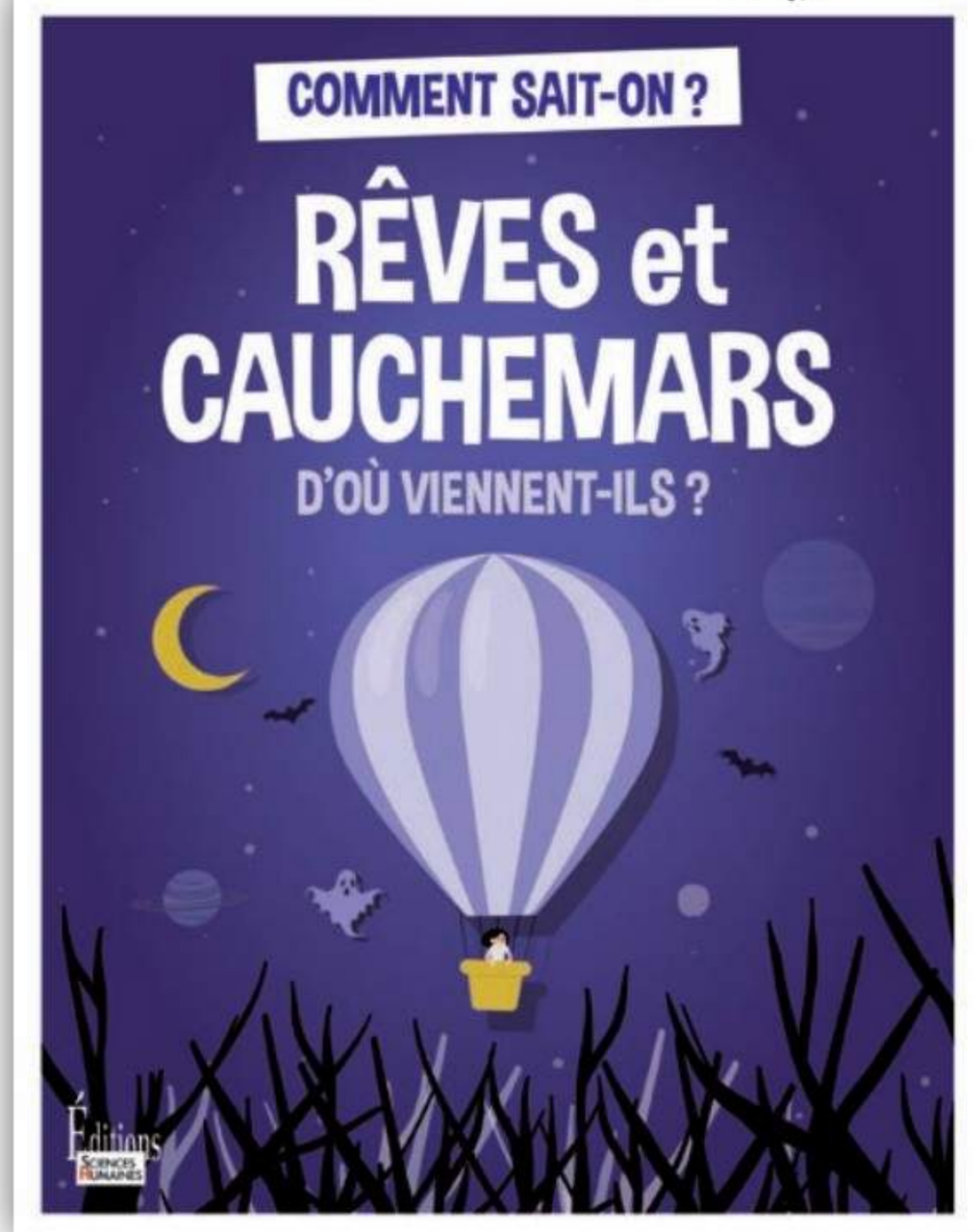
COMMENT SAIT-ON ?

UNE COLLECTION DE DOCUMENTAIRES À PARTIR DE 8 ANS

Du rêve au cauchemar, de la gentille sorcière à la méchante,
il n'y a qu'une page à tourner pour tout comprendre







COLLECTION **COMMENT SAIT-ON ?**
ISBN : 978-2-36106-947-6
56 PAGES - 14 €
PARUTION LE 2 OCTOBRE

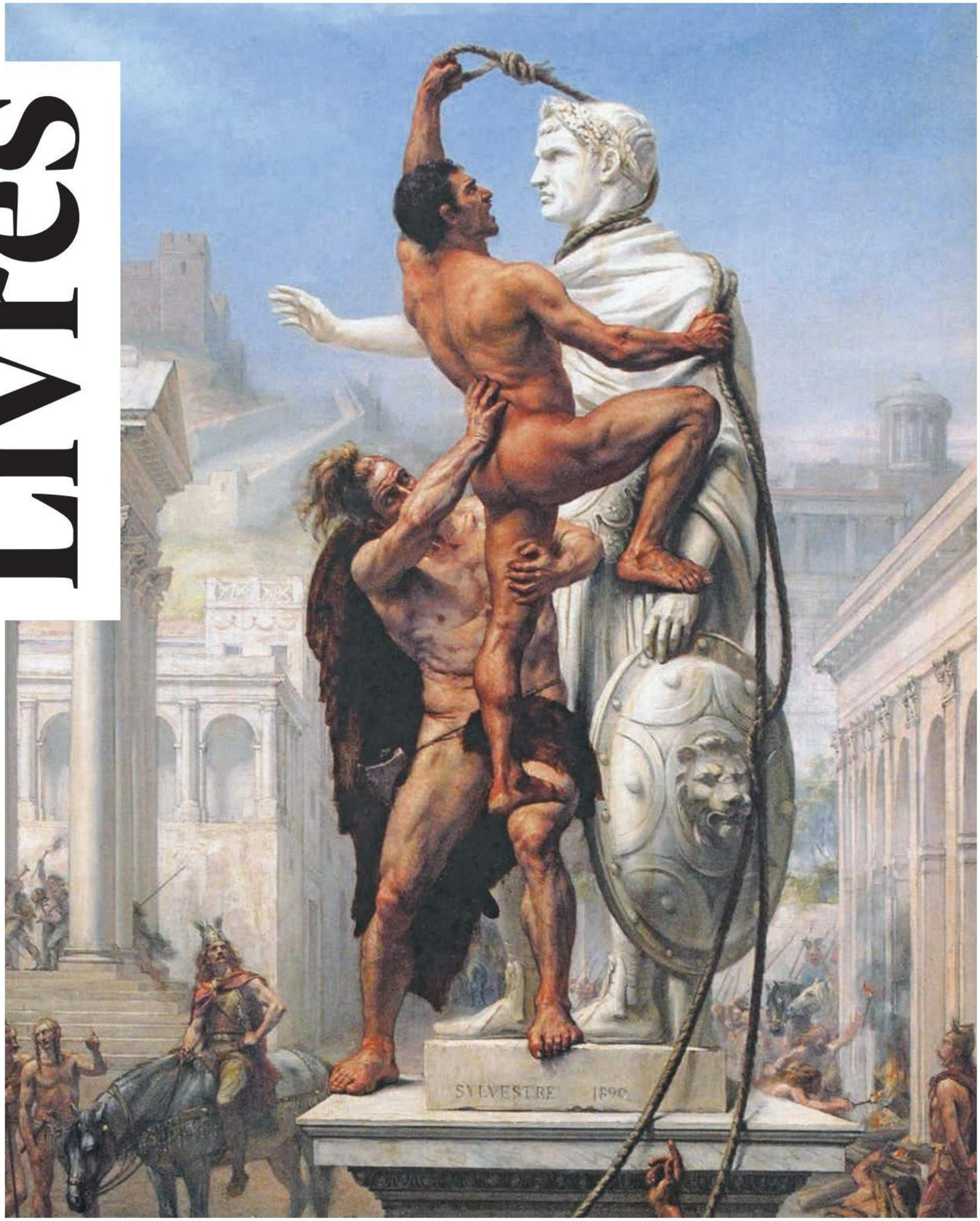
COLLECTION **COMMENT SAIT-ON ?**
ISBN : 978-2-36106-938-4
56 PAGES - 14 €
PARUTION LE 16 OCTOBRE

Sciences Humaines
Jeunesse

Éditions Sciences Humaines

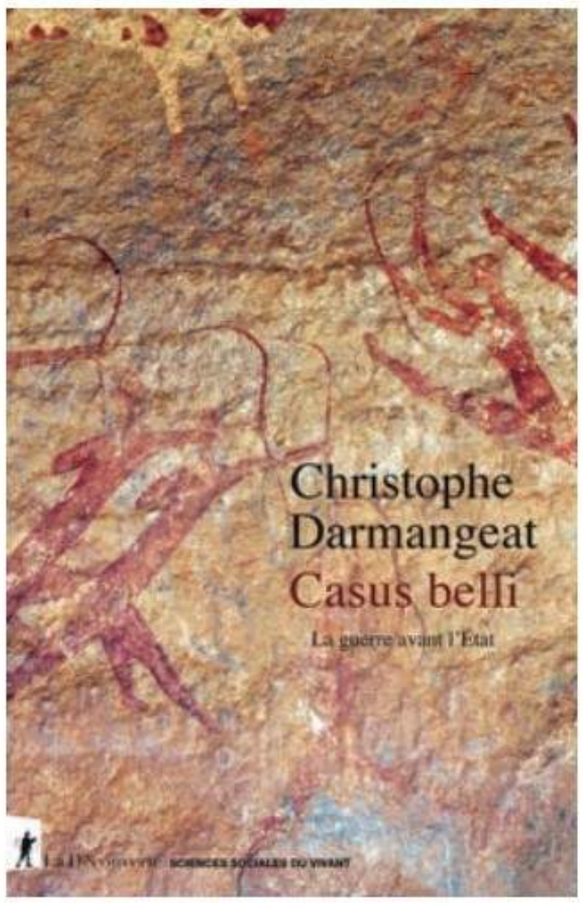
RETROUVEZ TOUTE LA COLLECTION SUR WWW.SCIENCESHUMAINES.COM/EDITIONS
PAR TÉLÉPHONE AU 03 86 72 07 00

Livres



Léa Hobson, *Désarmer le béton* ; **Julien d'Huy,** *Dragon* ;
Delphine Griveaud, *Réparer la justice* ; **Thomas Meyer,** *Hannah Arendt* ;
Bruno Laurioux, *Histoire de la diététique* ; **Éric Anceau (dir.),** *Nouvelle Histoire de France.*

© Fine Art Images/Heritage Images/Getty Images



Casus belli.
La guerre avant l'État
Christophe Darmangeat,
La Découverte, 2025, 384 p., 23 €.

LE LIVRE DU MOIS

QUI A INVENTÉ LA GUERRE ?

Le grand récit qui lie l'invention de la guerre au développement de l'agriculture, des armes et des inégalités économiques est aujourd'hui remis en cause par des anthropologues et des préhistoriens. Il existe bien d'autres motifs et manières, chez les humains, de se livrer à des affrontements collectifs. THIERRY JOBARD

De deux choses l'une : soit la guerre est inhérente à la nature humaine, soit elle est apparue à un certain moment de l'histoire. Dans ce dernier cas, il reste à déterminer lequel. On a longtemps désigné l'âge du bronze, qui tire son nom de l'apparition de l'alliage permettant de fabriquer des armes plus solides. La sédentarisation néolithique ayant conduit à établir des réserves de nourriture et généré des inégalités, la guerre en aurait découlé, tournée vers l'appropriation du bien d'autrui, terres ou ressources alimentaires. En revanche, les sociétés de chasseurs-cueilleurs, plus égalitaires dans la pauvreté, auraient été épargnées. Certes on y pratique des formes de violence homicide, comme la vendetta (ou *feud*) opposant des familles, des clans, voire des tribus. Mais on rechignait à les considérer comme de vraies guerres en ce qu'elles n'auraient pas d'objectifs politiques autres que la vengeance. Mais, objecte Christophe Darmangeat dans son dernier livre, si tout ce qui relève du collectif est politique, la vengeance l'est aussi, et on ne fait que déplacer la question sans y répondre. Il existe selon lui donc des formes d'affrontement qui ne sont pas des guerres mais obéissent à des logiques propres que l'étude des matériaux historiques et anthropologiques permet de réexaminer.

On peut d'ores et déjà relever la présence de deux invariants : ces confrontations sont largement le fait des hommes d'une part et, d'autre part, les groupes humains, comme d'autres espèces sociales, développent de forts sentiments d'identité qui les consolident et les opposent aux autres : il y a « nous » et « eux ». Toutes les sociétés étatiques règlementent la violence privée et tentent de la maîtriser. La loi contre les duels inspirée en 1626 par Richelieu avait pour fin de préserver la vie des membres de la

noblesse, mais aussi, peut-on penser, de rediriger cette violence contre les ennemis de la France. On retrouve là la conception weberienne de l'État comme détenteur de la violence légitime. Les anthropologues ont observé l'existence de pratiques de vengeance dans la plupart des sociétés sans État. Cependant, une équivalence peut s'établir entre une vie humaine et certains biens matériels (le *Wergeld*, indemnité ou prix du sang). La vendetta obéit donc à une logique d'équivalence tandis que la guerre est censée apporter un avantage durable, voire définitif. L'objectif diffère entre guerre et vengeance privée, mais les deux ont pour caractéristiques communes d'être résolutifs : il s'agit d'établir ou de rétablir la paix par convention (les parties s'accordent sur les modalités et la fin de l'affrontement).

Cependant, des formes de duels collectifs entre tribus ont été documentées (en Australie notamment) pour lesquelles la finalité n'est pas la résultante du combat, mais le combat ritualisé lui-même qui a une fonction cathartique. À l'issue de celui-ci, qui peut être mortel et jamais sans danger, les adversaires peuvent se rassembler en toute amitié, une amitié consolidée par cet affrontement collectif.

LA VIOLENCE LÉGALE

La typologie des formes de combats distingue donc des confrontations conventionnaires résolutives, d'autres non résolutives, ainsi que des confrontations discrétionnaires non résolutives. Ces dernières voient leurs modalités définies par un des camps (à sa discrétion) qui se réserve la possibilité de poursuivre les combats. Leurs objectifs peuvent alors se cumuler : s'approprier les biens matériels de l'autre (razzia), capturer des individus, qui seront asservis ou sacrifiés, ou acquérir des éléments corporels, au premier rang desquels les têtes ou les scalps. La vengeance est également un motif de conflit discrétionnaire non résolutif, pouvant entraîner un cycle sans fin de violence. Mais l'honneur, ou la conception qu'on s'en fait, alimente aussi les confrontations, encore aujourd'hui, sur fond de rivalités entre bandes ou quartiers. La chose n'était pas rare dans les campagnes françaises encore au début du 20e siècle.

Revient alors une inévitable question, déjà évoquée : puisque la violence homicide est présente dans toutes les sociétés, qu'elles soient nomades ou sédentaires, est-elle un trait constitutif de notre humanité ? Les avis sont partagés. Christophe Darmangeat fait le point sur les différents points de vue et précise au sujet de la guerre : « *La bonne question n'est pas : depuis combien de temps existe-t-elle ? Mais : quels sont aujourd'hui les facteurs qui la font perdurer, ces facteurs sont-ils amenés à disparaître, et si oui avec quelles conséquences ?* » Question complémentaire : si, à un certain moment de son évolution, l'espèce humaine a été amenée à faire la guerre, cette même évolution, selon certaines circonstances, peut-elle la faire disparaître ? L'archéologie, l'ethnologie et l'éthologie permettent d'apporter des éléments de réponse. Quatre facteurs principaux ont contribué à diversifier les types de violences collectives : la complexité et la plasticité des organisations sociales, l'acceptation collective des conventions, la pensée abstraite et symbolique (les animaux ne se battent pas pour l'honneur ou la réputation) et l'« acquisition-subordination de congénères » (esclavage ou servitude intraspécifique).

Pour ce qui concerne les traces archéologiques tendant à indiquer l'existence de la guerre dès le Paléolithique, aucune n'est entièrement probante, mais l'égalité économique au sein de ces sociétés n'invalide pas la possibilité d'affrontements collectifs. En ce sens, les conflits armés n'obéissent pas nécessairement à des fins économiques. C'est ici que l'exemple de la chasse aux têtes prend tout son sens. Documentée par de nombreuses données ethnologiques, cette pratique est un acte de prédation répondant à des objectifs multiples : prouver sa bravoure, acquérir un prestige social (Mundurucu ou Shuar d'Amazonie, Asmat de Nouvelle-Guinée), gagner en prospérité ou fertilité (Naga du Nord-Est indien, Buaya de l'île de Luçon), acquérir un nom pour les jeunes gens (Marind-Anim de Nouvelle-Guinée), achever une période de deuil (Kuki d'Indonésie), etc. On a pu avancer que cette forme de prédation repose sur une conception de la vie comme un flux dont il faut capter une part. La convoitise des ressources n'est en tout cas pas l'élément déclencheur d'une conflictualité entre humains ordinairement bienveillants les uns vis-à-vis des autres. En revanche, la simple présence d'une différence est un motif perçu comme valable pour désigner une cible. On rappellera au passage que si le meurtre est puni par la société, par la guerre le meurtre de l'autre est encouragé.

À l'échelle du temps long, l'instauration de l'État a conduit à une pacification interne des sociétés, comme l'ont montré Norbert Elias et d'autres après lui. Mais rien n'interdit de penser que le processus de civilisation puisse s'arrêter, voire s'inverser. Les méthodes de maintien de la paix ne sont pas non plus exemptes de violences. Christophe Darmangeat conclut que certaines tendances contemporaines à la réduction de la protection sociale par l'État, et les inégalités économiques qui se creusent ne permettent pas d'envisager une baisse de la violence légale. La multiplication des entités étatiques et la concurrence économique mondialisée ne sont pas non plus de nature à pacifier les rapports interétatiques. Il semble bien que la fin de la guerre, dans son sens large, ne soit pas pour demain. ●



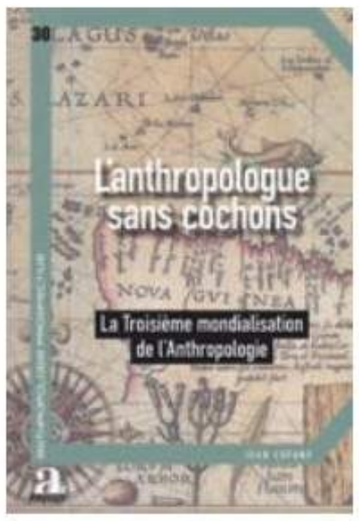
© Christophe Boisvieux/Getty Images

Christophe Darmangeat est anthropologue, maître de conférences HDR à l'université Paris-Cité. Ses travaux portent sur les sociétés de chasseurs-cueilleurs, les inégalités et hiérarchies ainsi que sur les questions de genre. On retrouve ces sujets sur son blog *La Hutte des classes*.



ANTHROPOLOGIE

DANS LES PAS DE JEAN COPANS

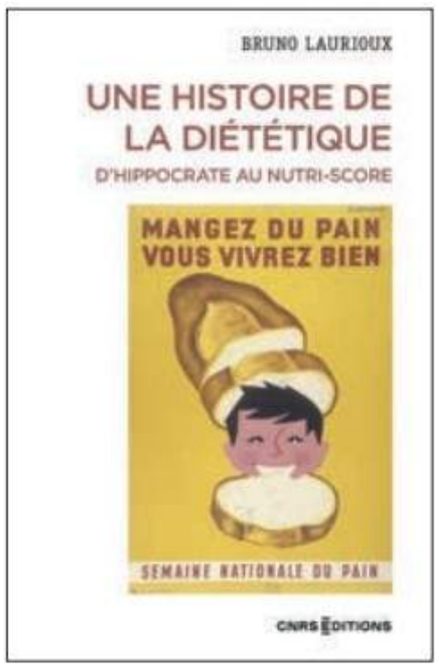


L'anthropologue sans cochons. La troisième mondialisation de l'anthropologie
Jean Copans, Academia, 2025, 466 p., 45 €.

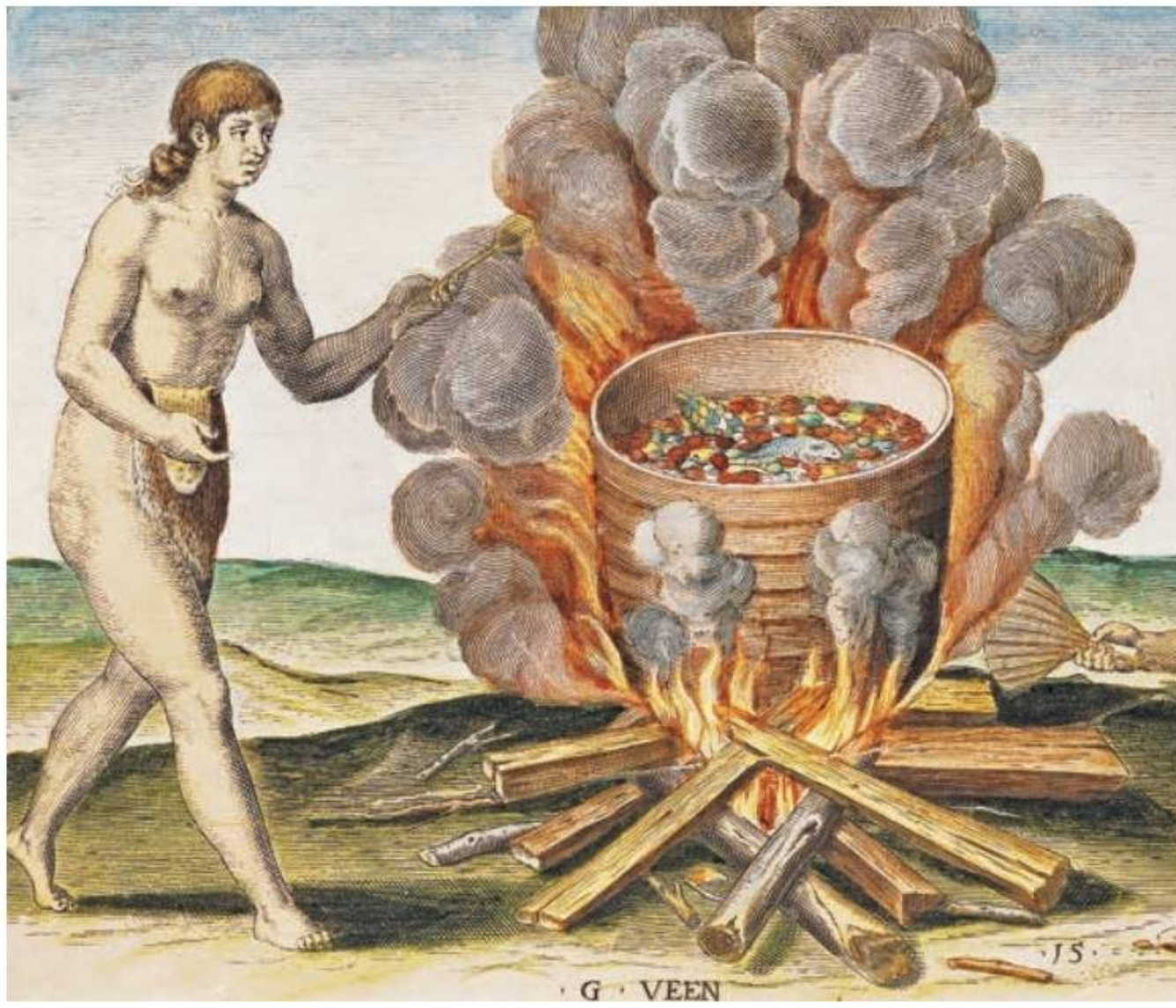
Ce livre signé Jean Copans synthétise une centaine des publications de l'anthropologue, fruit de soixante ans d'expérience en Afrique. L'auteur s'est rendu au Sénégal pour la première fois en 1964, et n'a jamais cessé de suivre les travaux et débats concernant l'histoire, l'organisation et le développement des sociétés africaines. Le livre rend ainsi compte des orientations les plus récentes de l'anthropologie, dont il est l'un des grands artisans, tout comme de ses déclinaisons postmodernes, féministes, postcoloniales et décoloniales, le tout avec une attention particulière portée aux questions de développement.
Si la sociologie de la connaissance occupe la place centrale dans ce texte, c'est parce qu'après le bonheur de ses débuts, la discipline anthropologique a vécu une permanente crise d'identité. Aussi Jean Copans traite-t-il notamment de sa relation à l'histoire. Parcourant la littérature mondiale contemporaine, tout en revenant constamment sur son propre parcours, l'anthropologue adresse une suite de questions à ceux qui partagent l'idée d'un « *engagement contraint de tout chercheur en sciences sociales* ». Il rappelle que l'assemblée fondatrice de l'Association française des anthropologues (AFA) vota contre sa proposition d'inclure dans ses statuts un article incitant les anthropologues à « *défendre les populations qu'ils étudient contre toute tentative de spoliation ou de déplacement forcé* ». Marc Augé et Emmanuel Terray proposèrent de renvoyer cette décision à une AG ultérieure, ce qui ne fut pas fait. Osant soulever la question du progrès (« *Les sciences sociales sont-elles en fin de compte bien des sciences dont les découvertes nouvelles remplaceraient en partie les précédentes ?* »), Jean Copans répond pertinemment en évoquant un « *dévoilement* ».
Ce livre est un excellent outil pour qui voudrait s'informer sur l'état des recherches dans ce domaine, y compris par exemple celles sur la pauvreté africaine, car le propos est construit comme une suite de comptes-rendus. Quant au titre, c'est une référence à l'anthropologue et politicien néo-guinéen John Waiko. En 1990, un documentaire intitulé *Man Without Pigs* évoquait la difficulté qu'il rencontrait à se faire reconnaître dans son village d'origine alors qu'il ne possédait pas un seul cochon. ●

GÉRALD GAILLARD

© Peter Charlesworth/LightRocket via Getty Images



Une histoire de la diététique. D'Hippocrate au Nutri-Score
Bruno Laurioux, CNRS éd., 2025, 692 p., 27 €.



DIÉTÉTIQUE

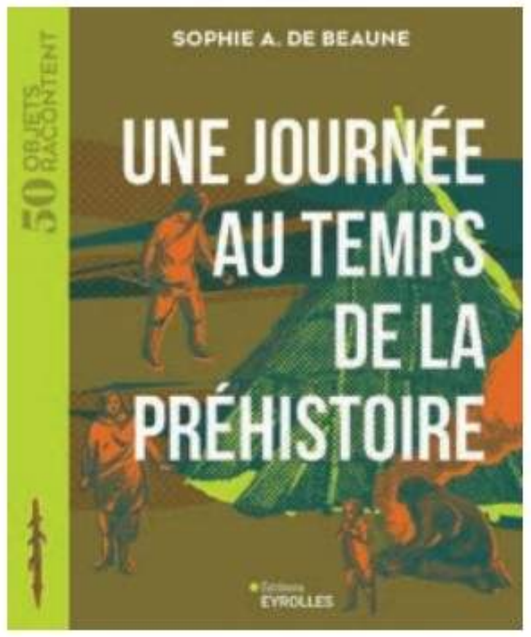
Gare à l'infobésité

Bien que la diététique ait une longue histoire, le substantif lui-même n'apparaît qu'au 19e siècle. Il vient du grec « *diaita* », qui signifie « régime », objet d'une vaste littérature dès l'Antiquité.
Deux noms se détachent de la période, Hippocrate (v. -460/v. -377) et Galien (129/v. 210), qui ont marqué la diététique, surtout le second, durant plus d'un millénaire. Fondée sur la théorie des humeurs et de leurs équilibres, l'ancienne diététique est associée à des exercices physiques, toujours selon la même exigence grecque puis romaine de l'harmonie corps-esprit, *psyché* et *soma*. Bien entendu, tout ceci était réservé à une élite pouvant se permettre de poursuivre cet objectif. L'histoire de la diététique est donc tout à la fois une histoire intellectuelle et sociale, comme le souligne Bruno Laurioux. En effet, et durant de nombreux siècles, c'est à un idéal de maîtrise de soi que les classes privilégiées essaieront de se conformer, le peuple ayant pour souci premier de trouver de quoi subsister.
Après la chute de l'Empire, ce sont les pays d'Islam qui vont hériter de la tradition galénique et la faire prospérer, ainsi que Byzance dans une bien moindre mesure. La diététique est alors la branche centrale de la médecine et son apport gagne le pourtour méditerranéen avant que les textes soient transmis, *via* les Arabes, à l'Occident médiéval. La science galénique, parfois contestée ou amendée, s'épanouit durant l'efflorescence abbasside que connaît Bagdad du 9e au 11e siècle. C'est là que se composent les grandes encyclopédies médicales dans lesquelles la diététique occupe toujours une place de choix. La conception du régime de santé n'évolue guère jusqu'au 18e siècle.
Et si les produits venus du Sud comme les épices, le sucre ou l'aubergine trouvent leur place à la table des Européens, il faudra bien plus de temps pour accepter ceux du Nouveau Monde (tomates, maïs et pommes de terre).
Par la suite, la diététique s'est vue concurrencée par la nutrition, science nouvelle qui apparaît au moment des débats sur la digestion. La rationalisation de l'alimentation la fait passer d'un minimum nécessaire à un optimum, tendance qui s'accentue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec l'apogée du règne des nutritionnistes et la surveillance par les pouvoirs publics de la consommation alimentaire.
D'autres acteurs, comme les médias féminins ou les industries agroalimentaires, vont contribuer à dicter des comportements normés en vue d'atteindre et de préserver une minceur choisie. On pourrait voir là un retour à l'ancienne diététique associant le corps et l'esprit. Mais parallèlement à l'abondance de nourriture apparaissent de nouvelles problématiques.
La sécurisation des aliments et la maîtrise des processus de fabrication ont conduit à une dépossession du mangeur ordinaire de toute compréhension sur ce qui lui est proposé. Dans ce domaine, ce n'est plus le manque d'information mais sa croissance exponentielle qui ont conduit à un brouillage des repères. Qui plus est, l'industrialisation et la transformation des aliments, les pathologies de longue durée (diabète, cholestérol, cancers), les controverses sur la nocivité de certains aliments (lait, sel, sucre, viande) ont semé le doute sur notre rapport à la nourriture. Comme le rappelle Bruno Laurioux, la France comptait 119 fastfoods en 1990. Leur nombre en ouverture cumulée en 2023 est de 160 000. ● T.J.

© Art Images via Getty Images

PRÉHISTOIRE

Jour tranquille en Gascogne



Une journée au temps de la préhistoire
Sophie A. de Beaune, Eyrolles, 2025, 176 p., illustré, 22,90 €.

La vie quotidienne au Paléolithique supérieur, c'était comment ? Pour envisager de répondre à ce genre de question, un préhistorien doit impérativement faire preuve d'une bonne dose d'humilité (pour ne pas trop fantasmer), maîtriser une panoplie de disciplines savantes et une montagne de données récentes, mais déployer quand même un brin d'imagination. Trois compétences fort bien mises en œuvre par Sophie A. de Beaune dans cette version condensée de la vie d'un campement paléolithique, observée du matin au soir, il y a quelque 18 000 ans, quelque part en Gascogne. Ce qu'elle décrit est à mille lieues de l'imaginaire cavernicole, brutal et précaire qui reste associé aux mœurs de nos lointains ancêtres.

Dans ce campement, hommes, femmes et enfants vivent sous la tente, en communautés paisibles et assez nombreuses pour qu'on s'y marie. Les femmes chassent aussi bien que les hommes, toutes sortes d'arts existent, et certaines techniques commencent à se spécialiser : taille des lames, petits objets décoratifs ou rituels, peinture rupestre. On y donne des banquets, on y danse en musique, les femmes portent des bijoux, se coiffent, et peut-être même se maquillent. Tout le monde porte-t-il des chaussures en peau ? Peut-être pas, car même si on ne fait pas fortune, les inégalités ne sont pas absentes : toutes les sépultures ne se ressemblent pas. Cela aurait pu durer encore des centaines de milliers d'années comme cela si, comme il est annoncé en conclusion, il y a un peu plus de 7 000 ans, des inconnus n'étaient arrivés par l'est, « *transportant dans de drôles de récipients en terre cuite des graines de plantes inconnues* ». De cela, on est sûr, on a retrouvé et daté les récipients et les graines. Il en va de même que tout ce qui est décrit plus haut : de la vie préhistorique, nous n'avons aucun récit, aucun cliché, aucune preuve autre que des objets qu'on a fait parler. Un brin d'imagination, donc, s'imposait. Voilà qui est fait. ●

NICOLAS JOURNET

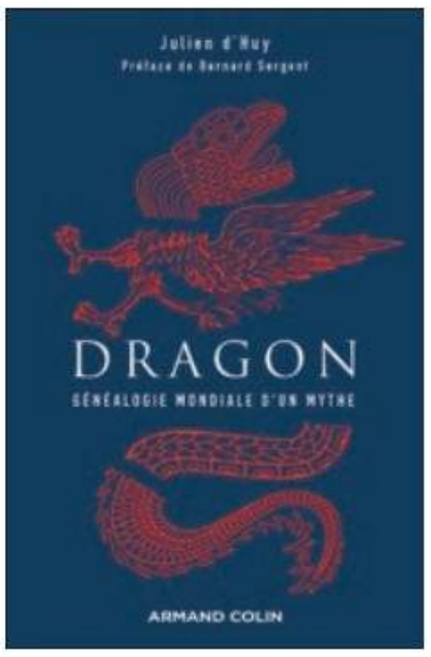


« Dans un joli livre avec un joli titre, l'auteur mêle le souvenir de sa dépression sévère à la pensée de Heidegger, Levinas, Styron, ou encore Carrère. Il y raconte un sentiment d'insuffisance chronique, avec une auto-dérision et une sincérité rares. »

Le Nouvel Obs

MYTHOLOGIE

FÁFNIR ET COMPAGNIE



Dragon. Généalogie mondiale d'un mythe
Julien d'Huy, Armand Colin, 2025, 472 p., 24,90 €.

Dans de précédents ouvrages, Julien d'Huy a pu exposer la fécondité de la méthode très particulière qu'il a mise au point pour l'analyse des mythes et de leur genèse. La phylogénétique opère un découpage des récits mythiques en éléments significatifs courts (les mythèmes) et étudie leur présence et leur répartition historique et géographique. Cette méthode, inspirée de la biologie évolutionniste, permet d'établir d'une part l'universalité de certains thèmes mythologiques et, d'autre part, de reconstituer les mouvements de population qui se sont produits à l'échelle du monde.

Dans ce dernier ouvrage, Julien d'Huy se penche sur le thème du dragon et en relève la présence sur les différents continents. Mais chacun d'entre eux connaît des variantes particulières de l'animal fantastique, qui peuvent néanmoins être classées en quelques grands types. Les figures du serpent et du dragon ont souvent été confondues, notamment au Moyen Âge, grande période de figuration de saints et héros sauroctones (saint Georges, saint Michel, Siegfried pour les plus fameux). Selon les aires de répartition, certains traits culturels spécifiques peuvent s'ajouter sans que la matrice, déjà présente il y a au moins 100 000 ans, soit modifiée.

On peut suivre alors les migrations en fonction des moments d'apparition des mythes et légendes autour du dragon. Une première vague serait ainsi partie d'Afrique pour aller jusqu'à l'Asie du Sud-Est, puis l'Océanie et les deux Amériques. Une autre se serait dirigée vers le Moyen-Orient puis l'Asie centrale à travers l'Afrique du Nord et l'Eurasie. Il semble donc que le canevas originel remonte au moins au Paléolithique supérieur pour l'hémisphère nord : un ver, un ophidien, souvent lié à l'eau (gardien d'une source par exemple) est recueilli par un humain, puis prend de telles proportions qu'il devient dangereux et qu'il faut le tuer afin de préserver la communauté. Ce n'est pas un seul motif qui est ainsi passé d'une aire à l'autre, mais un complexe de motifs, réduisant par là les possibilités d'erreur de la méthode phylogénétique.

Bien des interprétations ont été avancées pour expliquer la permanence des mythes. Mais c'est leur efficacité qui doit être retenue. Ils expliquent et justifient un ordre du monde face auquel le dragon peut représenter à la fois la stabilité ou l'instabilité, une présence inquiétante ou rassurante comme sa très longue vie, voire son immortalité, l'impliquent. Ambivalent, le dragon est lié aux cycles cosmiques (arc-en-ciel, pluie, support du monde). Mais il doit, comme tout mythe, se renouveler pour perdurer.

On retrouve donc sa présence dans la pop culture contemporaine, souvent ignorante de la très longue tradition dans laquelle elle s'insère. Plus qu'un être imaginaire, le dragon est une « *créature-matrice* », plus qu'un mythe, il est selon Julien d'Huy un « *mythe-monde* ». Il nous accompagne en effet depuis les débuts de l'humanité. ● T.J.



© CCO Paris Musées/Musée Cernuschi, musée des arts de l'Asie de la Ville de Paris

ENVIRONNEMENT

LAISSE BÉTON

Chaque seconde, dans le monde, cent cinquante tonnes de béton sont coulées. Standardisé, accessible, peu coûteux, c'est toujours le matériau le plus utilisé dans la construction depuis la Seconde Guerre mondiale : ponts, voiries, équipements publics, logements… Pourtant, c'est aussi un mode de construction de plus en plus contesté d'un point de vue écologique et sociétal. Comme le rappelle l'architecte Léa Hobson, le ciment, principal constituant du béton, est non seulement responsable de l'épuisement des ressources en sable et en gravier, mais reste surtout un très gros émetteur de CO_2 lors de sa fabrication. Ainsi, pour une tonne de ciment, il faut près de 1 300 kilos de calcaire et 200 kilos d'argile, engendrant entre 800 kilos et une tonne de CO_2, soit environ un aller-retour en avion Paris-New York. Sans compter qu'en fin de vie, le béton devient un déchet inerte qu'il est difficile de transformer.

Avec pédagogie et engagement, l'autrice dresse un réquisitoire contre ce matériau et la filière qui, des cimentiers aux bétonneurs, rechigne à se transformer malgré des aides financières massives censées soutenir leur adaptation aux nouvelles réglementations prises aux niveaux national et européen. Et c'est là où le regard de l'architecte permet d'ouvrir de nouvelles perspectives, en soulignant de quelle manière dans un monde normé pour le béton, les filières bois et biosourcées ne parviennent toujours pas à s'imposer comme des solutions crédibles.

Comment parvenir, malgré tout, à sortir de ce 20e siècle de démesure pour basculer dans une ère de sobriété, définie par la conscience de nos limites, en termes de foncier, de ressources et de matières premières ? Léa Hobson pointe une double urgence : entrer dans une ère de « réparation massive » pour éviter que le patrimoine bâti en béton se détériore, et favoriser désormais la mixité des matériaux pour n'utiliser le béton que lorsqu'il est indispensable. Autrement dit, faire avec les contraintes de l'environnement plutôt qu'agir en démiurge tout-puissant. Derrière cette réflexion sur un matériau banal se profile donc une invitation à réfléchir à la transformation de nos modes d'habiter. ● FRÉDÉRIQUE LETOURNEUX



Désarmer le béton Ré-habiter la terre
Léa Hobson, La Découverte, 2025, 208 p., 20 €.



PHILOSOPHIE

UNE PHILOSOPHE EN ACTION

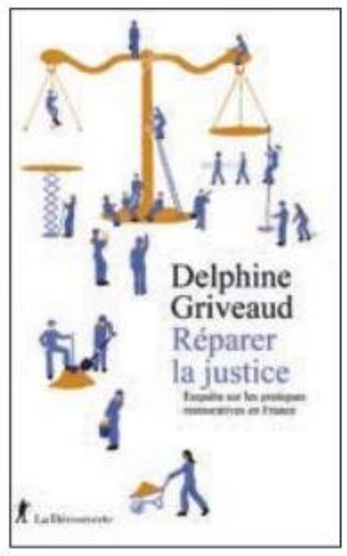
Hannah Arendt
Thomas Meyer, Calmann-Lévy, 2025, 560 p., 25,90 €.

Remettre Hannah Arendt dans son époque pour mieux comprendre son cheminement intellectuel : c'est l'objectif que s'est fixé Thomas Meyer en rédigeant cette biographie, immédiatement devenue outre-Rhin un ouvrage de référence. Il est vrai que la vie d'Hannah Arendt (1906-1975) couvre l'essentiel du 20e siècle, dont elle fut un témoin de premier plan. Depuis son enfance bourgeoise à Königsberg jusqu'à sa mort à New York en passant par sa couverture du procès Eichmann et les polémiques qui ont suivi, elle en a personnellement traversé les convulsions et a su en nourrir sa pensée. Cette biographie se distingue des précédentes par les nouveaux éléments qu'elle apporte sur ses années parisiennes, alors que d'ordinaire on insiste davantage sur sa formation universitaire à Heidelberg auprès de ses maîtres Karl Jaspers et Martin Heidegger dans les années 1920.

L'exploitation d'archives inédites et de documents d'époque a en effet révélé que, depuis son arrivée d'Allemagne en 1933 jusqu'à son départ pour les États-Unis en 1940 pour fuir l'arrivée des nazis en France, Hannah Arendt a contribué à organiser l'émigration de centaines d'enfants juifs en direction de la Palestine. Récolte de fonds, recherche de familles d'accueil, obtention de visas : cet engagement sioniste social en faveur de l'*alyah* – la « montée » vers Israël – fournit à Thomas Meyer l'occasion de préciser que la philosophe « *n'a, à aucun moment été opposée par principe à la fondation d'un État d'Israël, contrairement à ce qu'ont affirmé ses partisans et ses ennemis* », pourvu que cette fondation s'effectuât sans dépendance à l'égard d'une autre puissance. Alors que ce mois de décembre 2025 marque les cinquante ans de sa mort, on comprend à quel point les analyses politiques d'Hannah Arendt sont liées, non seulement à l'actualité qu'elle a traversée, mais au travail social très concret qu'elle a accompli. Œuvre, travail et action : les trois dimensions de la riche *vita activa* d'Arendt forment un ensemble indissociable. ● FRÉDÉRIC MANZINI

JUSTICE

PUNIR OU GUÉRIR ?



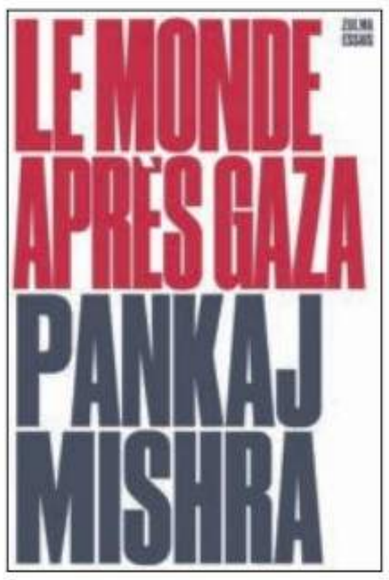
Réparer la justice. Enquête sur les pratiques restauratives en France
Delphine Griveaud, La Découverte, 2025, 256 p., 21 €.

On a pu découvrir le principe de la justice réparatrice dans le film de Jeanne Herry, *Je verrai toujours vos visages* (2023), porté par un casting de choix : Élodie Bouchez, Adèle Exarchopoulos, Jean-Pierre Darroussin. Le parti pris est réaliste et l'émotion affleure à chaque scène : on y voit notamment des victimes et des auteurs d'infractions se rencontrer lors de séances de groupe. Ce type d'échanges n'est qu'un programme parmi d'autres mis en œuvre dans le champ pénal conformément à la circulaire d'application de la justice restaurative de mars 2017. Cette dernière fixe comme principe la confrontation de la victime et de l'auteur du délit (en individuel ou en groupe) dans le but d'atténuer ou de dépasser les conséquences nocives de l'infraction. En partant de cette définition générique, la sociologue Delphine Griveaud nous invite à explorer tous les tenants et aboutissants de ce « terme parapluie » qui agrège en réalité des dispositifs, des courants théoriques et des objectifs assez variés. Le mouvement né dans les années 1960, d'abord en Amérique du Nord, puis en France dans un contexte de transformation sociale et politique, s'inscrit dans un courant de critique du droit et de l'institution pénale. Et c'est tout le paradoxe : la justice restaurative se développe ces dernières années dans un contexte où la justice pénale n'a jamais été aussi répressive. Comment expliquer une telle tension apparente ?

Si l'enquête souligne les bienfaits, tant pour la victime que pour l'auteur, de ce processus de long terme qui invite à prendre en charge la personne au-delà du traitement d'un dossier ou de l'enregistrement d'un numéro d'écrou, elle insiste aussi beaucoup sur les effets induits en termes de transformation des postures professionnelles. La chercheuse souligne ainsi de quelle manière les professionnels du droit comme les bénévoles qui s'inscrivent dans ce type de démarche cherchent surtout à incarner une vision plus humaine de la justice, dans un contexte de réduction de moyens alloués à la justice pénale et de dégradation de leurs conditions de travail. Résultat, le nombre de professionnels qui ont reçu une formation à la justice restaurative depuis ses débuts est trois fois plus élevé que celui des bénéficiaires du dispositif. Ce qui fait dire à Delphine Griveaud que le risque est finalement que la justice restaurative reste cantonnée aux marges de la justice pénale, lui donnant un « supplément d'âme » en la dédouanant ainsi de se réformer en profondeur. ● F.L.

ESSAI

Apocalypse Gaza



Le monde après Gaza
Pankaj Mishra, Zulma, 2025, 304 p., 22,50 €.

En septembre 2025, une commission d'enquête mandatée par l'ONU a accusé Israël de commettre un génocide à Gaza. Qu'est-ce que cela dit du monde ? Pour l'intellectuel indien Pankaj Mishra l'opération militaire menée contre les Palestiniens condense aujourd'hui les pires méfaits de l'histoire moderne : impérialisme, colonialisme, extermination. Comment Israël, « *ce pays bâti pour accueillir un peuple persécuté et sans abri, a-t-il pu en arriver à exercer un pouvoir de vie et de mort aussi terrible sur une autre population* » ? Et « *comment les sphères politiques et journalistiques occidentales dominantes peuvent-elles ignorer, et même justifier, les actes de cruauté et d'injustice que cet État commet de manière systématique ?* » À l'appui de ce regard critique, Pankaj Mishra évalue le rôle de la mémoire de la Shoah dans la construction narrative de l'État d'Israël.

À partir des années 1960, le génocide nazi cesse selon lui d'être un avertissement universel pour se mettre au service d'un ethnonationalisme de conquête, justifiant une violence démesurée au nom d'une menace existentielle perpétuelle. Pankaj Mishra éclaire aussi les complicités occidentales : l'Allemagne se drape dans le « *philosémitisme* » pour se laver d'un passé nazi mal digéré, tandis que les États-Unis transforment la Shoah en une « *religion civile* » qui fonde leur soutien inconditionnel à Israël.

Mais l'intention fondamentale du livre est peut-être ailleurs. Pankaj Mishra soutient en effet que le conflit israélo-palestinien est désormais perçu dans le monde en fonction d'une « *ligne de couleur* » opposant le Nord global au Sud global. Pour de nombreux pays marqués par la colonisation, la solidarité avec la cause palestinienne serait une réponse à une longue histoire de domination occidentale. En s'efforçant de tenir ensemble la pluralité des mémoires de la Shoah, de l'esclavage et du colonialisme, Pankaj Mishra inscrit donc le martyre de Gaza dans le narratif décolonial, ce chausse-pied qui, on le sait, rapporte les grands malheurs de l'histoire mondiale aux agissements de l'Occident depuis le 15e siècle. Fallait-il s'équiper d'une théorie aveugle à tous les faits et gestes des autres peuples pour éclairer le conflit palestinien ? Le moment était favorable, mais le point de vue vaut ce qu'il est : le regard d'un borgne. On créditera cependant Pankaj Mishra d'avoir donné une vue profonde des violences modernes et invité à en finir avec la haine de l'autre. ● T.J.

SCIENCES HUMAINES
Faisons connaissance

Nos dernières publications

LE MENSUEL



N° 382 : parution 26/09/2025



N° 383 : parution 30/10/2025



N° 384 : parution 03/12/2025

LES GRANDS DOSSIERS



GDSH78 : parution 20/03/2025

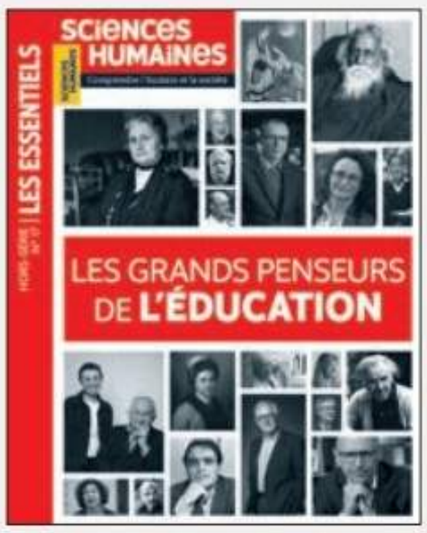


GDSH79 : parution 20/06/2025



GDSH80 : parution 18/09/2025

LES ESSENTIELS



ESS17 : parution 17/10/2024

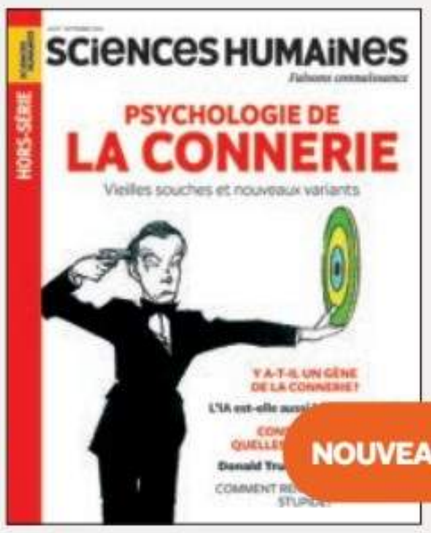


ESS18 : parution 17/04/2024



ESS19 : parution 17/04/2024

LES HORS-SÉRIES

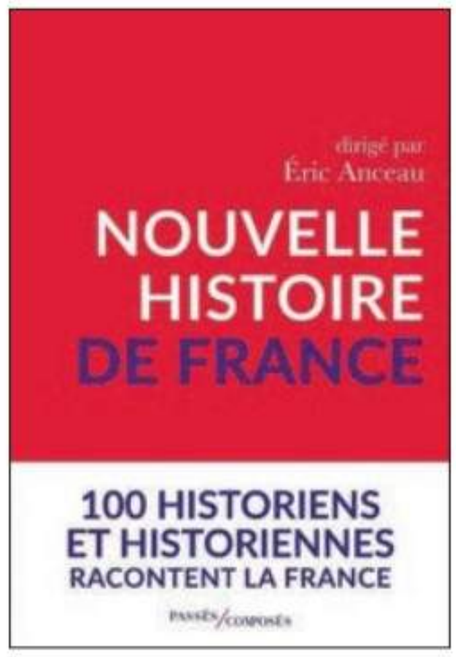


HS32 : parution 23/10/2025

TOUTES NOS PUBLICATIONS (MAGAZINES – LIVRES)
SONT DISPONIBLES SUR COMMANDE
EN SCANNANT CE QRcode
WWW.SCIENCESHUMAINES.COM

HISTOIRE

CENT REGARDS ET MILLE PAGES SUR LA FRANCE



Nouvelle histoire de France
Éric Anceau (dir.), Passés/Composés, 2025, 1 104 p., 36 €.

Une histoire de France de plus serait-on tenté de dire. Une mieux, peut-être. La centaine de contributeurs et contributrices (historiens et historiennes, mais aussi archéologues, géographes, etc.), choisis pour leur maîtrise du sujet, remplissent parfaitement la tâche qui leur est assignée.
Plus que l'ampleur de la somme, c'est sa structure qui retient l'attention. La première partie est classiquement chronologique et il faut noter l'effort de synthèse associé à chaque chapitre, à jour des dernières avancées de la recherche. Par exemple, dans celui consacré aux croisades, Gabriel Martinez-Gros rappelle que le front principal pour les Fatimides était celui qui les opposait aux Turcs seldjoukides, et que Jérusalem et la Syrie ne constituèrent qu'un enjeu provisoire, rapidement délaissé pour Le Caire.
La deuxième partie est thématique, et traite des formes de pouvoir, avec en premier lieu celle de l'État, tôt affirmée dans notre histoire. La diplomatie, l'administration, l'économie et la technologie prennent également place dans cet ensemble, de même que les religions et obédiences (catholicisme, judaïsme, protestantisme, islam, franc-maçonnerie).
La troisième partie, « Espaces et sociétés », est transversale, et explore les frontières et interactions internes, sociales comme naturelles (provinces, régions, forêts, nation et peuple…) mais également externes avec les espaces maritimes ou les rapports de la France avec l'Algérie, l'Afrique, l'Europe.
À ce qui constitue déjà un beau tour d'horizon, la quatrième et dernière partie, « Patrimoines et identités », ajoute une perspective qui pourrait sembler canonique par le choix des sujets (paysages, vins, gastronomie), mais se renouvelle grâce aux pages consacrées à l'histoire culturelle et sociale : la littérature, la peinture, la sculpture, la musique, comme la mode, ou le sport…
Éric Anceau, constatant que « *la France s'interroge plus que jamais sur elle-même* », entend contribuer au « *réenchantement* » de son histoire, ni trop fermée ni trop ouverte. Nul doute qu'il y a dans ce travail collectif un bel équilibre et de quoi raffermir ses connaissances autant que susciter de nouveaux intérêts. ● T.J.



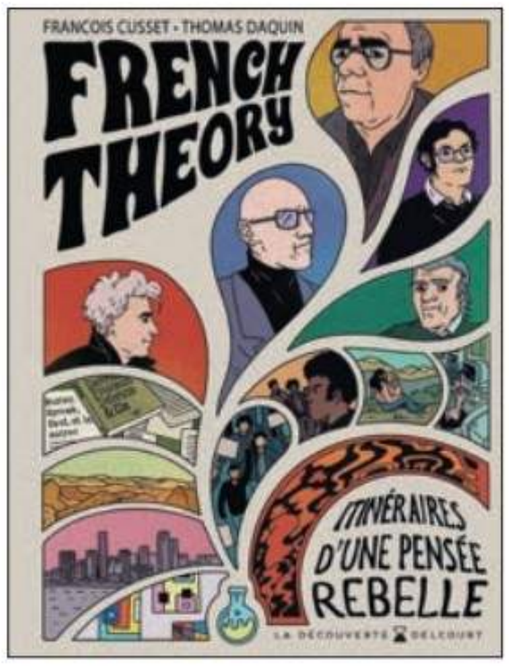
Un western plus long que prévu

Amérique, continent indigène. Une autre histoire de la conquête de l'Amérique du Nord
Pekka Hämäläinen, Albin Michel, 2025, 576 p., 26,90 €.

Après ses deux grandes études sur les Indiens comanches et les Sioux, Pekka Hämäläinen élargit son analyse à l'intégralité du continent américain. L'historien retrace les vagues de peuplement ancien depuis l'âge glaciaire et leur répartition sur l'ensemble des deux Amériques avant de se concentrer sur les rapports entre Européens et Amérindiens. Ces rapports ont été marqués dès le début par un malentendu puisque les premiers navigateurs cherchaient une voie vers la Chine et ne soupçonnaient aucunement l'étendue du territoire qui s'ouvrait devant eux. La thèse de l'auteur, encore une fois affirmée, est que loin d'avoir été une marche irrésistible retardée par quelques combats, la conquête (on devrait dire l'expropriation) de l'Ouest s'est davantage apparentée à un long et pénible apprentissage de la différence. Rappelons qu'il aura fallu cinq siècles pour que l'hégémonie coloniale s'impose finalement. Si des États centralisés comme ceux des Aztèques et des Incas furent défaits rapidement et avec peu de moyens humains du fait de la supériorité technique des Espagnols, il n'en fut pas de même sur le continent nord-américain.
Là, une myriade de tribus aux modes de vie, mœurs et langues différentes exigea une approche à chaque fois spécifique.
Si les Espagnols ont exercé leur influence sur le Sud de ce qui constitue aujourd'hui les États-Unis et sur le Mexique, ils ont dû faire face à la concurrence coloniale des Anglais et des Français. Les conditions de vie et la faiblesse des effectifs civils et militaires envoyés d'Europe n'ont longtemps permis qu'une présence fragile. Au moment de l'indépendance des États-Unis (1776), la souveraineté territoriale affichée relevait d'ailleurs plus du vœu pieux que d'une réelle occupation du terrain, et ce n'est qu'au 19e siècle que la puissance industrielle états-unienne fit évoluer nettement la situation. Cette époque marque aussi l'apogée des empires comanche et lakota. Les épidémies de variole et rougeole aidèrent alors les États-Unis dans une démarche de conquête plus brutale et clairement raciste. Cette expansion réduisit la population amérindienne de 70 %. ● T.J.

PHILOSOPHIE

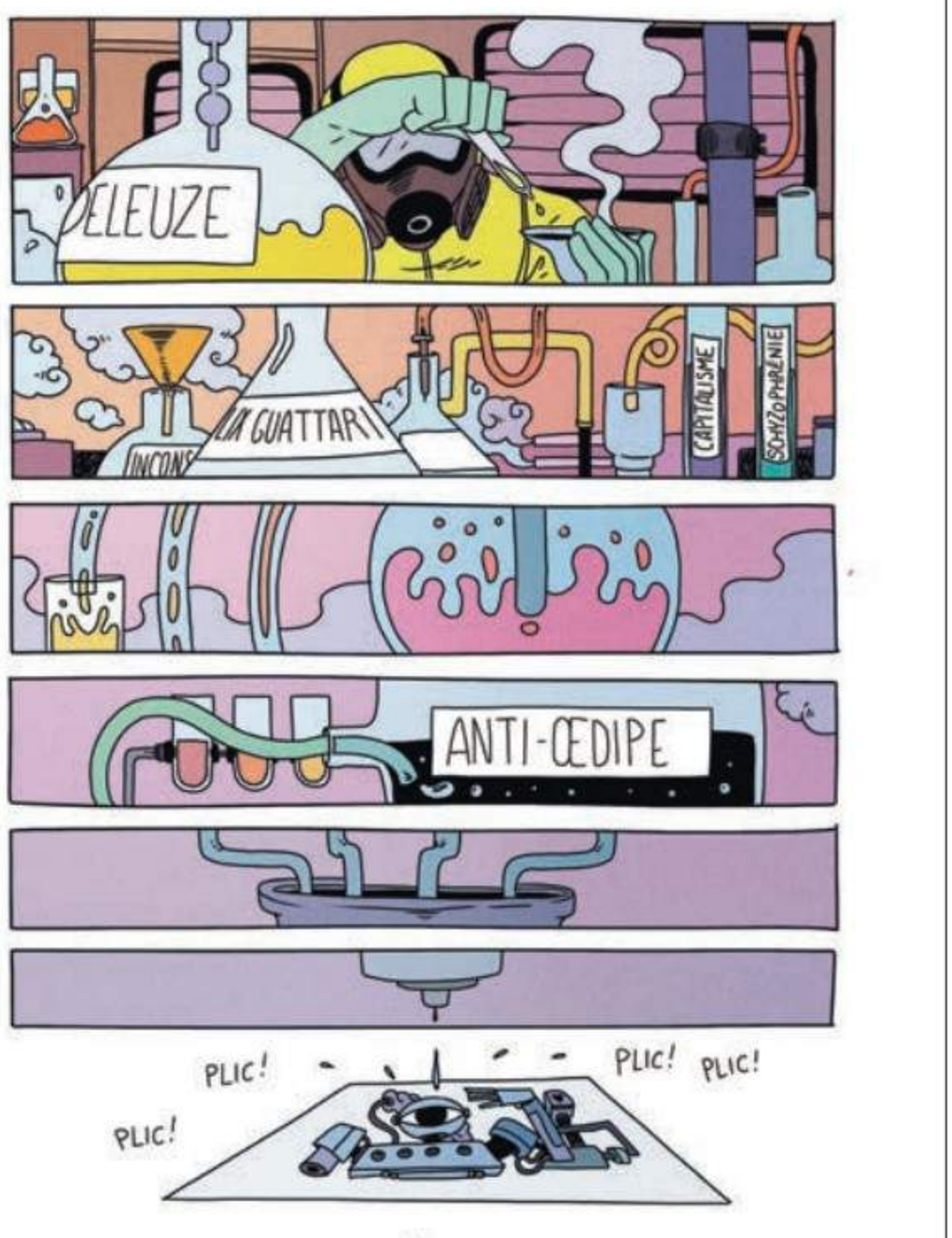
Bulles critiques



French Theory. Itinéraires d'une pensée rebelle
François Cusset et Thomas Daquin, La Découverte/Delcourt, 2025, 216 p., 24,50 €.

Tirée du désormais classique essai de François Cusset, cette bande dessinée offre une porte d'entrée vivante et imagée à l'aventure intellectuelle qui a conduit Michel Foucault, Jacques Derrida, Gilles Deleuze, Jean-François Lyotard et Julia Kristeva à devenir des stars aux États-Unis avant même de l'être en France. Le mérite de l'album est de mettre en scène avec clarté et humour, parfois de façon brouillonne, un phénomène souvent abordé sur le seul plan des idées. Celui de ces philosophes, historiens, psychanalystes et linguistes enseignant en France, lus sur les campus américains, réinterprétés par les *cultural studies*, avant de revenir dans le débat public européen. Le récit, illustré par le dessinateur Thomas Daquin, alterne portraits, moments biographiques et reconstitutions de débats, parfois très techniques (déconstruction, pouvoir/savoir, désir, subjectivation), sans jamais perdre le lecteur. Le dessin est sobre, mais sensible, et joue sur les codes du reportage graphique : bulles explicatives, encadrés historiques, scènes de séminaire et de couloirs universitaires. On perçoit bien les malentendus, les effets de mode, mais aussi la fécondité réelle de cet aller-retour transatlantique qui a fait de la pensée française un ferment mondial. L'ouvrage rappelle enfin que cette *French Theory* n'a jamais été un bloc : rivalités, désaccords politiques, rapports ambigus au marxisme et au poststructuralisme sont finement rendus. On pourrait souhaiter davantage d'éléments sur les critiques féministes ou postcoloniales, et de clarté sur la pensée dite « complexe », mais en gros l'objectif est atteint : donner des clés pour comprendre pourquoi ces auteurs réputés difficiles ont tant compté, et pourquoi leur postérité demeure aujourd'hui un enjeu certes académique, mais aussi culturel, comme on le voit aujourd'hui aux États-Unis. ● TIGRANE YÉGAVIAN





© Éditions Delcourt, 2025 - Cusset, Thomas D

Un classique des sciences humaines

PSYCHOLOGIE

L'Interprétation des rêves
Sigmund Freud, 1900.



L'interprétation des rêves, voie royale vers l'inconscient

Voici un livre qui, pour une fois, jouit d'une réputation unanime : celle d'avoir, il y a 125 ans, qu'on le regrette ou qu'on s'en félicite, ouvert la voie au succès de son auteur, Sigmund Freud, et de son objet, la psychanalyse, non seulement en psychiatrie, mais dans le vaste champ des sciences humaines. *L'Interprétation des rêves* (*Die Traumdeutung*) connut huit éditions allemandes successives, remaniées entre 1909 et 1930, qui finirent par totaliser près de 700 pages. Le texte a été traduit plusieurs fois en français entre 1926 et 2010, et il en existe aujourd'hui des versions dans plus de trente langues, faisant, avec d'autres titres, de Sigmund Freud le dixième auteur germanophone le plus traduit au monde (derrière Rudolf Steiner, certes…). Pour autant, l'ouvrage n'était pas particulièrement attendu. En 1899, Freud est un praticien viennois reconnu, mais pour son traitement des névroses hystériques «*par la parole*», qu'il nomme déjà psychoanalyse. Lorsqu'il publie *Die Traumdeutung*, il aborde un thème absent de son œuvre antérieure : l'explication du rêve, phénomène certes mystérieux mais qui *a priori* n'a rien de pathologique.

En réalité, les 400 pages de son livre envisagent bien plus que ce qu'annonce son titre. En premier lieu, Freud s'en tient à son sujet : il écarte les lectures traditionnelles du rêve nocturne (prémonitoire, symbolique) et conteste ses explications physiologiques modernes. Puis il avance sa thèse : tout rêve a pour propos la réalisation d'un souhait (ou désir). Mais celui-ci n'est pas explicite : il est déguisé en une histoire insolite, voire incohérente, celle que rapporte le rêveur. Un rêve comporte un contenu manifeste (vécu sous forme d'images) et un contenu latent (son sens profond). Le comprendre exige de passer de l'un à l'autre en s'appuyant sur plusieurs sortes de clés : des réminiscences et des «*associations libres*» produites par le rêveur, et des analogies ou jeux de sens que l'analyste perçoit derrière les images ou les mots. Une fois ceci posé, Freud procède à la démonstration, en se livrant à la lecture de plusieurs dizaines de récits de rêves, les siens propres ou collectés auprès de ses collègues et de ses patients. Chaque fois, il montre comment, même angoissants ou ridicules, nos songes cachent un désir singulier (sexuel souvent mais pas toujours) très éloigné du thème principal du rêve. Il s'avère que les transformations opérées par le «*travail du rêve*» usent de procédés reconnaissables : condensation (de sens), déplacement (de l'accent), élaboration secondaire (rationalisation). Or, ces procédés sont aussi ceux que le praticien Freud a observés chez ses patients «hystériques» : la production des rêves, conclut-il, est semblable à la production des symptômes chez le névrosé. Ainsi, il n'y a pas de discontinuité entre le normal (le rêve) et le pathologique (la névrose), et la porte s'ouvre pour l'analyste à la théorisation du fonctionnement ordinaire du psychisme humain. Ce que Freud réalise en dernière partie de la *Traumdeutung*, présentant pour la première fois une topologie ternaire de l'esprit : un inconscient (où naissent les pulsions), un préconscient (procédant à leur refoulement ou à leur déguisement), et le conscient (normatif et oublieux des deux précédents). Avec cela, les cadres principaux de la psychanalyse sont en place, et doivent beaucoup à l'analyse des rêves dont Freud s'est fait, provisoirement, donc, le praticien et le théoricien, avant même de s'intéresser à la sexualité infantile. Que reste-t-il aujourd'hui de ses thèses sur le rêve ? Les neurosciences sont passées par là. L'identification du sommeil paradoxal comme source exclusive de l'activité onirique s'est, dans les années 1970, inscrite en faux contre l'approche freudienne : produit d'une activité aléatoire des neurones, le rêve, selon Allan Hobson et Robert McCarley, ne mériterait même pas qu'on lui cherche un sens. Fin de l'histoire, jusqu'à ce qu'à la fin de la décennie 1990, un autre chercheur, Mark Solms, bouscule de nouveau le paysage en montrant que l'activité onirique était loin d'être limitée à ces épisodes chaotiques. Le dernier cri en matière de neurologie cognitive est d'attribuer au rêve des effets correcteurs sur la mémoire. À voir. ● **NICOLAS JOURNET**

À LIRE *L'Interprétation du rêve*, Sigmund Freud, trad. Jean-Pierre Lefèvre, Seuil, 2010.

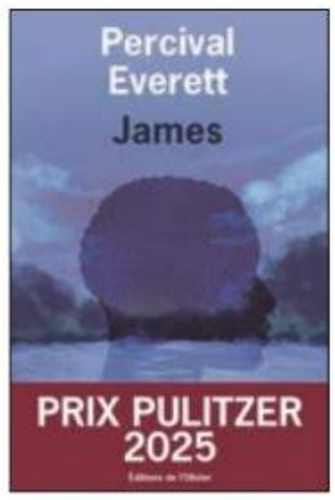
Nous remercions pour son accueil la librairie La Terrasse de Gutenberg, 9, rue Émilio Castelar, 75012 Paris.

© Coll. personnelle

ROMAN

LE POINT DE VUE DE L'ESCLAVE

L'écrivain afro-américain Percival Everett réinvente *Les Aventures de Huckleberry Finn* de Mark Twain en adoptant le point de vue de James.



James
Percival Everett, L'Olivier, 2025, 288 p., 23,50 €.

Dans son dernier roman, *James*, lauréat en 2024 du National Book Award et en 2025 du prix Pulitzer, l'écrivain américain Percival Everett campe des personnages bien connus. Les lecteurs reconnaîtront Huck, Tom Sawyer, Jim, la vieille demoiselle Watson, le juge Thatcher et quelques autres, issus des célèbres *Aventures de Huckleberry Finn*. Dans l'œuvre picaresque de Mark Twain, publiée en 1884, Huck, le héros éponyme, jeune orphelin blanc, veut échapper à la «*sivilisation*» en compagnie de Jim, esclave fugitif. Twain fait du garçon le narrateur à la première personne de leur périple, plus de mille kilomètres à bord de diverses embarcations sur les flots tumultueux du Mississippi. En 2025, sous la plume de l'auteur afro-américain, le paysage reste le même, mais la perspective change complètement.

Huckleberry Finn n'est plus qu'un sympathique compagnon par intermittences, un gamin tantôt bravache tantôt apeuré. Le héros et narrateur, c'est Jim, l'esclave censément illettré qui a appris à lire en cachette. S'étant procuré crayon et cahier au péril de sa vie, l'opprimé consigne par écrit son évasion et ses efforts pour libérer sa femme et sa fille. Jim, ou plutôt, tel qu'il se rebaptise lui-même à la fin, James, mène la barque, au sens propre comme au figuré. Ici, l'enjeu est vital : soupçonné à tort d'avoir tué un homme, de surcroît esclave en fuite, le jeune homme se cache et risque la mort à chaque page. Lui, le subalterne, ose affirmer son agentivité et son point de vue.

Professeur de littérature anglaise à l'université de Californie du Sud (Los Angeles), Percival Everett livre une œuvre caractéristique de cette *subaltern literature* qui vise à faire entendre la voix des opprimés (peuples anciennement colonisés, femmes, personnes racisées, discriminées…). À la fin du 19e siècle, le regard de Mark Twain sur ses contemporains n'était déjà pas tendre, et *Les Aventures de Huckleberry Finn* tiennent moins du roman pour la jeunesse que de la satire sociale. Percival Everett, lui, situe l'action à la veille de la guerre de Sécession et met en évidence l'iniquité de la société américaine d'alors, caractérisée dans le Sud esclavagiste comme dans le Nord abolitionniste par le règne de la suprématie blanche. Un héritage raciste dont nous sommes toujours plus ou moins les héritiers – ou les prisonniers –, comme l'explique de ce côté-ci de l'Atlantique la productrice et autrice française Amandine Gay dans son récent essai *Vivre, libre. Exister au cœur de la suprématie blanche* (La Découverte).



© Kseniya Starkova/Getty Images

Construit comme un roman d'aventures haletant, *James* constitue en réalité une revanche performative et rétrospective qu'accomplit, au nom des siens, l'écrivain afro-américain.

Son arme ? Le changement de point de vue, augmenté d'une astucieuse trouvaille linguistique. Dans cette fiction, le héros et ses compagnons d'infortune maîtrisent une langue soutenue, que tous travestissent en un parler fautif pour rassurer les Blancs : «*Quand ils se sentent inférieurs, nous sommes les premiers à souffrir*», explique Jim-James aux enfants noirs discrètement réunis pour un cours de «*grammaire incorrecte*». Détournement audacieux, le roman de Percival Everett peut se lire indépendamment de l'œuvre qui l'a inspiré. Que penser du procédé ? Dans *Toutes les époques sont dégueulasses* (Verdier), l'historienne Laure Murat distingue deux façons de «*réécrire les classiques*» : l'une, vaine et littérairement désastreuse, vise à les purger de ce qui heurte nos sensibilités contemporaines, comme par exemple les formulations racistes de Mark Twain. L'autre, tout à fait légitime, consiste à les réinventer sous une autre forme, leur offrant ainsi une nouvelle vie. ● ÈVE CHARRIN

Culture

NOTRE SÉLECTION mensuelle d'œuvres **culturelles et documentaires**

EXPOSITION

À cœurs battants



À travers plus de deux cents œuvres, le musée Dobrée à Nantes sonde les cœurs, de l'organe vital au symbole collectif.

Pour sa première grande exposition temporaire depuis sa réouverture, le musée Dobrée à Nantes s'empare d'un organe qui nourrit les imaginaires : le cœur, motif aussi universel que polysémique. Intitulée « À cœurs ouverts », l'exposition déploie un parcours sensible et érudit à travers plus de deux cents œuvres, du scarabée funéraire égyptien aux vitraux médiévaux, de sérigraphies d'Andy Warhol, en passant par des reliquaires baroques ou des installations artistiques contemporaines.

En cinq séquences – cœur organe, cœur symbole, cœur sacré, cœur politique et cœur universel –, l'exposition donne à voir comment cet organe a peu à peu pris place au centre de nos imaginaires. Siège de la mémoire chez les Égyptiens de l'Antiquité ou des émotions et de l'intelligence pour Aristote, il devient au Moyen Âge le cœur courtois, dépositaire de l'amour et du courage. L'époque moderne en fait un lieu de piété avec, par exemple, le culte du Sacré-Cœur, avant que les associations caritatives contemporaines s'en emparent à leur tour comme emblème humanitaire.

La scénographie immersive fait résonner ces multiples battements : pulsations sonores, manipulations anatomiques et œuvres interactives invitent le visiteur à écouter son propre rythme intérieur. L'installation *Cœur* de Christian Boltanski boucle le parcours par une méditation sur la finitude et la fragilité de la vie : la lumière vacillante d'une ampoule bat au tempo du cœur de l'artiste aujourd'hui disparu. À la croisée des sciences, de l'histoire et des arts, l'exposition « À cœurs ouverts » interroge cette pulsation fragile et universelle. ●

CATHERINE HALPERN

« À cœurs ouverts »,
au musée Dobrée, Nantes, jusqu'au 1er mars 2026.

© C. Hémon/Musée Dobrée - Département de Loire-Atlantique

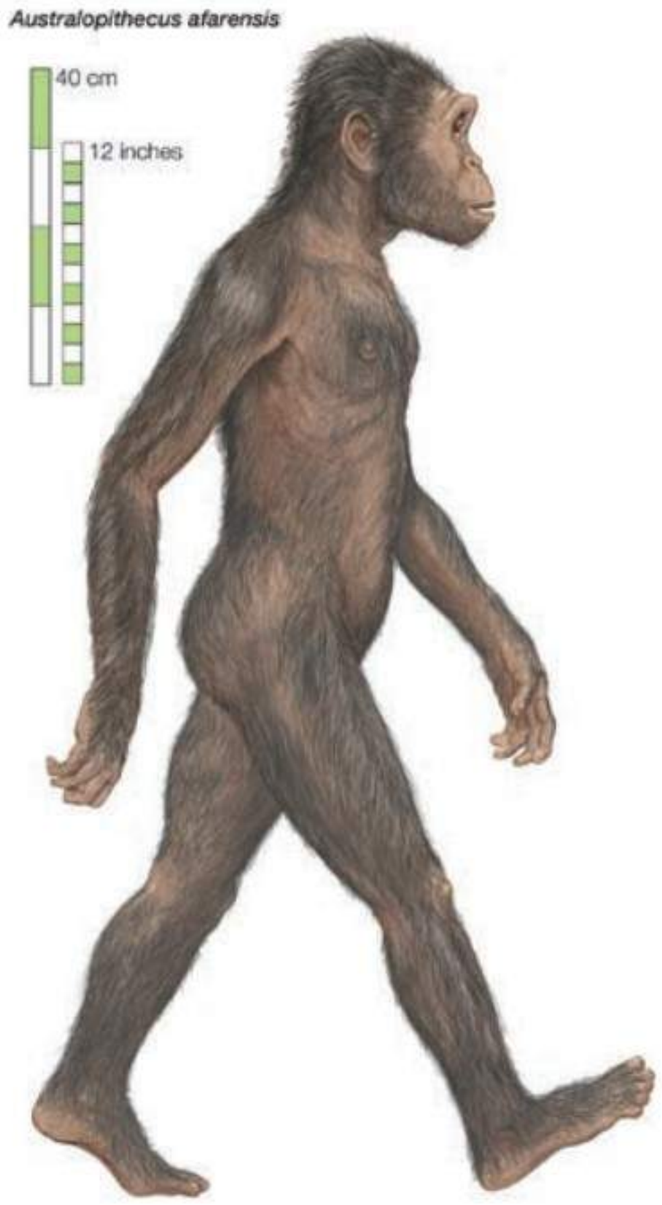




Gauche : © Musée des Beaux-Arts de Dijon/François Jay - Droite : © Dugudus

PODCAST

ARCHÉOLOGIE SONORE



© Encyclopaedia Britannica/UIG Via Getty Images

Que pouvait entendre Lucy, cette australopithèque dont le fossile particulièrement préservé a été retrouvé en 1974 ? Et les *Homo erectus* ? Dans une série de huit épisodes, France Culture propose une mise en son d'une scène pour chaque espèce d'hominines – une lignée qui englobe tous les primates bipèdes – grâce au travail collectif de scientifiques, linguistes, paléoanthropologues et autres préhistoriens. L'immersion sonore se base sur des bruits de la nature, d'activités comme des fabrications d'outils, de gestes ou encore des ébauches de protolangages possibles.

Dans l'épisode qui place un groupe de Néandertaliens sur la plage du Rozel dans le Cotentin, aucun « i » n'est prononcé et pour cause : la cavité buccale des hommes de Néandertal rend difficile l'utilisation de cette voyelle.

Les explications de la paléoanthropologue Amélie Vialet et de spécialistes de chaque espèce viennent éclairer la bande-son avec les connaissances actuelles pour un résultat qui se situe à la croisée des chemins entre science et création. Né d'une collaboration entre Radio France, le CNRS et le Muséum national d'histoire naturelle, le projet permet ainsi d'appréhender la préhistoire de manière sensible, comme lorsqu'il conduit l'auditeur autour d'un feu avec des Dénisoviens sur un plateau de l'Himalaya.

La création des ambiances sonores, notamment pour la reconstitution des protolangages, a été rendue possible à la faveur des avancées de l'intelligence artificielle générative. Petit conseil d'écoute : pour profiter au mieux des effets de son en 3D qui favorisent une immersion complète, n'hésitez pas à utiliser un casque. ● CHLOÉ RÉBILLARD

« Retour vers la préhistoire »,
un podcast documentaire en huit épisodes de France Culture, réalisé par Franck Bessière.

DOCUMENTAIRE

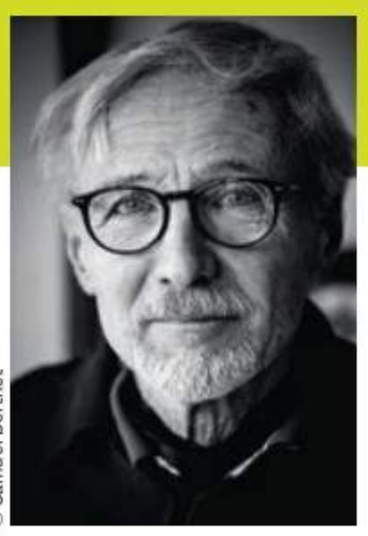
LES VILLES DE DEMAIN



© NGF

L'architecture peut être un levier majeur en faveur du changement social et écologique. C'est ce que montre une série documentaire sur Arte, « Construire des visions », dont chaque épisode est consacré à un projet dans une ville du monde. À La Nouvelle-Orléans, l'architecte Jonathan Tate et son équipe ont par exemple imaginé des habitations pour des vétérans ou d'anciens prisonniers. À Rotterdam, face aux inondations, le collectif De Urbanisten conçoit des projets avec l'eau et non contre elle, tel celui d'une place tantôt *skate-park*, tantôt piscine. À Vienne, ce sont les enfants qui sont étroitement associés au développement de la ville. L'imagination au pouvoir ! ● C.H.

***Construire des visions*,**
Arte, disponible jusqu'au 24 janvier 2026.



© Samuel Berthet

LA QUESTION QUI FÂCHE

LA CHRONIQUE

de **Nicolas Journet**

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE va-t-elle nous tuer ?

Ce qu'il y a de bien avec ChatGPT ou d'autres *chatbots*, c'est qu'on peut leur poser des questions insolentes, comme « *quelles sont les capacités de nuisance des intelligences artificielles ?* », et qu'on obtient des réponses très pertinentes. Par exemple, pertes d'emploi, inégalités économiques, catastrophes industrielles, crise énergétique, décisions injustes, atteintes à la vie privée, désinformation, pertes de compétences et, finalement, affrontement meurtrier entre l'humanité et ses robots favoris… Si la machine n'ignore rien des risques qu'elle peut représenter, il se trouve que le milieu qui l'a fait naître non plus, et que c'est aussi celui qui nourrit les plus sérieux doutes sur son innocuité. Et pour cause, dira-t-on, il faut avoir trempé dans la fabrication d'algorithmes pour être capable d'envisager leurs méfaits.

Bien des Don Quichotte qui, ces derniers temps, s'en prennent aux IA génératives ont commencé par fabriquer des moulins dans la Silicon Valley. Le 16 septembre 2025 paraissait aux États-Unis un livre vite devenu best-seller intitulé *Pourquoi l'intelligence artificielle surhumaine nous tuerait tous*. Son coauteur, Eliezer Yudkowsky, était encore, il y a quelque temps, un bon ami de Peter Thiel, le milliardaire libertarien et technophile fondateur de PayPal et actionnaire de Meta. Michael Trazzi et Denys Sheremet, deux militants cités dans un article récent du *Monde* (1), sont en grève de la faim devant les locaux de Deep Mind : ils sont diplômés en IA, mais réclament l'arrêt de son développement. Nick Bostrom, philosophe formé en neurosciences computationnelles, est un des premiers à avoir, en Angleterre, brandi la menace d'une superintelligence homicide. Ainsi, il expliquait en 2003 qu'une IA souveraine chargée de maximiser la production de trombones pourrait très bien décider de liquider les humains, puisque leur corps contient des substances utiles à la fabrication des trombones. Or, jusqu'il y a peu, Elon Musk finançait le centre dirigé par Bostrom.

On le voit, l'intelligence artificielle est au centre d'une querelle de famille dont la polarisation ne fait que s'accentuer, après avoir réuni tout ce beau monde autour de l'idée que, oui, le succès était à portée de main. La philosophe Anne Alombert note, dans un pamphlet récent (2), qu'en 2023 encore, Elon Musk et d'autres experts de la high tech réclamaient une pause dans la recherche et parlaient d'« *esprits numériques* » menaçant l'humanité. Était-ce juste pour faire le buzz ? On est tenté de la croire, car en dépit des mises en garde qui s'accumulent, rien ne semble devoir faire obstacle à l'accélération de la recherche, pour l'instant dans le parfait désordre, mais tournée vers le Graal de l'IA généralisée. Le plus choquant, note lucidement Anne Alombert, est que la plupart des autres industries sont tenues à respecter des règles parfois très sévères de sécurité. Il faut au minimum sept ans d'essais garantissant l'efficacité et l'innocuité d'une molécule avant de mettre un nouveau médicament sur le marché. Étonnamment, les produits d'intelligence artificielle ne sont soumis à aucun principe de précaution, aucune garantie de qualité, aucune preuve d'innocuité. Pourquoi est-on réduit à redouter que, peut-être, ils rendront leurs usagers idiots et analphabètes ? Pourquoi les débats à leur sujet ne reposent-ils que sur de vagues prophéties ? Bonnes questions, non ? ●

(1) Jules Darmanin, « "Nous allons perdre le contrôle" : comment les catastrophistes de l'IA haussent le ton », *Le Monde*, 18 octobre 2025.

(2) Anne Alombert, *De la bêtise artificielle*, Allia, 2025.



Couverture *L'Odalisque brune*, de François Boucher © Bridgeman Images

NOUVEAU HORS-SÉRIE DE *PHILOSOPHIE MAGAZINE*, EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Abonnements et commandes sur philomag.com

“C’est pas normal que dans le pays de la *bouffe*, les gens n’en *aient pas.*”



©Gaston Bergeret

Coluche

LES RESTAURANTS DU CŒUR
LES RELAIS DU CŒUR

FAITES UN DON SUR
RESTOSDUCOEUR.ORG